

The logo for LEGE (Laboratoire d'Économie et de Gestion) features the letters 'LEGE' in a bold, blue, italicized sans-serif font with a slight 3D effect.

Laboratoire d'Économie et de Gestion

UMR 5118

**RAPPORT SCIENTIFIQUE
2002-2005**

**DIRECTRICE DE L'UNITE
CATHERINE BAUMONT**

AVANT PROPOS

Le rapport scientifique couvre la période 2002-2005, soit quatre années d'activité du laboratoire. Il s'inscrit dans l'évaluation de la période de contractualisation 2003-2006. L'année 2002 a été retenue comme année de référence commune au rapport d'activité inclus dans le précédent document de contractualisation.

Le rapport comprend trois parties et des annexes.

- La première partie présente une analyse de l'évolution du laboratoire, dresse un bilan global de l'activité scientifique et détaille pour chacune des thématiques de recherche du LEG, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité scientifique.
- La deuxième partie est consacrée au projet scientifique du laboratoire qui se décline de manière transversale et thématique.
- La dernière partie recense les publications sur le contrat quadriennal qui s'achève.

Catherine BAUMONT, directrice du LEG, a élaboré et coordonné le document de contractualisation. Les informations concernant l'état des lieux, les orientations scientifiques et la vie du laboratoire ont été recueillies et discutées lors d'entretiens avec les responsables des axes de recherche et les membres du laboratoire (chercheurs, enseignants-chercheurs et personnels administratifs). Elisabeth Pénez, gestionnaire de l'Unité, a réalisé la partie administrative du dossier et a assuré la relecture du document final. Anne-Marie Piketty, documentaliste de l'Unité, a assuré la relecture attentive des publications de l'équipe.

PARTIE 1	LE LABORATOIRE : EVOLUTION ET BILAN	P. 27
PARTIE 2	PUBLICATIONS	P. 62



PREMIERE PARTIE
LE LABORATOIRE : EVOLUTION ET BILAN

1 - EVOLUTION DU LABORATOIRE

Le Laboratoire d'Economie et de Gestion, successivement Equipe Associée du CNRS de 1982 à 1994, puis Unité Mixte de Recherche du CNRS depuis cette date est une équipe mixte généraliste à forte composante d'enseignants-chercheurs. L'unité a été dirigée successivement par Claude PONSARD (1982-1990), Jean-Marie HURIOT (1991-1994) et Jacky PERREUR (1995-2004). Depuis octobre 2004, le Laboratoire est dirigé par Catherine BAUMONT.

Les enseignants-chercheurs du laboratoire sont évalués au niveau du Comité National des Universités par la 5^{ème} section (Economie) et la 6^{ème} section (Sciences de gestion). Au niveau du CNRS le laboratoire relève de la 37^{ème} section et, à titre secondaire, de la 39^{ème} section pour l'analyse spatiale.

Les domaines disciplinaires du LEG relèvent des Sciences de Gestion et des Sciences Economiques et portent plus précisément sur 4 thématiques de recherche. Il s'agit pour les Sciences de Gestion des axes « Marketing » (CERMAB : Centre d'Etudes et de Recherche en Marketing de Bourgogne) et « Finance, Architecture et Gouvernance des Organisations » (FARGO) et pour les Sciences Economiques des axes « Economie de la Santé » (Santé) et « Economie urbaine, régionale et des ressources naturelles » (Espace).

Cette structure actuelle résulte d'un reformatage, du laboratoire, en janvier 2003, en réponse aux remarques formulées par le Comité d'évaluation (janvier 2002) et celles contenues dans les rapports des 37^{ème} et 39^{ème} sections (novembre 2002), qui conduisit d'une part à l'abandon du thème « Concepts et méthodes en Economie » jugé trop disparate et d'autre part à la ventilation des enseignants-chercheurs de ce thème, qui satisfaisaient les critères de publication, dans les 4 autres thèmes de recherche du laboratoire en fonction de leurs types de recherche. Quatre enseignants-chercheurs ont ainsi rejoint le groupe « FARGO » : trois MCF économistes, spécialistes des questions monétaires internationales (Ludovic Desmedt, Claude Gnos et Pierre Piégay) et Pierre Salmon, Professeur Emérite, spécialiste des théories du Public Choice. A cette époque, Le LATEC (Laboratoire d'Analyses et de Techniques Economiques) est devenu le LEG (Laboratoire d'Economie et de Gestion), intitulé qui correspond mieux aux compétences des enseignants-chercheurs et chercheurs et rend plus lisible leur rattachement disciplinaire. Deux professeurs, Louis de Mesnard et Marie-Claude-Pichery ont également rejoint le groupe « Espace » au cours de l'année 2005.

2 - LES RESSOURCES HUMAINES : CONSTAT ET PERSPECTIVES

2.1. POTENTIEL SCIENTIFIQUE

En 2002, le potentiel recherche du laboratoire s'élevait à 55 enseignants-chercheurs et chercheurs. Au 1^{er} janvier 2006, en revanche, le LEG comptait 49 enseignants-chercheurs¹ ou chercheurs (cf. Tableau 1), dont 41 à titre permanent et 8 enseignants-chercheurs associés². Cinq personnes exercent leur activité à temps partiel, ce qui porte finalement le potentiel scientifique effectif du laboratoire à 46,5 chercheurs équivalent temps-plein.

Suite au départ à la retraite de Pierre-Marie Combe en 2004, le laboratoire ne compte plus qu'un seul chargé de recherche CNRS. Enfin, en février 2006, Janine Lhert ayant fait également valoir ses droits à la retraite, le laboratoire ne comptera plus d'IE CNRS affecté à la recherche, puisque ce poste n'a pas été remplacé.

Concernant la répartition du potentiel de recherche selon les équipes thématiques (cf. Tableau 2), on note que les équipes ont vu, au mieux, leur potentiel de recherche demeurer

¹ Pour être membre du LEG, il faut être l'auteur d'au moins deux publications (ouvrage scientifique ou article dans une revue à comité de lecture ou chapitre d'ouvrage collectif) en 4 ans et développer des recherches dans une des 4 thématiques de recherche du laboratoire.

² Les membres permanents du laboratoire sont des chercheurs affectés au laboratoire et des enseignants-chercheurs exerçant leur activité d'enseignement au sein de l'UFR de Sciences Economiques et de Gestion et leur activité de recherche au sein du LEG. Un membre associé désigne un enseignant-chercheur affecté à d'autres UFR de l'Université de Bourgogne ou dans d'autres universités, qui est rattaché à un d'un thème de recherche du LEG, satisfait aux critères de publications et participe à l'animation du laboratoire (participation aux séminaires et publications avec des membres du laboratoire).

constant, au pire, diminuer. Les seules augmentations proviennent de l'accueil d'un nombre plus important d'enseignants-chercheurs associés ou de l'accueil d'enseignants-chercheurs du thème 5 de l'ancienne organisation du laboratoire.

TABLEAU 1
Potentiel scientifique du LEG (1^{er} janvier 2006)

	Permanents (dont 50%)	Associés (dont 50%)	HDR
Professeurs	15* (2)	3	18
MCF	23 (1)	5 (2)	4
Chercheurs CNRS	1		
IE CNRS	1**		1
IE MENRT	1		1
TOTAL	41	8	24

* dont 2 professeurs émérites
** départ à la retraite en 2006

TABLEAU 2
Répartition du potentiel scientifique entre les équipes (2002 - juin 2006)

Equipes	Années	PR	MCF	Thème 5*	CR	IE	PR Ass	MCF Ass	Total
FARGO	2002	3	9	1PR(d) +3MCF			1	1	13
	2006 Perspectives	4	8 + 1(a)					2,5	19,5 + 1
CERMAB	2002	1	9				2	1,5	11,5
	2006 Perspectives	1	6 + 3(a)					0,5	9,5 + 3
ESPACE	2002	3,5	1	2PR	2	1			7,5
	2006 Perspectives	3+0,5+0,5 - 1(b)	2 -1 (c)					1	1
SANTE	2002	1	5					1	7
	2006 Perspectives	2 (d)	3,5					1	6,5

* Ce thème a été supprimé en 2003 et 6 enseignants-chercheurs ont rejoint les 4 thèmes actuels.

(a) recrutement en 2006

(b) départ à la retraite en 2007

(c) mutation à la rentrée 2006

(d) dont 1 PR émérite

Pour les membres permanents, concernant les départs, Stéphane Onnée, Samuel Mercier et Jean-Claude Dandouau ont quitté le LEG suite à leur réussite au concours national d'agrégation en sciences de gestion. Yves-Antoine Flori (MCF), suite à sa demande de mobilité, a été recruté à l'Université de Bordeaux II. Pierre Salmon et Maryse Gadreau ont fait valoir leurs droits à la retraite et sont actuellement professeurs émérites au LEG. En 2003, Pierre-Marie Combe (CR) et en février 2006, Janine Lhert (IE CNRS) ont également fait valoir leurs droits à la retraite. En contrepartie, Alain Desdoigts a intégré le LEG (à 50%) en tant que professeur agrégé des Universités, tandis que Sophie Béjean a été promue professeur par la procédure du 46.3. En octobre 2005 Samuel Mercier est revenu au LEG sur un poste de professeur affecté à l'UFR de Droit. Ces différents mouvements ont par ailleurs permis de recruter 10 nouveaux maîtres de conférences, issus d'autres universités : Loris Guery, Fabrice Hervé, Aude Hubrecht, Marie-Christine Lichtle et Gregory Wegmann ou ayant obtenu leur doctorat à l'Université de Bourgogne (Carine Catelin-Luangsay, Rachel Guillain, Mathilde Pulh et Mehdi Seltene), tandis qu'Hélène Sultan, MCF précédemment membre associé, a pu être recrutée à la mutation. Enfin, Lise Bourdeau-Lepage, précédemment Ingénieur d'Etude contractuelle, a été recrutée comme Ingénieur d'Etude affectée à la recherche. Pour les membres associés, Daniel Goujon (MCF 50%) et Fabrice Roth (PR 50%) ne renouvellent pas leur demande d'association tandis que Jean-Claude Dandouau, affecté à l'Université de Paris 12 devient membre associé à 100%.

En matière de perspectives, 4 postes de MCF en Science de Gestion ont été mis au recrutement en 2006 : 2 postes nouveaux et 2 postes vacants. Trois sont profilés en Marketing et l'un est profilé FARGO. Véronique Collange, Rémi Mencarelli, Jean-François Notebaert et Christine Marsal rejoindront le LEG en octobre 2006. Pour l'équipe spatiale, Cem Ertur, MCF, partira à l'Université d'Orléans, à la rentrée 2006, suite à l'obtention d'une mutation (rapprochement de conjoint) et Jacky Perreur, PR, fera valoir ses droits à la retraite à la rentrée 2007.

2.2. ENCADREMENT DOCTORAL ET POST-DOCTORAL

Le potentiel d'encadrement doctoral du laboratoire s'est renforcé entre 2002 et 2006, par le recrutement d'un professeur en économie et par la soutenance de 5 HDR : Cem Ertur, Lise Bourdeau-Lepage et Stéphane Tizio en économie et Dominique Bourgeon et Laurence Godard en sciences de gestion. Deux demandes d'inscription en HDR ont été déposées en 2006 qui donneront lieu à soutenance au cours de l'année universitaire 2006-2007.

Par an, 70 doctorants, en moyenne, sont encadrés dans le Laboratoire et en 2005-2006 une quinzaine d'entre eux sont allocataires, boursiers ou ATER et sont comptés, à ce titre, comme membres non permanents du laboratoire. Sur la période 2002-2005, 37 thèses ont été soutenues, (contre 47 sur la période 1998-2001). En 2006, une quinzaine de doctorants seraient en mesure de soutenir leur thèse.

1 bourse post-doctorale CNRS de 24 mois a été attribuée au LEG et permet d'accueillir, depuis décembre 2005, Carolyn Dong GUO, titulaire d'un PhD de l'Université d'Illinois à Urbana Champaign. Une bourse post-doctorale de 12 mois attribuée par la Région Bourgogne a également été obtenue et permet d'accueillir depuis le 15 février Antonio MUSOLESI titulaire d'une thèse en économie de l'Université de Nice. Carolyn Dong GUO et Antonio MUSOLESI réalisent des recherches en économie urbaine et régionale et en macroéconomie de la croissance et développent les techniques de la statistique et de l'économétrie spatiales au sein de l'équipe spatiale du LEG. Ces deux bourses post-doctorales ont été demandées par Catherine Baumont : elles témoignent de l'attractivité de l'équipe spatiale du LEG notamment dans le champ des méthodes quantitatives appliquées à l'économie des territoires.

Les perspectives réduites de recrutement de MCF ou de Chargés de Recherche ont également pour conséquence la mobilité des docteurs formés au LEG vers d'autres établissements d'enseignement supérieur en France (dans le secteur public : universités de Bordeaux IV, d'Orléans, de La Rochelle, de St Etienne, de Rouen ; ou dans le secteur privé : ESC de Dijon, Audencia Nantes, EM Lyon, Edhec Lille) ou à l'étranger (Université Laurentienne, Sudbury, Ontario, Canada), vers d'autres laboratoires de recherche dans le cadre de séjour post-doctoral (REAL -Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, Etats-Unis- ou CORE -Université Catholique de Louvain-La-Neuve, Belgique) ou vers des emplois dans les organismes internationaux (PNUD au Tchad), dans le secteur public (URCAM de Bourgogne) ou dans le secteur privé (groupe PSA).

2.3. PERSONNEL ADMINISTRATIF

Le potentiel administratif, nécessaire au fonctionnement du laboratoire et à son développement, est resté inchangé depuis fin 1996. Ce potentiel est faible, comparativement à celui d'autres unités et compte tenu de la taille de l'unité.

Il se compose actuellement d'un poste IE-CNRS en informatique et d'un demi-poste IE-CNRS de documentaliste. S'ajoute à ce potentiel un poste et demi de secrétariat mis à disposition par le Ministère de l'Education Nationale : 1 poste ITRF classe exceptionnelle et ½ poste d'agent administratif 1^{ère} classe.

En 2006, compte tenu du départ à la retraite d'Alain Fauvre, le poste IE-CNRS en informatique ne sera pas remplacé au LEG, mais sera en revanche remplacé par un poste IE-CNRS affecté au ThéMa (UMR, Université de Franche-Comté) et disponible pour moitié au LEG et pour moitié au ThéMa (antenne de Dijon). Ce poste n'a pas été pourvu lors de la campagne NOEMI 2005 et n'a pas été mis au recrutement externe en 2006. Il pourrait être mis au mouvement NOEMI au second semestre de l'année 2006.

Au total, le potentiel administratif du LEG sera donc de 1 poste et demi de secrétariat, 1/2 poste de documentaliste (IE-CNRS) et 1/2 poste d'Ingénieur informaticien (IE-CNRS). La plupart des autres unités de recherche labellisées de l'Université de Bourgogne dispose d'un potentiel administratif beaucoup plus élevé pour un effectif scientifique moindre. On ne peut donc que regretter cet état de fait et s'interroger sur les risques que fait courir la pénurie des moyens affectés aux unités de recherche sur le développement et le dynamisme de la recherche. Le remplacement du poste d'informaticien s'il s'avérait caduque nécessiterait en particulier qu'un recrutement en CDD avec financement sur fonds propres soit réalisé par le laboratoire. Cette situation ne serait pas efficace à moyen terme du fait de la réglementation sur les CDD et de toute façon ne pourrait être viable financièrement que sur une courte période.

3 - COMPOSITION DE L'UNITE

La liste des personnels du laboratoire, cadres scientifiques et personnel administratif, leur statut et leur appartenance aux équipes de recherche figure dans le tableau ci-après qui reprend les tableaux Excel fournis dans la partie administrative du dossier de contractualisation. Les membres non permanents de l'unité (doctorants, post-doctorants) sont recensés dans les tableaux Excel correspondants.

TABLEAU 3
Personnel de l'Unité

Personnel BIATOSS		
Prénom NOM	Corps et grade * HDR	Fonction
Lise BOURDEAU-LEPAGE	IE2 MENRT	Recherche ESPACE
Alain FAUVRE**	IE CNRS	Informaticien
Janine LHERT**	IEHC* CNRS	Recherche ESPACE
Viviane MEUNIER	ADJA 50%	Secrétaire
Elisabeth PENEZ	ITRF	Secrétaire - Gestionnaire de l'Unité
Anne-Marie PIKETTY	IE CNRS 50%	Documentaliste
** Départ à la retraite en 2006		
Chercheurs CNRS		
Prénom NOM	Corps et grade	Equipe
Françoise BOURDON	CR1 CNRS	ESPACE
Chercheurs Universitaires Permanents		
Prénom NOM	Corps et grade * HDR	Equipe
Hervé ALEXANDRE	PR1*	FARGO
Blandine ANTEBLIAN	MCF	CERMAB
Catherine BAUMONT	PR1*	Directrice du LEG - ESPACE
Sophie BEJEAN	PR2*	Coordinateur - SANTE
Gérard CHARREAUX	PRCE*	Coordinateur - FARGO
Véronique COLLANGE (au 01/09/06)	MCF	CERMAB
Robert COULON	MCF	FARGO
Philippe DESBRIERES	PR1*	FARGO
Alain DESDOIGTS	PR2*	ESPACE (50%)
Ludovic DESMEDT	MCF	FARGO
Jérôme DUPRAT	MCF	FARGO
Cem ERTUR (jusqu'au 01/09/06)	MCF*	Coordinateur - ESPACE
Jean-Marc FERRANDI	MCF	CERMAB

Chercheur Universitaires Permanents (suite)

Prénom NOM	Corps et grade * HDR	Equipe
Marc FILSER	PR1*	Coordinateur - CERMAB
Claude GNOS	MCFHC*	FARGO
Laurence GRAILLOT	MCF	CERMAB
Loris GUERY	MCF	FARGO
Rachel GUILLAIN	MCF	ESPACE
Fabrice HERVE	MCF	FARGO
Aude HUBRECHT	MCF	FARGO
Jean-Marie HURIOT	PRHC*	ESPACE
Marie-Christine LICHTLE	MCF	CERMAB
Carine LUANGSAY-CATELIN	MCF	FARGO
<i>Christine MARSAL (au 01/09/06)</i>	<i>MCF</i>	<i>FARGO</i>
<i>Rémy MENCARELLI (au 01/09/06)</i>	<i>MCF</i>	<i>CERMAB</i>
Samuel MERCIER	PR2*	FARGO (UFR Droit)
Louis de MESNARD	PR1*	ESPACE
Christian MICHELOT	PR1* (50%)	ESPACE (UFR Maths)
<i>Jean-François NOTEBAERT (au 01/09/06)</i>	<i>MCF</i>	<i>CERMAB</i>
Jacky PERREUR	PRCE*	ESPACE
Christine PEYRON	MCF	SANTE
Marie-Claude PICHERY	PR1*	ESPACE
Pierre PIEGAY	MCF	FARGO
Evelyne POINCELOT	MCF*	FARGO
Mathilde PULH	MCF	CERMAB
Claude SCHNEIDER-BUNNER	MCF (50%)	SANTE
Mehdi SELTENE	MCF	CERMAB
Hélène SULTAN-TAIEB	MCF	SANTE
Stéphane TIZIO	MCF*	SANTE
Gregory WEGMANN	MCF	FARGO
Maryse GADREAU	PR1* (Emérite)	SANTE
Pierre SALMON	PRHC* (Emérite)	FARGO

Chercheurs universitaires associés

Prénom NOM	Corps et grade *HDR	Equipe
Géraldine BLOY	MCF	SANTE (100%) UFR STAPS
Dominique BOURGEON-RENAULT	PR2*	CERMAB (100%) U. Besançon
Jean-Michel CHAPUIS	MCF	FARGO (100%) U. La Rochelle
Céline CHATELIN-ERTUR	MCF	FARGO (50%) U. Orléans
Jean-Claude DANDOUAU	PR2*	CERMAB (100%) U. Paris 12
Laurence GODARD	MCF*	FARGO (100%) U. Besançon
Anne-Marie LEBRUN	MCF	CERMAB (50%) UFR STAPS
Alain SCHATT	PR2*	FARGO (100%) U. de Strasbourg 3

La position des enseignants-chercheurs rattachés à 50% au LEG et le statut de membre associé interrogent la note du 12 juin 2006 (courrier de Claude Meidinger (directeur de la DS7 à la MSTP) et de Patrice Fontaine (CNRS, DS SHS)). Cette situation devra donc être clarifiée au cours du second semestre de l'année 2006. Le conseil de laboratoire sera consulté et les décisions prises seront effectives pour le nouveau contrat quadriennal.

4 - L'UNITE DANS SON ENVIRONNEMENT

Les membres enseignants-chercheurs sont évalués au niveau du Comité National des Universités par la 5^{ème} section (Economie) et la 6^{ème} section (Sciences de gestion). Au niveau du CNRS le laboratoire relève de la 37^{ème} section et, à titre secondaire, de la 39^{ème} section pour l'analyse spatiale.

4.1. LE RAPPORT AUX FORMATIONS UNIVERSITAIRES

Le potentiel de recherche du laboratoire repose essentiellement, comme nous venons de le souligner, sur les activités de recherche des enseignants chercheurs. La principale conséquence de cette situation est que tous les axes de recherche de l'unité sont identifiés dans le Master Economie-Gestion de l'UFR. L'implication des enseignants-chercheurs du laboratoire dans la direction de ces formations permet de mieux définir les programmes de formation liés aux recherches menées dans le laboratoire (au niveau des 2^{èmes} années des spécialités recherche en sciences économiques et en sciences de gestion). Les spécialités « Economie et Gouvernance des territoires » et « Economie des Ressources Humaines : santé, éducation, culture » sont assurées en étroite collaboration avec d'autres laboratoires du campus dijonnais : le ThéMa, le CESAER et l'IREDU.

Le développement des spécialités professionnelles permet par ailleurs d'instituer des relations avec les partenaires professionnels débouchant sur des opérations de recherche. Par exemple, les relations instituées dans le cadre de la spécialité Economie et Gouvernance des Territoires avec la Direction Régionale de l'Équipement de Bourgogne ont ainsi débouché sur des collaborations de recherche, impliquant des membres du LEG, dans le cadre d'un PREDAT (Pôle Régional d'Échanges sur le Développement et l'Aménagement des Territoires) entre la DRE et la MSH de l'Université de Bourgogne. De même, la nature opérationnelle des recherches en marketing au sein de l'équipe CERMAB est également fortement attractive pour le développement de synergies avec le monde professionnel dans le cadre de co-financements de thèses (Groupe Carrefour par exemple) et de développement d'opérations de recherche (création de "*l'Observatoire du Shopping*" avec l'agence de communication Kourosivo-Grands Boulevards). Dans le domaine de la santé, les compétences du laboratoire en matière d'évaluation des actions et des organisations de santé et d'analyse des restructurations du système de santé permettent des relations étroites avec les professionnels du secteur à la fois dans le cadre des spécialités professionnelles et pour des opérations de recherche, soit par des co-financements de thèses (Laboratoires Fournier, Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie, Agence Régionale de l'Hospitalisation), soit dans le cadre de réseaux de recherches impliquant des organismes professionnels (Union Régionale des Médecins Libéraux, DRASS, Observatoire Régional de la Santé).

4.2. LA FORMATION DOCTORALE

L'Unité dépend de l'École Doctorale Gestion-Economie-Formation et la diversité de son activité scientifique en Economie et en Gestion alliée à la spécificité des thématiques de recherche ont permis l'encadrement d'une soixantaine de thèses. Pour l'année 2005, 13 thèses ont été soutenues et un nombre équivalent de soutenances est prévu pour 2006. La tendance à la diminution du nombre des allocations de recherche est cependant inquiétante et nécessite en contrepartie un effort important de la part des membres du laboratoire pour obtenir des allocations de recherche ou des bourses de doctorat auprès des institutions publiques, des collectivités territoriales et des partenaires privés (bourse Région/Groupe Carrefour, bourse Région/ORS, bourse Région/Laboratoires Fournier, bourse ADEME, bourse Cifre/Renault, bourse groupe Total).

Au cours de la préparation des thèses, les doctorants bénéficient de moyens spécifiques mis à leur disposition (salles de travail, moyens informatiques communs disponibles dans la salle informatique du laboratoire). Ils assistent aux séminaires organisés par le laboratoire, l'école doctorale et la Maison des Sciences de l'Homme et, selon leur thème de recherche, par les centres de recherches du Grand Campus avec lesquels le LEG entretient des collaborations fortes : citons à titre d'exemples, les séminaires de l'IREDU, du THEMA, du CESAER (INRA) ou des laboratoires de l'INSERM.

De manière plus interne, chaque groupe de recherche organise des séminaires de travail pour les doctorants, tandis que l'École Doctorale GEF organise chaque année ses "Journées", au cours desquelles les travaux des doctorants sont présentés et discutés. Enfin, dans les disciplines de gestion et en économie spatiale, des réseaux universitaires se sont constitués pour organiser chaque

année des séminaires nationaux ou européens dédiés aux doctorants : les jeunes chercheurs du laboratoire dans ces disciplines y participent de manière régulière. Une structure similaire, associant l'Université de Bourgogne et le LEG, existe en économie de la santé : les « Journées des Economistes Français de la Santé » qui seront organisées par l'équipe d'économie de la santé du LEG à Dijon en novembre 2006. L'école doctorale "Gestion-Economie-Formation" assure également un certain nombre de services tels que des compléments de formation (anglais, informatique, séminaires thématiques par exemple), une participation aux financements pour colloques ou courts séjours dans des laboratoires extérieurs...

4.3. LES STRUCTURES SCIENTIFIQUES A VOCATION PLURIDISCIPLINAIRE

De manière générale, l'intégration du laboratoire dans des structures formelles ou informelles de type "réseaux" est le fait des groupes de recherche et se décline alors plutôt par discipline : économie de la santé, marketing, économie régionale et urbaine, gouvernance d'entreprise... C'est notamment le cas pour les collaborations internationales et pour l'insertion dans les réseaux de recherche nationaux. Au niveau local cependant, plusieurs éléments permettent d'envisager différentes formes de collaborations scientifiques, plus axées sur la pluridisciplinarité et la mise en synergie des laboratoires de recherche locaux.

La constitution en 2002 de la Maison des Sciences de l'Homme de l'Université de Bourgogne, UMS 2739 du CNRS, constitue également un moyen important et assez naturel de fédération scientifique dans le domaine des SHS. Ainsi, la MSH dijonnaise a pour vocation de faciliter et de coordonner des opérations de recherche menées, dans un certain nombre de domaines, au sein des laboratoires du Grand Campus (regroupant l'Université de Bourgogne, le CHU, l'ENESAD et les laboratoires de recherches). Plus précisément, 4 pôles thématiques pluridisciplinaires structurent actuellement les axes de recherche de la MSH : le pôle "Patrimoine", le pôle "Espaces, Mutations", le pôle "Archives des sciences sociales" et le pôle "Identités et citoyennetés". La participation active du LEG dans les activités de la MSH a été initiée par Jacky Perreur et se retrouve essentiellement dans le pôle "Espaces, Mutations". Par exemple, Jean-Marie Huriot a animé l'Université d'Eté Européenne "Identité culturelle et mondialisation" de 2004 et prépare pour 2006 une école thématique sur les villes et les PECO. La mise en place du PREDAT avec la DRE Bourgogne, qui associe les disciplines juridiques, économiques, l'histoire et la géographie, se réalise également au sein de la MSH, en collaboration avec les laboratoires de recherche universitaires concernés. La MSH a été co-organisatrice avec le LEG, le THEMA (département de géographie) et le CESEAR (UMR INRA-ENESAD) du colloque annuel de l'Association de Science Régionale De Langue Française, qui a eu lieu en septembre 2005 à Dijon. L'implication des enseignants-chercheurs du laboratoire dans la MSH s'est récemment élargie avec l'organisation par Ludovic Desmedt d'un colloque sur la dollarisation de l'économie (en mai 2005) et avec la proposition par Sophie Béjean d'un projet de recherche pluridisciplinaire « santé et mutations de la société » s'intégrant dans l'axe "Espaces et Mutations" de la MSH. Ce projet associe juristes, économistes et sociologues et est axé sur les relations entre mutations des systèmes de santé et justice sociale, déclinées notamment en termes d'accès aux soins et aux produits. En 2006, deux séminaires de la MSH ont été organisés dans le cadre de ce projet. L'équipe d'économie de la santé a également initié et organisera en juillet 2006 une rencontre entre cliniciens et chercheurs en SHS sur la thématique « SHS en cancérologie » sous l'égide du Canceropôle Grand Est et de l'INCA.

Le soutien et l'incitation au développement de recherches inter-disciplinaires constituent un premier levier important que le laboratoire a su saisir en étant le coordinateur d'un contrat "Eau-Ville-Territoire" associant des chercheurs de différents domaines relevant des SHS (économie, géographie, droit...) et des SVT (microbiologie des sols).

L'Ecole Doctorale Gestion-Economie-Formation participe aussi au développement et à la pratique de l'interdisciplinarité chez les jeunes chercheurs puisqu'elle regroupe les laboratoires LEG (Economie et Gestion), IREDU (Economie de l'éducation et sociologie), LEAD (Psychologie étude de l'apprentissage et de l'environnement), LPCS (Psychologie clinique et sociale) et CESAER (INRA, Economie et sociologie rurales). Elle organise, dans cet esprit, un cycle de séminaires portant sur des thèmes transversaux pouvant être analysés par diverses approches disciplinaires (l'évaluation en sciences sociales, la rationalité...).

Enfin, les relations scientifiques avec les laboratoires du campus dijonnais se sont étoffées dans le champ de l'économie régionale et urbaine (équipe THEMA-Théoriser et MODéliser pour Aménager- du département de géographie de l'Université de Bourgogne, équipe CESAER -Centre d'Economie et de Sociologie Appliquée à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux- de l'INRA à l'ENESAD) par l'organisation annuelle de 4 séminaires communs et par le développement de travaux en collaboration. A l'initiative de Sophie Béjean, l'équipe de recherche en économie de la santé s'est, pour sa part, rapprochée des laboratoires INSERM de l'Université de Bourgogne par la constitution d'un Réseau Régional de Recherche en Santé Publique en Bourgogne ce qui permet de développer des projets associant épidémiologistes et économistes de la santé.

5 - LES MOYENS DE L'UMR

5.1. INFRASTRUCTURE

Depuis 1996, le LEG occupe les 4^{ème} et 5^{ème} étages du Pôle d'Economie et de Gestion situé sur le campus universitaire, ce qui correspond à environ 800m², 28 bureaux sont affectés à des enseignants-chercheurs. Huit petites salles sont à la disposition des doctorants et ATER. Un secrétariat avec deux postes de travail, une salle informatique, une salle de réunion et une bibliothèque complètent l'équipement en surface de recherche.

5.2. LES MOYENS INFORMATIQUES

Le LEG a constitué un pôle de moyens informatiques géré par A. FAUVRE (Ingénieur d'études, CNRS) et comprenant plus de 70 machines (fixes et portables) ; tous les bureaux et les salles sont câblés et reliés au réseau intranet et internet.

Une dizaine de machines, en salle de recherche, sont en libre service pour les doctorants. Une carte magnétique identificatrice en permet l'accès 24 heures sur 24. Six machines sont disponibles en bibliothèque pour les interrogations des étudiants (interrogation des bases documentaires de la bibliothèque de l'Université, lecture CD et consultation des revues électroniques à partir de l'abonnement de la bibliothèque universitaire avec possibilité d'imprimer les articles).

Une cinquantaine de postes de travail sont dans les bureaux des chercheurs et sont raccordés au Centre de Ressources Informatique de l'Université. L'ensemble du dispositif est sous la responsabilité de A. FAUVRE qui assure aussi l'aide technique nécessaire à tout le personnel. Un certain nombre d'ordinateurs portables sont prêtés temporairement à des personnels et des doctorants lors de déplacements ou de séjours dans d'autres laboratoires.

La salle est reliée au Centre de Ressources Informatiques (CRI) de l'Université de Bourgogne pour l'utilisation d'internet, du courrier électronique et l'utilisation de certains logiciels (MATLAB, SAS, TEX) ; le laboratoire dispose de son propre serveur web sur lequel se trouvent toutes les informations relatives au laboratoire ainsi que les documents de travail (<http://www.u-bourgogne.fr/LEG>). Le site a entièrement été rénové en début d'année 2006 en utilisant les masques adoptés par le CNRS. Cette opération a été réalisée avec l'aide d'une IE contractuelle affectée sur un poste temporairement libéré suite à la mise en disponibilité d'une personne du laboratoire.

La mise en place en janvier 2005 du nouveau serveur de l'Université de Bourgogne s'est par ailleurs accompagnée de la définition de pages "recherche" et de la proposition par chaque laboratoire de recherche d'un contributeur (Alain FAUVRE) et d'un validateur (Françoise BOURDON).

Le départ à la retraite d'Alain FAUVRE en juin 2006 constitue une perte pour l'unité, qui devrait être compensée seulement de manière partielle par l'affectation par le CNRS en 2006 ou 2007 d'un ½ poste d'IE informaticien à l'unité (l'autre moitié étant affectée à l'antenne dijonnaise du laboratoire Théma). Ce remplacement qui avait été anticipé en 2004 n'est cependant pas encore effectif en juin 2006 : la mise au mouvement NOEMI en 2005 n'a pas permis de recruter une personne correspondant au profil et le poste n'a pas été mis au recrutement externe. Le poste n'a pas été mis non plus au mouvement NOEMI en 2006. Cette situation a contraint le laboratoire à financer sur ressources propres un CDD de gestionnaire des ressources informatiques afin d'assurer la continuité des services offerts aux membres du laboratoire et aux doctorants. Cette solution

n'est viable que sur une période réduite et a été envisagée dans l'attente du recrutement sur le poste affecté par le CNRS. Si le non remplacement de l'IE informaticien s'avérait définitive cela contraindrait de manière importante le fonctionnement courant du laboratoire et par voie de conséquence son activité scientifique.

5.3. LE CENTRE DE DOCUMENTATION

Le centre de documentation du laboratoire, sous la responsabilité de Anne-Marie PIKETTY, documentaliste (IE CNRS, mi-temps), partage avec la bibliothèque de l'IAE un espace situé au sous-sol du Pôle d'Economie et de Gestion. Elle est utilisée par les chercheurs, les enseignants et les étudiants de 3^{ème} cycle. Les ouvrages sont également en accès libre pour les étudiants qui fréquentent la salle de travail de la bibliothèque du Pôle d'Economie et de Gestion.

Le champ documentaire couvre les différents axes de recherche du laboratoire. Les titres sont catalogués dans un fichier manuel -auteurs-matières- jusqu'en 1993. Le traitement des acquisitions est informatisé depuis 1994 et géré par le logiciel CDS/ISIS for Windows de l'UNESCO. Les lecteurs ont la possibilité d'interroger deux bases : l'une, répertoriant les ouvrages, et l'autre, les cahiers de recherche, acquis grâce aux contacts entretenus par la bibliothèque avec d'autres institutions en France et à l'étranger. Mais la gestion de la littérature grise sur support papier diminue considérablement au profit des nouvelles technologies.

La mission du centre de documentation est, en premier lieu, de faciliter l'accès aux ressources électroniques et aux publications multimédia : documentation électronique du réseau de l'université et du CNRS (BiblioSHS), Web, CD-Rom... A cet effet, deux postes informatiques sont à la disposition exclusive des membres du laboratoire.

Dans le cadre de la recherche documentaire, la documentaliste a aussi en charge les demandes de prêts entre bibliothèques (ouvrages, articles de périodiques...) et en assure la gestion en liaison avec la bibliothèque universitaire de Dijon. La collaboration avec le Service Commun de la Documentation (SCD) de l'université se concrétise aussi par la participation de différents membres du laboratoire à la Commission de la section "Economie", dont le but est de rationaliser l'accès à la documentation et les politiques d'achats d'ouvrages et d'abonnements aux périodiques sur l'ensemble du campus. Françoise BOURDON préside cette Commission et participe au Conseil de la Documentation de l'Université de Bourgogne, en tant que représentante élue.

6 - BILAN SCIENTIFIQUE GLOBAL (2002-2005)

Partant en 2002 des domaines d'excellence de chaque axe de recherche, développés à l'origine dans l'analyse du comportement du consommateur et des systèmes de distribution (pour le CERMAB), dans l'approche de la gouvernance financière des entreprises privées (pour le FARGO), dans l'étude des systèmes urbains et régionaux (pour l'équipe « Spatiale ») et dans l'appréhension de la coordination des systèmes de santé (pour l'équipe « Santé »), chaque équipe s'est engagée au cours du contrat quadriennal 2003-2006 dans de nouvelles orientations de recherche (se reporter au bilan thématique de chacune de ces équipes) qui renforcent aujourd'hui la reconnaissance internationale du laboratoire.

Si nous devons souligner les **résultats marquants** de l'activité de recherche des équipes du LEG, nous retiendrions les éléments suivants :

Un des faits marquants de l'équipe ESPACE, sur la période 2002-2005, est sans nul doute le développement des méthodes de statistique et d'économétrie spatiales et leurs applications en économie urbaine et en économie régionale. Les études menées montrent que l'interdépendance spatiale des phénomènes économiques doit être prise en compte de manière systématique dans les estimations. Un cadre théorique permettant d'expliquer et de modéliser cette interdépendance dans le cadre de la croissance économique et l'étude de la convergence des économies est actuellement développé.

Ces études, présentées dans plusieurs colloques internationaux en science régionale (Regional Science Association International North-American Meetings, European Regional Science Association, Association de Science Régionale de Langue Française), mais aussi dans des conférences

généralistes (Econometric Society World Conference, European Economic Association Congress et Congrès de l'Association Française de Sciences Economiques), ont conduit à plus d'une dizaine de publications dans des revues à comité de lecture internationales, nationales ou dans des ouvrages collectifs avec referee. Finalement les membres de l'équipe sont à l'origine de la constitution du réseau "Spatial Econometrics Workshop" qui réunit, une fois par an, en France une trentaine de chercheurs sur les problématiques de la statistique et de l'économétrie spatiale. Ce workshop a eu lieu à Dijon en 2003. Le réseau français est actuellement consolidé par la mise en place de workshops européens, le prochain aura lieu à Rome en 2006.

Exemples de publications :

1/ ERTUR C. BAUMONT C. et J. Le Gallo, 2006, "The European Regional Convergence Process : Do Spatial Regimes and Spatial Dependence Matter ?", *International Regional Science Review*, à paraître.

2/ LE GALLO J., et C. ERTUR, 2003, "Exploratory Spatial Data Analysis of the Distribution of Regional per capita GDP in Europe, 1980-1995", *Papers in Regional Science*, vol. 82, n°2, 175-201.

L'équipe d'Economie de la Santé de Dijon développe un axe de spécialisation sur le thème santé-travail et l'évaluation économique du coût des facteurs de risques professionnels. Elle est la seule en France à travailler sur ces thèmes. Elle a publié en 2005 dans l'European Journal of Health Economics les résultats d'une étude originale sur l'évaluation des coûts du stress professionnel. Ces résultats présentés dans plusieurs colloques internationaux (ISPOR 2004 à Washington, ECHE à la London School of Economics, 2004, ALASS à Lugano en 2003, iHEA en 2005, ECHE à Budapest en 2006) sont les premiers disponibles pour la France. Ils sont issus d'une méthodologie déjà mise en œuvre pour la Suède et le Danemark dans le cadre d'une étude européenne. Dans le prolongement de cette première étude, un financement du **Ministère du Travail** a été accordé en 2005 pour développer un programme de recherche. Celui-ci a été proposé dans le cadre de l'appel à projets "Santé Environnement, Santé Travail" de l'Agence Nationale de la Recherche et a obtenu un contrat de 3 ans en 2005. Ce projet est développé en collaboration avec une équipe d'épidémiologie Inserm spécialisée sur les risques psychosociaux, et avec des chercheurs suisses et canadiens pour les aspects de comparaison internationale.

Exemples de publications :

1/ Béjean S., Sultan-Taieb H., "Modelling the Social Cost of Diseases Imputable to Stress at Work". *European Journal of Health Economics*. n°1, Mars 2005.

2/ Béjean S., Trontin C., 2004, "Prevention of occupational injuries : moral hazard and complex agency relationships". *Safety Science*, n°42/2, mars-avril.

Pour l'équipe FARGO, deux illustrations significatives de l'apport des recherches sont liées aux publications suivantes.

1/ ALEXANDRE H. et CHARREAUX G., 2004, «Efficiency of French privatizations : a dynamic vision», *Journal of Corporate Finance*, vol 10, n° 3, juin, 467-494.

La plupart des tests conduits au niveau international concluent à l'efficacité économique des privatisations. Alexandre et Charreaux, à travers la théorie de la gouvernance des entreprises, proposent un modèle permettant de prendre en compte, d'une part, la dimension temporelle du processus de privatisation, d'autre part, les variables contextuelles, organisationnelles, de gouvernance et stratégiques qui contraignent le processus de privatisation. Appliquant ce modèle aux privatisations conduites en France, ils aboutissent aux conclusions suivantes. L'incidence favorable attribuée traditionnellement aux privatisations n'est pas véritablement confirmée pour les privatisations françaises, tout au moins sur l'horizon considéré. La privatisation n'induit un effet positif significatif sur la performance que pour un faible nombre d'entreprises, l'importance de l'effet étant subordonnée à certaines des variables proposées.

2 /DESBRIERES Ph. et SCHATT A, 2002, « The Impacts of LBOs on the Performance of Acquired Firms : The French Case », *Journal of Business, Finance and Accounting*, vol. 29, n° 5, juin-juillet, 695-729.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays anglo-saxons, Desbrières et Schatt constatent une dégradation de la surperformance des opérations de leveraged buy-out (LBO) dans le cadre français. Dans une étude empirique portant sur 132 LBO réalisés en France de 1989 à 1994, ils

montrent qu'on ne peut expliquer la réduction anormale de la rentabilité économique de ces firmes par un effet mécanique imputable à des surinvestissements, ni par une dérive de la gestion de leurs actifs et passifs d'exploitation. En revanche, l'augmentation des frais de personnels ainsi que des consommations intermédiaires et/ou des réductions de prix de vente à caractère commercial anormales joueraient un rôle majeur.

Enfin pour l'équipe CERMAB, le thème du marketing des activités culturelles et de loisirs, initié par les chercheurs de l'équipe, continue d'être approfondi et enrichi (le tourisme sportif, les parcs d'attraction...). Le thème de la valeur de l'activité de consommation constitue un champ de recherche important pour l'équipe, tandis que l'utilisation par le consommateur de l'information diffusée par les entreprises est un autre champ d'investigation ayant fait l'objet de publications significatives.

Exemples de publications :

1/ FERRANDI J.-M. et Valette-Florence P., 2002, "Premiers tests et validation de la transposition d'une échelle de personnalité humaine aux marques", *Recherche et Applications en Marketing*, 17, 3, 21-40. (sélectionné dans l'International Abstracts of Research in Marketing de l'International Journal of Research in Marketing).

2/ FILSER M., PULH M. et BOURGEON-RENAULT D., 2003, "Le marketing du spectacle vivant. Du comportement du public aux options stratégiques", *Revue Française de Gestion*, 29, 142, janvier, 113-127.

Ainsi, les atouts conjugués des différents axes ont permis au LEG de dépasser les "handicaps" soulevés dans les derniers rapports d'évaluation, notamment au niveau des publications internationales. Les dispositifs de diffusion des travaux (cycle de séminaires et publication de cahiers de recherche) ont été également enrichis.

6.1. PUBLICATIONS

La majeure partie des recherches menées dans le cadre du laboratoire étant ciblée sur une thématique particulière, les publications sont surtout orientées vers des revues thématiques (Marketing ; Economie spatiale, géographique et urbaine ; Santé ; Comptabilité, contrôle de gestion, Finance et Assurance ; Epistémologie, Histoire de la pensée). Cependant, un effort en direction des publications dans des revues généralistes peut être noté (*International Economic Review, Applied Economics Letters, Economie Appliquée, Revue Economique, Economie et Prévision, Economie et Société, Recherches Economiques de Louvain, Revue Française de Gestion, Science de Gestion*).

Le bilan quantitatif des publications du laboratoire sur la période 2002-2005 est donné dans le Tableau 4 ci-après, la liste exhaustive des publications figurant dans la dernière partie du rapport.

On recense 143 publications d'articles dans des revues à comité de lecture dont 48 dans des revues internationales non francophones, pour un score total de 192 étoiles selon le classement des revues de la section 37 du CNRS. L'effort de publication est également manifeste en termes de publications ou de directions d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues (14) et de contributions dans les ouvrages collectifs (71 dont 27 en anglais). **Par rapport au précédent contrat quadriennal, et pour un effectif de chercheurs et enseignants-chercheurs en baisse de 12% (49 contre 55), on note un accroissement global du nombre de publications de 34% et, pour les seules revues internationales, une croissance de 194%** (seuls 18 articles dans des revues internationales avaient été publiés dans le précédent contrat). Cette tendance est particulièrement manifeste **sur les deux dernières années avec 31 publications internationales** dont 12 publications dans des revues classées [***]³ (*Annals of Regional Science, International Journal of Technology Assessment in Health Care, International Regional Science Review, Journal of Business, Finance and Accounting,*

³ Les revues à comité de lecture classées par la Section 37 du CNRS sont identifiées en fonction de la catégorie [*****], [****], [***], [**] ou [*] du classement (juillet 2004).

Journal of Corporate Finance, Journal of Regional Science, Papers in Regional Science, Pharmacoconomics, Recherches Economiques de Louvain, Urban Studies) et 4 dans des revues classées [****] (*History of Political Economy, International Economic Review, Journal of Urban Economics* et *Regional Science and Urban Economics*). Les membres du LEG ont également publié des articles dans d'autres revues internationales de référence (*Geographical Analysis, Safety Science, Urban Geography, Economic Systems Research...*). Le potentiel de publication pour l'année 2006 (articles acceptés en 2005) est de 25 pour les revues à comité de lecture et de 22 pour les chapitres d'ouvrage collectifs.

TABLEAU 4
Publications des chercheurs : période 2002-2005

	(1) Revues Francophones	(2) Revues Internationales	Total (1)+(2)	Ratio (1)/(2)	(3) Chapitres Ouvrages	Total (1)+(2)+(3)	Ouvrages
2002	26	12	38	0,42	21	59	3
2003	22	5	27	0,23	21	48	5
2004	20	23	43	1,15	8	51	3
2005	27	8	35	0,29	21	56	3
Total	95	48	143	0,51	71	214	14
Ratio publications/chercheur (46)			3,11		1,54	4,65	0,30
Potentiel 2006*							
	17	8	25	0,47	22	47	4
Analyse lissée							
02-03	48	17	65	0,35	42	107	8
03-04	42	28	70	0,67	29	99	8
04-05	47	31	78	0,66	29	117	6

* déjà publiés ou à paraître

Si on confronte ces chiffres aux indicateurs définis par la DS7-MSTP et la section 37-CNRS, l'unité satisfait largement les critères retenus concernant à la fois la qualité de *chercheurs publiant*⁴ (MSTP) et de *membre actif*⁵ (CNRS-S37), à savoir :

- un ratio moyen par chercheur d'articles dans des revues à comité de lecture de 3,11
- un ratio moyen par chercheur de publications (articles + ouvrages + contributions) de 4,95.

6.2. COLLOQUES - SEMINAIRES

La notoriété des recherches menées dans le laboratoire est activée par une présence régulière des membres du laboratoire dans les principales manifestations scientifiques, généralistes ou thématiques, en France et à l'étranger ; les manifestations annuelles des associations françaises ou des organisations françaises accueillant de plus en plus de scientifiques étrangers. Citons, en particulier, pour les manifestations françaises : le congrès de l'AFSE, de l'Association d'Economie Sociale, de l'Association Française de Finance, de l'Association Francophone de Comptabilité, de l'Association Française de Marketing, de l'Association de Science Régionale De Langue Française, le colloque E. Thil (marketing), le colloque du Collège des Economistes de la Santé, les journées françaises de Marketing, les journées de marketing de l'Université de Bourgogne, les journées des IAE (Gestion), le SESAME, les journées de la Proximité... Pour les manifestations scientifiques internationales citons par exemple, l'Econometric Society World Congress, le congrès de l'European Economic Association, les congrès des différentes sections américaines de la *Regional Science Association International*, le congrès de l'*European Regional Science Association*, la *Post Keynesian*

⁴ « Pour être déclaré publiant sur la durée d'un contrat quadriennal, deux à trois publications dans des revues à comité de lecture (nationales ou internationales) sont attendues, complétées par des ouvrages ou des contributions dans des ouvrages collectifs ».

⁵ « Un membre actif est supposé avoir produit quatre publications les quatre dernières années ».

conférence, l'European Conference on Health Economics, les Conférences Internationales en Management Stratégique (AIMS), la conférence annuelle de l'European Society for the History of Economic Thought, la conférence annuelle de l'International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research... La participation régulière des membres du laboratoire à ces conférences a des effets directs en termes de publication et d'invitations pour animer des séminaires à l'étranger : Kalamazoo College - University of Michigan (USA), Regional Economics Applications Laboratory et Department of Agricultural and Consumer Economics, University of Illinois at Urbana-Champaign (USA), Department of Economics and Urban Affairs Center, University of Toledo (Ohio, USA), Regional Group of the Federal Reserve Bank of Chicago, London School of Economics, INRS-UCS de l'Université de Québec à Montréal... Elle permet par ailleurs de construire et de développer des collaborations de recherche sous la forme de réseaux thématiques (*Spatial Econometrics Workshops, Journées inter-universitaires de Finance, Journées de recherche en e-marketing, en Communication-marketing...*).

Le LEG réalise chaque année les Journées de Marketing de Bourgogne, la 10^{ème} édition s'étant produite en 2005. Le nombre croissant de participants et de communications témoigne de l'attractivité nationale et internationale de cette manifestation. Les actes sont publiés chaque année dans la collection Gestion des documents de travail du LEG.

En septembre 2005, a été organisée, en partenariat avec les laboratoires ThéMa et CESAER du grand campus, la 41^{ème} édition du colloque annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française dont le thème central portait sur « Villes et territoires face aux défis de la mondialisation ». La conférence inaugurale du colloque a été faite par Saskia Sassen, spécialiste mondiale des recherches sur les villes globales.

En décembre 2005, le LEG a organisé le colloque international « La politique de la Gouvernance » en collaboration avec le *Journal of Post-keynesian Economics*.

6.3. CONTRATS DE RECHERCHE

16 contrats de recherche ont été dirigés par les membres du laboratoire au cours de la période 2002-2005, 6 sont encore en cours de réalisation et 4 ont été récemment obtenus.

2002 : les contrats achevés

Le début du contrat quadriennal 2003-2006 a vu s'achever 6 contrats de recherche qui ont été valorisés par plusieurs publications et ont été prolongés dans le contrat 2003-2006 par des approfondissements scientifiques et de nouveaux contrats de recherche.

Ainsi, pour l'équipe « Espace », l'étude de la recomposition des centralités urbaines, le rôle des services supérieurs et des échanges d'information dans la réorganisation des espaces urbains, le développement de nouvelles méthodes et techniques d'analyse des centralités grâce aux techniques de la statistique et de l'économétrie spatiales et l'étude de nouveaux territoires urbains (notamment les villes des PECO) qui constituent les grands axes de recherche du contrat 2003-2006, ont été initiés dans 3 contrats de recherche :

1/ Programme ATIP Jeune-Chercheur du CNRS (2000-2002) « *Analyse économique des nouvelles formes de suburbanisation dans les grandes villes française* » « dirigé par Catherine Baumont

2/ Contrat d'étude (Contrat de Plan Etat-Région Bourgogne) « *La recomposition urbaine dans la société de services et d'informations* » co-dirigé par Catherine Baumont et Jean-Marie Huriot (2000-2002)

3/ Contrat PUCA du Ministère de l'Équipement (2000-2002) « *Services aux entreprises et nouvelles centralités urbaines* » dirigé par Jean-Marie Huriot.

Pour l'équipe « Santé », un contrat de recherche s'achevant en 2002 a permis le développement de l'axe de recherche « Processus de décision, comportement des acteurs et des organisations du système de santé » par l'analyse théorique et empirique de l'activité des médecins libéraux. Un second contrat a par ailleurs permis à cette équipe de développer des recherches, pionnières en France, dans le domaine de l'évaluation du coût du stress professionnel.

4/ Contrat de recherche CNRS-INSERM-MIRE (Ministère de l'Emploi et de la Solidarité), Programme "Processus de décision et changements des systèmes de santé" : "*Comportements et*

coordination en médecine ambulatoire : analyse théorique et empirique" (1999-2002) dirigé par Sophie Béjean.

5/ **Contrat de recherche INRS** (Institut National de Recherche sur la Sécurité et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) : *"Evaluation du coût du stress d'origine professionnelle en France. Apports et limites du modèle de P. Levi et Lunde-Jensen"*. (2001-2002) dirigé par Sophie Béjean

Pour l'équipe FARGO, le développement des recherches en architecture organisationnelle, axée notamment sur l'étude de l'allocation des décisions, les systèmes incitatifs et de contrôle, en liaison avec la gestion des ressources humaines ont initialement fait l'objet d'un contrat de recherche achevé en 2002.

6/ **Contrat de recherche CNRS - Programme « Les enjeux économiques de l'innovation »** (2000-2002) « Les conditions sociales de l'innovation : étude de l'articulation entre les niveaux d'innovation, la compétence de configuration et la gestion des compétences » dirigé par Robert Coulon et Samuel Mercier.

2003-2005 : Les contrats réalisés ou en cours

7/ **Contrat INSERM dans le cadre de l'appel d'offre Réseau régional de recherche en santé publique**. Coordination du "Réseau de Recherche sur le rôle du médecin généraliste dans l'organisation des soins" (2002-2003), dirigé par Sophie Béjean.

8/ **Contrat de recherche DIES-Mire, Ministère du travail et des affaires sociales, Programme « L'économie sociale et solidaire en région »** : *"Economie sociale et solidaire en région Bourgogne"* (2001-2004), dirigé par Claude Schneider.

9/ **Contrat de Plan Etat-Région Bourgogne (2003-2004) « Les mutations régionales et urbaines dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, approche comparative »** co-dirigé par Cem Ertur, pour l'axe I, « Analyse spatiale des disparités économiques régionales en Europe face à l'intégration des PECO » et par J.-M. Huriot pour l'axe II, « Mutations économiques des villes dans les PECO : suburbanisation et métropolisation ».

10/ **Contrat INRA-Région Bourgogne « Pour et Sur le Développement Régional » (2002-2005)** « Le Système Eau-Ville-Territoire : un outil pour une approche intégrée de l'eau et du développement territorial », sous la responsabilité de Pierre-Marie COMBE et Janine LHERT. Ce contrat associe le GDR 2524 CNRS Eau-Ville-Territoire, Paris 3, 6 laboratoires de recherche de l'Université de Bourgogne (en droit, en géographie, en économie et en biologie), la MSH de l'Université de Bourgogne et une dizaine d'acteurs régionaux (CCI, DIREN, OREB, Syndicats mixtes dans le domaine de l'eau...).

11/ **Contrat de recherche ACI (2003-2006) « Services supérieurs et dynamiques d'intégration des PECO, vers une nouvelle spatialité européenne »**, dans le cadre de l'ACI « Espaces et Territoires » du Ministère de la Recherche, en partenariat avec le Centre de Recherches Régionales de l'Académie des Sciences Hongroise et sa directrice, Krisztina Keresztely. Programme dirigé par Jean-Marie Huriot et codirigé par Lise Bourdeau-Lepage pour la partie LEG et par K. Keresztely pour la partie hongroise.

12/ **Contrat PUCA (Plan Urbanisme, Construction, Architecture), Ministère de l'équipement** (décembre 2004-mars 2006) « *Les territoires urbains polycentriques en Europe : de l'organisation économique à la gouvernance* » dans le cadre du "Programme Exploratoire de Recherche en Prospective Européenne ». Programme dirigé par Catherine Baumont.

2005 : les nouveaux contrats

13/ **Contrat de recherche pour la Direction du Travail du Ministère du Travail** : "L'évaluation du coût économique de l'exposition au stress professionnel". 2005. L'objectif de ce contrat est de poursuivre les travaux méthodologiques nécessaires au développement du projet de recherche sur l'«évaluation du coût économique de l'exposition au stress professionnel» en vue de le présenter à des appels à projet nationaux, européens ou internationaux dans le domaine de la santé au travail. Ce contrat est dirigé par Hélène Sultan-Taieb et mobilise également Sophie Béjean.

14/ Contrat de recherche dans le cadre de l'appel à projet MiRe-DREES sur la gouvernance de la protection sociale : "La gouvernance de l'assurance maladie : l'orientation marchande et ses paradoxes", engagée sur 2006 et 2007. Cette recherche se place dans le cadre de la collaboration entretenue avec le FORUM actuellement intégré à la nouvelle UMR CNRS de l'Université de Nanterre : Economix, dirigée par Eric Brousseau. Elle associe trois équipes : le LEG -Université de Bourgogne, l'ex équipe FORUM, et l'IRERP-UMR CNRS juridique-Université de Nanterre, dans le cadre de la Fédération de Recherche CNRS "Capitalisme(s) et Démocratie(s)" dirigée par François Eymard-Duverney. Elle est dirigée par Maryse Gadreau et associe Géraldine Bloy et Stéphane Tizio du LEG.

15/ Contrat ANR Jeunes chercheurs « Dynamiques régionales, territoires urbains et mode de gouvernance au sein de l'Union Européenne Elargie » (2005-2008) dirigé par Rachel Guillain

16/ Contrat ANR du programme thématique "Santé-environnement et Santé-Travail" portant sur "L'évaluation du coût social du stress au travail : analyse méthodologique de la mesure, évolution des coûts et comparaisons internationales" (3 ans : novembre 2005-octobre 2008) dirigé par Hélène Sultan-Taïeb.

6.4. ACTIVITES DE VALORISATION ET D'ANIMATION SCIENTIFIQUES

Les membres du LEG sont fréquemment sollicités pour animer des séminaires, coordonner des numéros spéciaux de revues, proposer des sessions dans des congrès internationaux, assurer des séances inaugurales ou réaliser des missions d'expertises scientifiques.

Parmi les diverses opérations de ce type réalisées au cours du contrat quadriennal, nous listerons ici quelques activités de valorisation et d'animation scientifiques les plus marquantes.

- En matière de **coordination de numéros spéciaux de revues** : Gérard Charreaux et Philippe Desbrières pour la *Revue Française de Gestion* (2002), Louis de Mesnard pour la revue *Economic Systems Research* (2004), Claude Gnos pour le *Journal of Post-Keynesian Economics* (2004, 2005), Gérard Charreaux pour la *Revue Française de Gestion* (2005).

- En matière de **responsabilité éditoriales**, G. CHARREAUX assure la direction de 3 collections depuis plusieurs années aux éditions Management & Société (collection « *Les essentiels de la gestion* », collection « *Les grands auteurs en management* », collection « *La gestion en liberté* »). Depuis 2004, Philippe DESBRIERES assure la direction de la collection « Finance » (aux Editions Hermès-Lavoisier).

- En matières d'expertises scientifiques, on peut noter les missions suivantes.

Sophie BEJEAN a été sollicitée comme expert en 2006 par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), la Haute Autorité de Santé (HAS). Elle a assuré des expertises pour la Direction de la Recherche au Ministère de la Recherche (Action Concertée Incitative Jeunes Chercheurs), pour le Programme Sciences Bio-médicales, Santé et Société (CNRS-INSERM-MiRe Ministère de l'Emploi et de la Solidarité), pour le Comité Ecos-Sud (Ministère de l'Education Nationale et Ministère des Affaires Etrangères), pour un Programme Hospitalier de Recherche Clinique (PHRC, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité), pour la direction de la recherche de la Région Languedoc-Roussillon, elle a été expert-lecteur auprès de l'ANAES (Agence Nationale d'Accréditation et d'Evaluation en Santé), devenue HAS. Elle est membre du Conseil d'Administration du Collège des Economistes de la Santé.

Lise BOURDEAU-LEPAGE a été expert européen (de juillet 2002 à novembre 2002, dont deux mois sur place à Varsovie) dans le cadre de l'analyse ex-ante des sept programmes sectoriels (transport, environnement, agriculture, pêche, emploi, développement régional, développement économique) établis par le gouvernement polonais au cours de la procédure d'intégration de la Pologne dans l'Union Européenne. Cette analyse a été menée en relation avec le jumelage PHARE PL 01/IB/OT-4.

Pierre-Marie COMBE a exercé une activité d'expert-conseil auprès des instances du bassin Rhône-Méditerranée-Corse, dans le cadre de son mandat au conseil scientifique.

Cem ERTUR est membre du comité d'experts pour la DATAR dans le cadre de l'European Spatial Planning Observation Network (ESPON) depuis septembre 2005.

Maryse GADREAU est membre du conseil scientifique de l'Institut d'Economie Sociale, membre du conseil scientifique de l'Association d'Economie Sociale, membre du conseil scientifique du CREDES (désormais IRDES, Institut de Recherche et de Documentation en Economie de la Santé).

Claude GNOS a assuré une expertise pour le Comité Eco-Sud (Ministère des Affaires Etrangères et Ministère de l'Education Nationale), juin 2003.

Janine LHERT a fait partie du comité de pilotage pour le « défi Ouche », qui est un protocole entre le Syndicat Mixte du Dijonnais et l'Agence de l'eau RMC pour une politique d'amélioration des milieux aquatiques sous l'influence de l'agglomération dijonnaise.

Mathilde PULH est membre du groupe SIRENE sur l'attractivité culturelle de la France, Commissariat Général au Plan, depuis septembre 2003.

Pierre SALMON a participé au programme *Bijuridisme* du Ministère de la Justice du Canada, sur le thème "*Economic approaches to enforcement across legal systems*".

Hélène SULTAN-TAIEB est membre du comité scientifique du plan régional « Santé - travail ».

Enfin, en matière de **responsabilités et de distinctions** :

Gérard CHARREAUX est *Docteur Honoris Causa* de l'Université de Mons-Hainaut (15 mars 2002) et est membre élu de l'American Academy of Financial Management (AAFM) (1er avril 2003). L'ouvrage « *Images de l'investissement : au-delà de l'évaluation financière, une lecture stratégique et organisationnelle...* (Vuibert, collection Fnege, février 2001) coordonné par G. CHARREAUX a reçu le premier prix du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables (décembre 2004).

Depuis décembre 2003, Marc FILSER est Président de la Section 06 Sciences de Gestion du Conseil National des Universités. Il est également expert auprès de la Mission Scientifique, Technique et Pédagogique du Ministère de l'Education Nationale et de la recherche depuis septembre 2001.

Jacky PERREUR a présidé l'Association de Science Régionale de Langue Française de septembre 2003 à septembre 2005.

6.5. DIFFUSION

Les documents de travail du LEG permettent la diffusion des résultats d'une recherche présentée à un colloque et soumise pour publication dans des revues. Les séries de documents de travail en économie et en gestion sont accessibles en ligne, via le serveur du laboratoire ou les banques de données standard (Ideas, EconPapers). Sur la période 2002-2005, 83 documents de travail ont été publiés (40 dans la série FARGO, 7 dans la série CERMAB - ces derniers correspondent aux axes des Journées de Recherche en Marketing de Bourgogne- et 36 dans la série Economie). Des demandes de publication dans les séries Economie ou Gestion des documents de travail du LEG, de recherche effectuée par des membres extérieurs du laboratoire, sont possibles si elles portent sur un travail réalisé dans le cadre du laboratoire (séjours, séminaires, conférence).

Afin de permettre une diffusion plus efficace de l'information scientifique et dans un souci de visibilité des travaux des chercheurs, Anne Marie Piketty, documentaliste, intègre les informations (documents de travail en ligne, résumés, références bibliographiques, indexation, adresses...) concernant l'activité scientifique du LEG dans les bases de données PublicCNRS et RePEc (Research Papers in Economics)⁶. Pour améliorer la diffusion et la valorisation des publications du laboratoire, A.M. PIKETTY a ouvert depuis la fin de l'année 2005, une collection sur le serveur HAL-SHS : création d'un tampon, dépôts de notices bibliographiques dans un premier temps. Une réflexion sur l'interopérabilité entre les différentes archives ouvertes (HAL, REPEC) est engagée pour avancer dans le processus du dépôt en texte intégral. Enfin, une partie des papiers est également diffusée sur SSRN (Social Sciences Research Network).

Les membres du laboratoire publient également des documents de travail dans les laboratoires où ils ont été accueillis (*Working Papers du laboratoire REAL* - Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, Etats-Unis - *Working Papers du CORE* - Université Catholique de Louvain-la-Neuve, Belgique) ou dans des réseaux internationaux spécialisés dans leur domaine de recherche (*Global and World Cities Research Bulletin* - Loughborough University, Global and World Cities Study Group and Network).

⁶ Cette base internationale, spécialisée en économie, offre de multiples options de recherche (IDEAS, EconPapers, WoPEc).

En matière de communication, le LEG produit également une Lettre (2 numéros par an) et propose un séminaire de recherche (12 conférences par an) animé par les membres de l'Unité et par des collègues d'autres laboratoires français et étrangers invités par le laboratoire.

7 - BILAN SCIENTIFIQUE THEMATIQUE

Le bilan scientifique de chaque équipe est élaboré de la manière suivante. Un premier point sur l'activité scientifique en matière de publication permet de situer, de manière seulement informative⁷, l'équipe par rapport aux critères définis par la DS7 (MSTP) et la section 37 (CNRS). Les domaines de recherche développés par les équipes puis quelques éléments situant la visibilité des recherches dans la communauté scientifique sont ensuite successivement présentés.

7.1. L'EQUIPE FARGO

L'équipe FARGO est coordonnée par Gérard CHARREAUX. Elle compte sur la période et en moyenne une vingtaine de membres et une quinzaine de doctorants. Les membres de l'équipe sont les auteurs de 58 articles dans des revues à comité de lecture, de 8 ouvrages et de 39 contributions dans des ouvrages collectifs. Ces publications sont produites à la fois dans des revues généralistes (*History of Political Economy* ****, *Review of Political Economy* **, *Economie Appliquée* **, *Revue Economique* **,), dans des revues spécifiques aux sciences de gestion (*Journal of Business, Finance and Accounting* ***, *Journal of Corporate Finance* ***, *Finance Contrôle Stratégie* **, *Comptabilité Contrôle Audit* **, *Banques et Marchés* **, *Revue Française de Gestion* *, *Gestion 2000* *) ou en économie monétaire (*Journal of Post-Keynesian Economics* **). Le ratio de publication (pour un effectif moyen de 20) est de 2,9 pour les revues à comité de lecture. Le ratio (non pondéré selon les types de publication) passe à 5,25 si on ajoute les ouvrages et contributions dans les ouvrages. L'activité scientifique moyenne de l'équipe a par conséquent plus que satisfait, au cours du contrat qui s'achève, les critères d'identification des chercheurs et enseignants-chercheurs publiant définis par la MSTP-DS7 et ceux d'un membre actif définis par le CNRS (section 37) (note du 12 juin 2006).

a) Les axes de recherche

L'équipe Fargo regroupe les recherches en Finance, ARchitecture et Gouvernance des Organisations. Axé initialement sur la finance et la gouvernance financière, le positionnement stratégique des recherches de l'équipe autour de la gouvernance et de l'architecture organisationnelle, sous ses différentes dimensions (gestionnaires, microéconomiques et macroéconomiques), a été renforcé à travers le développement de quatre axes de recherche.

Axe 1 : L'axe original - finance et gouvernance financière des entreprises privées

Cet axe recouvre les travaux menés en finance de marché, en finance d'entreprise et en gouvernance financière, sachant que la distinction entre finance d'entreprise et gouvernance financière est parfois difficile à établir de façon nette.

- *L'axe finance de marché* s'est traduit par des recherches menées sur la notation des emprunts obligataires (H. ALEXANDRE) ou sur la performance des fonds de pension (F. HERVE). Cet axe est cependant devenu très marginal au sein des activités du FARGO. En particulier, aucune thèse n'est actuellement dirigée dans ce domaine.

- *L'axe finance d'entreprise* a conduit à poursuivre des travaux sur les LBO (Ph. DESBRIERES, A. SCHAT, thèse de M. BONNET), le capital-risque (Ph. DESBRIERES), les retraits de la cote (S. Onnée), la structure de financement (E. POINCELOT), les augmentations de capital (thèse de J.M. CHAPUIS), l'analyse financière (thèse de M. FAKHFAKH), le redressement des entreprises (thèse de M.H. GASNER). Par ailleurs, à travers les travaux en architecture organisationnelle (cf. axe 2), la politique d'investissement a fait l'objet de plusieurs recherches.

⁷ En effet, la qualité de l'activité scientifique d'une équipe ne peut se mesurer seulement en termes de publications quand d'autres critères comme l'encadrement de recherches doctorales, l'insertion dans les réseaux scientifiques, la conduite de programmes de recherches en partenariat avec les organismes de recherche... sont nécessaires pour produire et soutenir une visibilité scientifique en termes de publications.

• *L'axe gouvernance financière*, enfin, a permis de développer des travaux sur les prises de contrôle (A. SCHATT), les privatisations (H. ALEXANDRE, G. CHARREAUX, C. CHATELIN), les administrateurs et les conseils d'administration (G. CHARREAUX, L. GODARD, M. PAQUEROT, A. SCHATT thèse de K. MBAREK), le rôle des actionnaires (G. CHARREAUX, Ph. DESBRIERES) et les systèmes de rémunération (Ph. DESBRIERES, J. DUPRAT). Par ailleurs, G. CHARREAUX a poursuivi ses travaux visant à proposer de nouvelles approches de la gouvernance sur une base simultanément partenariale et cognitive. Plusieurs thèses viennent d'être entreprises portant sur le marché des dirigeants (I. ALLEMAND), la comparaison des rôles des réseaux de dirigeants et d'administrateurs en Allemagne et en France (E. PRINZ) ou le rôle de la presse dans la gouvernance (K. MORIS).

Axe 2 : Les recherches en architecture organisationnelle des entreprises privées

L'articulation de la finance et de la théorie des organisations au sein de la finance organisationnelle a conduit le FARGO à développer des recherches en architecture organisationnelle, axée notamment sur l'étude de l'allocation des décisions, les systèmes incitatifs et de contrôle, et faisant intervenir des aspects liés à la comptabilité, au contrôle de gestion et à la gestion des ressources humaines. Cet axe, très transversal par rapport au découpage traditionnel des sciences de gestion, a conduit à la production de différents travaux qui font suite à des travaux antérieurs. Ces développements ont notamment été permis par l'intégration de spécialistes de comptabilité, contrôle de gestion et de gestion des ressources humaines.

A l'intersection de la finance et du contrôle de gestion, la politique d'investissement a été revisitée à partir de la grille de l'architecture organisationnelle (C. LUANGSAY-CATELIN, G. CHARREAUX, Ph. DESBRIERES).

A l'intersection de la gestion des ressources humaines et de l'architecture organisationnelle, plusieurs recherches ont porté sur les influences des nouvelles technologies (R. COULON, S. MERCIER), la gestion des compétences et l'innovation (R. COULON, S. MERCIER), les politiques de rémunération (J. DUPRAT, Ph. DESBRIERES) et le rôle de l'éthique (S. MERCIER). Un certain nombre de travaux ont également porté sur l'intersection gouvernance et comptabilité financière (A. SCHATT).

A l'intersection du droit et de l'architecture organisationnelle, les recherches ont été développées dans le cadre de la thèse de J.B. CARTIER, soutenue en 2004, sur la SAS comme structure de filialisation.

Plusieurs thèses, portant sur l'influence de l'architecture organisationnelle sur le succès des alliances ou l'investissement en capital humain, sont par ailleurs en cours.

Sur la même base théorique, d'autres travaux ont été entrepris qui portent principalement sur des organisations autres que les entreprises privées.

Axe 3 : Gouvernance et architecture organisationnelle des organisations autres que les entreprises privées

A la suite de travaux antérieurs menés sur les formes organisationnelles dans le secteur de l'assurance ou la politique d'investissement des communes, le FARGO a continué à élargir ses recherches à la gouvernance et à l'architecture organisationnelle des organisations autres que les entreprises privées.

Ainsi, à travers les privatisations (cf. travaux précédemment cités), les entreprises publiques ont également été étudiées. Le domaine des institutions financières à travers l'assurance (F. ROTH) et les banques (plusieurs thèses sont actuellement en cours dans le secteur bancaire) a également fait l'objet d'investigations. Enfin, différents travaux ont été réalisés sur la gouvernance des universités (G. CHARREAUX) et des organisations internationales (L. DESMEDT, C. GNOS).

Axe 4 : Les dimensions nationales et internationales des systèmes de gouvernance

L'intégration de quatre chercheurs auparavant rattachés à l'économie monétaire et financière (L. DESMEDT, C. GNOS, P. PIEGAY) ou à l'économie publique (P. SALMON) à partir de l'année 2003, a permis de mettre en place un programme de recherche destiné à dégager des synergies entre les recherches sur la gouvernance des entreprises, développées depuis plusieurs années par les gestionnaires, et les travaux de ces enseignants-chercheurs spécialisés en macroéconomie monétaire ou en économie publique. L'objectif, notamment, est de mettre en commun et de confronter les connaissances et les méthodes d'analyse pour faire une étude comparative des questions de gouvernance posées au niveau de l'entreprise et à celui des institutions régionales

(Europe) et internationales, et pour dégager des propositions concrètes concernant les débats en cours à la fois dans le domaine de l'entreprise et dans celui des institutions régionales et internationales. Cette collaboration s'est traduite, en particulier, par la participation régulière des économistes et de plusieurs de leurs doctorants au séminaire de recherche du FARGO. Un nouvel axe de recherche portant sur la prise en compte des dimensions macroéconomiques ou institutionnelles de portée nationale et internationale des problèmes posés par la gouvernance (architecture financière et monétaire internationale, fédéralisme, comparaison des systèmes juridiques...) a ainsi été ouvert. Les travaux cités, rattachés à cet axe, ont été réalisés pour partie avant l'intégration de ces chercheurs au FARGO. Le colloque "L'économie politique de la gouvernance" de décembre 2005, axé sur les analyses d'économie politique sous-jacentes aux débats sur la gouvernance, permet une présentation et une discussion élargies des méthodes et des résultats développés par les économistes membres du FARGO, ainsi que leur confrontation à l'expertise de la communauté scientifique internationale.

b) Valorisation de la recherche, insertion et notoriété dans les réseaux

Au-delà des affiliations traditionnelles aux associations scientifiques disciplinaires des différents membres du FARGO et qui varient selon leur domaine de prédilection (Association Française de Finance - AFFI, Association française de comptabilité - AFC, l'Association francophone de Gestion des Ressources Humaines - AGRH, Association pour le Développement de l'Enseignement et de la Recherche sur la Responsabilité Sociale de l'Entreprise - ADERSE, Association internationale de Management Stratégique - AIMS, Institut d'Audit Social - IAS, Institut Lorrain des Sciences du Travail, de l'Emploi et de la Formation - ILSTEF, Réseau d'Echange entre Enseignants-Chercheurs en Management Public - RECEMAP, etc.), ces membres participent à différents réseaux de collaboration, formels ou informels, afin de mieux préparer les doctorants et de développer leurs propres recherches.

Ainsi, Gérard CHARREAUX et Alain SCHATT font partie de l'Alliance de Recherche portant sur le thème « Gouvernance, juricomptabilité et création de valeur » pilotée par R. Labelle d'HEC Montréal. Cette Alliance regroupe les chercheurs de plusieurs universités canadiennes, belges, écossaises, françaises et suisses sur un programme de recherche quadriennal.

Philippe DESBRIERES collabore régulièrement à des recherches portant sur le capital-risque et les LBO sur la base d'un réseau informel international comprenant S. Manigart (University of Ghent and De Vlerick School voor Management, Belgique), M. Wright, (CMBOR, University of Nottingham, Royaume-Uni), H. Sapienza (University of Minesotta, USA), H. Landström (Institute of Economic Research, Lund University, Suède), H. Bruining, (Erasmus University, Pays Bas).

Claude GNOS est membre du RME Lab (Université de Lugano et Centro di Studi Bancari, Suisse), du Network of Keynesian Inspired Economics, Roskilde University (Danemark) et du réseau « Research on Banking and National Systems or Networks » Université d'Ottawa (Canada) ainsi que des GDR « Economie monétaire et financière » et « Histoire de la pensée et méthodologie économiques ». Les économistes du FARGO, spécialistes des questions de monnaie et de finance, collaborent avec L.-P. Rochon (Université Laurentienne, Canada).

Pierre SALMON est vice-président du Villa Colombella Group on the Economics of Institutions, qui réunit notamment et de façon très régulière, depuis plusieurs années, des chercheurs allemands, canadiens, français, italiens, et au sein duquel il a coordonné de nombreux ouvrages.

Par ailleurs, un réseau informel lie de fait, au sein de projets de recherche communs, les anciens doctorants du FARGO (près de 30 depuis 1993), devenus depuis enseignants-chercheurs en universités ou dans les grandes écoles de gestion et conduit à de nombreuses recherches et publications communes dans les domaines de recherche de ce centre. Ce réseau informel comprend des membres, notamment, dans les Universités de Bretagne du Sud, de Franche-Comté, de La Rochelle, Lyon 2, Lyon 3, Orléans, Strasbourg 3 ainsi qu'à l'ESCP-EAP, l'EM Lyon, Audencia, l'ESC Grenoble et l'Université de Sfax en Tunisie.

7.2. L'ÉQUIPE CERMAB

L'équipe CERMAB est coordonnée par Marc FILSER. Elle compte en moyenne sur la période une dizaine de membres et a encadré près d'une vingtaine de doctorants. Les membres de l'équipe sont les auteurs de 29 articles dans des revues à comité de lecture, de 8 contributions dans des ouvrages collectifs et d'un ouvrage. Pour l'essentiel, les publications sont réalisées dans des revues généralistes de science de gestion (*Revue Française de Gestion* **, *Gestion 2000* *) ou spécialisées dans les recherches en marketing (*Recherches et Applications en Marketing* ***, *Décision Marketing* **, *Revue française de Marketing* *, *Advances in Consumer Research*). Le ratio de publication (pour un effectif moyen de 10) est de 2,9 pour les revues à comité de lecture. Le ratio (non pondéré selon les types de publication) passe à 3,8 si on ajoute les ouvrages et contributions dans les ouvrages. L'activité scientifique moyenne de l'équipe, au cours du contrat qui s'achève, satisfait *les critères d'identification des chercheurs et enseignants-chercheurs publiant définis par la MSTP-DS7 et ceux d'un membre actif définis par le CNRS (section 37) (note du 12 juin 2006)*.

a) Les axes de recherche

Les activités scientifiques du CERMAB sont organisées autour de trois thèmes principaux : l'analyse du comportement du consommateur, l'analyse des systèmes de distribution et le marketing des activités culturelles et de loisirs.

Axe 1. L'analyse du comportement du consommateur

La tradition de recherche en comportement du consommateur dans le cadre du CERMAB est influencée par des choix théoriques et méthodologiques précis :

- La nécessité de compléter les analyses cognitivistes de la prise de décision par la prise en compte de l'influence des états affectifs.
- La prise en compte des influences collectives sur les processus de décision individuels.
- La traduction des résultats des recherches en termes de préconisations pouvant orienter les choix stratégiques des entreprises tant en termes de stratégie que de formulation de décisions opérationnelles.

Durant la période 2002-2005, 3 thèses ont été soutenues et trois domaines d'investigations principaux ont caractérisé l'activité développée autour de ce thème. 4 thèses sont actuellement en cours dans l'un ou l'autre de ces domaines.

1/ *Le thème de la valeur de l'activité de consommation* constitue un champ de recherche important pour le CERMAB. A la suite des travaux de Holbrook (1999), la contribution potentielle de la valeur de consommation à l'explication des comportements a été abordée, à la fois dans des recherches doctorales (Mathilde Pulh, Rémi Mencarelli) et dans des travaux d'enseignants chercheurs (Laurence Graillet, Anne-Marie Lebrun, Marc Filser). La relation entre production d'expérience par le producteur et la valorisation de cette expérience par le consommateur a fait également l'objet de travaux publiés.

2/ *L'utilisation par le consommateur de l'information diffusée par les entreprises* est un autre champ d'investigation ayant fait l'objet de publications significatives. Citons notamment les travaux de Jean-Marc Ferrandi sur la personnalité perçue de la marque, les recherches doctorales de Didier Louis et de Bertrand Belvaux analysant l'utilisation de l'information diffusée par Internet, de Hadami Mizouri sur la communication provocante, ou encore la thèse soutenue par Sandra Camus en 2003, qui propose la notion d'authentification du produit par la communication du producteur ; une communication tirée de cette thèse a valu à Sandra Camus en Septembre 2004 le prix de la meilleure communication "jeune chercheur" du Colloque Etienne Thil de recherche en distribution.

3/ *Enfin l'analyse de processus à dominante cognitive* reste un champ d'investigation important avec notamment les travaux de Jean-Marc Ferrandi sur les chaînages cognitifs.

Axe 2. L'analyse des systèmes de distribution

L'analyse des systèmes de distribution (canal de distribution, reliant le producteur à l'acheteur final à travers les intermédiaires et les détaillants, et gestion du commerce de détail) est l'un des principaux thèmes de recherche du CERMAB, qui est reconnu à ce titre comme l'un des principaux centres de recherche académiques français dans ce domaine. 3 thèses ont été soutenues sur la période considérée et 7 thèses sont actuellement en cours.

Les principaux programmes de recherche en cours portent sur les thèmes suivants :

1/ L'analyse de la relation du chaland avec la surface de vente, et notamment l'influence de la manipulation de l'atmosphère du point de vente par le détaillant (thèses en cours de Assan El Aouni et Antoine Vibert).

2/ L'analyse de l'organisation verticale du canal, et plus spécialement des conséquences de la généralisation de la distribution multi canal à travers le commerce électronique (thèses de Jean-François Notebaert, et travaux doctoraux en cours de Thierry Gherbi et Jérôme Bèche).

3/ L'évaluation de l'efficacité des actions de fidélisation de la clientèle par les enseignes (thèse de Salima Jazi, co-financée par le groupe Carrefour et la Région Bourgogne).

Dans cet axe de recherche, les travaux de recherche développés au CERMAB font l'objet d'une coopération importante avec plusieurs centres de recherche :

- Le CERIDICE, centre de recherche en distribution de l'ESCP-EAP, notamment à travers le lancement d'un projet international de recherche sur le réenchâtement de la distribution, impliquant une équipe de l'Université Bocconi de Milan.

- Le laboratoire In Situ de l'Ecole Supérieure de Commerce de Nantes (Audencia) : le partenariat de ce laboratoire avec le groupe de distribution Système U a notamment permis la réalisation du terrain expérimental mis en œuvre pour la thèse de Sandra Camus, ainsi que les expérimentations combinant internet et le comportement en magasin laboratoire réalisées par Bertrand Belvaux pour sa thèse soutenue en 2004.

Axe 3. Le marketing des activités culturelles et de loisirs

Depuis la soutenance de la thèse de Dominique Bougeon-Renault en décembre 1994, considérée comme l'une des toutes premières recherches doctorales françaises en marketing des activités culturelles, le CERMAB a renforcé son statut d'équipe pionnière dans le domaine de l'analyse du marketing des activités culturelles et de loisirs.

La soutenance de la thèse de Mathilde Pulh (décembre 2002) sur le comportement du public des festivals a apporté de nouveaux éléments d'enrichissement des connaissances théoriques et méthodologiques dans ce domaine. Un article de synthèse sur le marketing du spectacle vivant a également été publié en janvier 2003 dans la Revue Française de Gestion. Avec 4 recherches doctorales en cours, et deux thèses soutenues en 2005, cet axe de recherche fait preuve d'une activité soutenue, organisée à la fois en termes méthodologiques et en termes sectoriels.

- Au plan méthodologique, les recherches en cours combinent à la fois des investigations par enquête sur les lieux culturels et la mise en œuvre de processus de panélisation devant rendre compte de la dynamique des comportements à moyen terme (travaux doctoraux de Rémi Mencarelli sur les salles de concert rock, et notamment le Zénith de Paris, et de Séverine Marteaux sur les multiplexes cinématographiques).
- Au plan sectoriel, l'exploration des différentes sphères des activités culturelles se poursuit. Après le théâtre, la musique classique et les festivals, ce sont ainsi les secteurs de la librairie et du spectacle vivant (thèse d'Isabelle Assassi), de la peinture (thèse de Joëlle Lagier), de la musique rock (thèse de Rémi Mencarelli) et du cinéma (thèse de Séverine Marteaux) qui sont abordés.

Un partenariat avec le centre de recherche de l'Ecole Supérieure de Commerce de Toulouse, très actif dans le domaine du marketing des arts est en cours d'élaboration.

b) Valorisation de la recherche et insertion dans les réseaux

Participations à des réseaux de recherche

Dans le domaine du comportement du consommateur, le CERMAB réalise des travaux en collaboration avec le Laboratoire d'Analyse du Comportement du Consommateur (LABACC), Facultés Universitaires Catholiques de Mons (Belgique), Prof. Christian Derbaix.

Dans le domaine de la distribution, les chercheurs du CERMAB collaborent à un réseau international animé par le CERIDICE (ESCP-EAP), dirigé par Marc Dupuis, et associant l'Université d'Ottawa (Centre de recherche sur le e-commerce - Prof. Christian Navarre).

Enfin dans le domaine du marketing des activités culturelles et du tourisme, une collaboration est née grâce aux Journées de Recherche en Marketing de Bourgogne avec l'Ecole des Hautes Etudes en Gestion de l'Université de Neuchâtel (Suisse), en liaison avec l'équipe du Professeur François Courvoisier.

La présentation des activités scientifiques du CERMAB ne peut ignorer les **Journées de recherche en marketing de Bourgogne (JRMB)**, organisées pour la 10^{ème} fois en novembre 2005, qui constituent l'une des activités majeures du groupe. Organisées pour la première fois en novembre 1997, ces journées se veulent un lieu de rencontre et d'échange scientifique autour des thèmes qui structurent les activités de recherche du CERMAB : distribution, achat, consommation, tant dans le champ des produits et services que dans celui des activités culturelles et de loisirs. Les travaux font l'objet d'une double diffusion sous la forme d'un volume d'actes et d'une mise en ligne des communications sur le site internet du LEG. Grâce à leur référencement par la base de données REPEC, ces publications bénéficient d'une large diffusion internationale.

La dynamique des recherches en Marketing est soutenue par un vivier important de doctorants (une vingtaine de thèses est en cours au CERMAB) et par l'insertion des jeunes docteurs dans les milieux académiques ; à titre d'exemple et sur la période 2002-2004 :

- Olivier SEGARD, "L'influence du gouvernement sur la performance dans les canaux de distribution", janvier 2002, est Assistant à l'INT d'Evry.
- Mathilde PULH, "La valorisation de la consommation des activités culturelles. Le cas des festivals d'art de la rue", décembre 2002, est MCF à l'Université de Bourgogne.
- Sandra CAMUS, "L'authenticité marchande perçue et la persuasion de la communication par l'authentification : une application au domaine alimentaire", novembre 2003 est MCF à l'IAE de Rouen (Université de Rouen).
- Didier LOUIS « Le parrainage traditionnel sur Internet : mode de fonctionnement et influence de la similarité perçue entre l'entité parrainée et le parrain », novembre 2004, est professeur à l'ESC Rouen depuis 2004.
- Bertrand BELVAUX « Recherche d'information et achat dans un environnement multi-canal : le cas du « Click and Mortar », décembre 2004, est MCF à l'Université de Paris 2 depuis septembre 2005.

La reconnaissance scientifique des travaux du CERMAB s'illustre sur la période par trois actions importantes :

Marc Filser a présidé, en septembre 2002 à l'Université de La Rochelle, *l'Université Européenne d'été* consacrée à la recherche en distribution. Il a animé trois journées d'échanges entre des chercheurs européens éminents (Elizabeth Howard d'Oxford, Steve Burt de l'Université de Stirling (Ecosse), Joachim Zehntes de l'Université de Saarbrücken et Gérard Cliquet de l'Université de Rennes) et une vingtaine de doctorants de plusieurs pays européens.

Marc Filser a présidé avec Steve Burt (Université de Stirling, Ecosse), en juillet 2003 à l'ESCP-EAP, le premier séminaire doctoral de *l'European Association for Education and Research in Commercial Distribution (EAERCD)*, au cours duquel trente doctorants de différents pays de l'Union Européenne ont présenté et discuté leur travail de recherche doctoral.

Le CERMAB a été sollicité au printemps 2004 par l'agence de communication Kourosivo-Grands Boulevards pour créer *"l'Observatoire du Shopping"*, structure destinée à faciliter la diffusion des résultats des recherches académiques auprès des entreprises de distribution, et à faire émerger, à partir des interrogations de ces entreprises, des thèmes de recherche pouvant être traités par des doctorants et chercheurs confirmés.

7.3. L'EQUIPE ESPACE

L'équipe ESPACE est coordonnée depuis avril 2005 par Cem ERTUR qui a remplacé Jean-Marie HURIOT. Elle compte en moyenne sur la période 9 membres permanents et une douzaine de doctorants, dont la moitié réalisent une thèse en co-encadrement avec les enseignants-chercheurs de l'Institut Français du Pétrole dans le cadre du partenariat qui unit depuis plus d'une vingtaine d'années l'Université de Bourgogne et l'IFP, notamment par la co-habilitation de l'ex-DEA Economie de l'énergie, devenu dans le cadre de la réforme LMD une spécialité « Economie et Gestion de l'Energie » du master Economie-Gestion de l'Université de Bourgogne. Les membres du groupe ont publié 34 articles dans des revues à comité de lecture (dont les 2/3 dans des revues internationales) et 10 contributions dans des ouvrages collectifs + une direction d'ouvrage. Les publications concernent à la fois des revues généralistes (*International Economic Review*****, *Recherches Economiques de Louvain****, *Annales d'Economie et Statistiques****, *Revue Economique***, *Applied*

Economics^{**}, *Economie et Prévision*^{**}, *Revue Française d'Économie* ^{*}, *Applied Economics Letters*), des revues en économie régionale et urbaine (*Journal of Urban Economics*^{****}, *Regional Science and Urban Economics*^{****}, *International Regional Science Review*^{***}, *Papers in Regional Science*^{**}, *Annals in Regional Science*^{**}, *Journal of Regional Science*^{***}, *Urban Studies*^{***}, *Geographical Analysis*, *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*^{*}, *Région en Développement*^{*}, *Urban Geography*), mais aussi, compte tenu des recherches réalisées en mathématiques et en économétrie appliquée dans des revues de références dans ces domaines (*Annals of Operations Research*^{****}, *Economic Systems Research*, *European Financial Management*^{**}). Le ratio de publication (pour un effectif moyen de 9) est de 3,77 pour les revues à comité de lecture. Le ratio (non pondéré selon les types de publication) passe à 5 si on ajoute les ouvrages et contributions dans les ouvrages. L'activité scientifique moyenne de l'équipe a par conséquent largement satisfait, au cours du contrat qui s'achève, les critères d'identification des chercheurs et enseignants-chercheurs publiant définis par la MSTP-DS7 et ceux d'un membre actif définis par le CNRS (section 37) (note du 12 juin 2006).

a) Les axes de recherche

Les recherches développées dans le thème sont principalement orientées vers l'économie régionale et urbaine, théorique et appliquée, mais aussi vers l'économie des ressources naturelles. Ces travaux poursuivent et renouvellent une tradition de recherche engagée à Dijon depuis plusieurs décennies et se sont particulièrement développées au cours du contrat 2003-2006 sur l'étude des mutations régionales et urbaines contemporaines, c'est-à-dire sur les formes actuelles de la croissance urbaine et sur les modalités et l'évolution des disparités régionales. Les recherches du groupe se réfèrent aux principes de la théorie économique de l'agglomération telle qu'elle résulte aujourd'hui de la convergence entre d'une part l'économie géographique, initiée par les travaux de Krugman de 1991, et sa double dimension internationale et interrégionale, et d'autre part la microéconomie urbaine issue des premiers travaux de Fujita dans les années 1980 [on rappelle à ce propos l'ouvrage *Economics of Cities*, édité par J.-M. HURIOT et J.-F. Thisse en 2000 à Cambridge University Press, ainsi que l'ouvrage *Economie géographique : les théories à l'épreuve des faits*, édité par C. BAUMONT et al. chez Economica, également en 2000]. Les concepts et principes explicatifs de cette théorie fournissent le cadre analytique dans lequel sont posées les questions, bâtis les modèles théoriques ou économétriques, et interprétés les résultats empiriques.

Tout en restant dans cette ligne générale, l'équipe s'attache à faire évoluer les axes de recherche suivant l'actualité des questions urbaines (métropolisation des économies, gouvernance urbaine) et régionales (élargissement de l'Union Européenne), mais également en s'ouvrant à de nouvelles méthodes (statistique et économétrie spatiales) ou à de nouveaux champs d'analyse (théorie de la croissance, théorie du commerce international, systèmes de gouvernance territoriale).

Plus précisément, les travaux réalisés au cours de la période 2002-2005 ont porté sur la modélisation de l'interaction commerce-agglomération (travaux de K. BEHRENS), sur la modélisation des interactions spatiales et la prise en compte des effets de débordement géographiques dans les études empiriques et enfin, sur l'analyse des mutations régionales et urbaines en liaison avec le rôle des services supérieurs, le phénomène de métropolisation et dans le cadre particulier de l'Union Européenne et des PECO. Le croisement de ces recherches peut se décliner selon trois axes principaux de recherche dans le groupe. Un 4^{ème} axe « Système Eau-Ville-Territoire » a été réalisé au cours du contrat qui s'achève. Enfin les travaux en mathématiques appliquées développés dans le groupe donne lieu à un ensemble de recherches théoriques et empiriques à fort potentiel de publications internationales et qui sont présentées dans l'axe 6.

Axe 1. Convergence régionale en Europe et effets de débordement

Les théories de la croissance néo-classique et le concept de convergence stipulent que les économies pauvres tendront à rattraper les économies riches et ceci d'autant plus que les économies sont structurellement similaires et que les obstacles à la réalisation des échanges sont faibles. Dans ce contexte, les politiques d'intégration régionale en Europe ne pouvaient que favoriser la convergence des régions européennes entre elles. Or, le constat d'une polarisation Nord-Sud persistante va à l'encontre de ces prédictions théoriques et plusieurs études empiriques montrent que le processus de convergence au sein des régions européennes est faible et conditionnel aux différentes caractéristiques des régions. Le constat d'une concentration géographique des régions riches et des régions pauvres au sein des régions européennes conduit par

ailleurs à s'interroger sur la manière de conditionner le processus de convergence à partir des interdépendances spatiales entre les régions européennes.

Cette question a été soulignée au LEG dans une série de publications de niveau international (*International Regional Science Review, Papers in Regional Science, Annals of Regional Science*). Elle a fait l'objet d'une part, d'études liées à la caractérisation des schémas d'interdépendance spatiale sous la forme jointe d'hétérogénéité et d'autocorrélation spatiales. Elle a été intégrée, d'autre part, de manière systématique dans les études économétriques par l'utilisation et l'estimation de spécifications économétriques spatiales.

Les principaux résultats des travaux de Catherine BAUMONT, Cem ERTUR, et Julie Le Gallo sont les suivants :

1/ Les effets d'autocorrélation et d'hétérogénéité spatiales sont détectés dans la série des Produits Intérieurs Bruts par tête régionaux. L'analyse exploratoire des données géo-référencées permet d'étudier la dynamique spatio-temporelle de la répartition des richesses dans l'Union Européenne et met en évidence un schéma de polarisation Nord-Sud significatif.

2/ L'estimation d'un modèle en termes de clubs de convergence, à deux régimes spatiaux, Nord et Sud, établit que les régions du Sud convergent entre elles à un rythme plus rapide que celui observé dans l'échantillon global, alors que les régions du Nord ne convergent pas entre elles.

3/ L'effet de débordement géographique sur les taux de croissance est mis en évidence.

4/ La modélisation des externalités spatiales et la propriété de diffusion spatiale est illustrée dans le cadre de l'impact des fonds structurels européens.

Pour tenir compte de l'hétérogénéité, Cem ERTUR, en collaboration avec Julie Le Gallo (Université de Bordeaux IV) et James LeSage (Université de Toledo, Etats-Unis), développe un modèle autorégressif spatial localement linéaire permettant d'estimer pour chaque région un paramètre de convergence spécifique. De plus, la méthode d'estimation Bayésienne utilisée permet de produire des estimations robustes par rapport aux points extrêmes.

L'étude de ces phénomènes au sein de l'Union Européenne élargie montre que le schéma de polarisation Nord-Sud cède le pas à un schéma de polarisation Est-Ouest et renvoie directement au paradoxe de l'hétérogénéité croissante des régions européennes face aux objectifs de cohésion des autorités européennes (travaux de Cem ERTUR et Wilfried KOCH). Ces développements font l'objet d'un contrat en cours (Contrat de plan Etat-Région Bourgogne) et seront approfondis dans le prochain contrat quadriennal en prenant en compte le rôle des institutions régionales et de leurs modes de coordination (analyse des formes de gouvernance territoriale) sur la croissance des régions (contrat ANR obtenu fin 2005).

Axe 2. Nouvelles formes de croissance urbaine et multipolarisation

Les travaux sur cette question se sont, au départ, développés à partir des réflexions méthodologiques et empiriques sur les nouvelles formes de centralités urbaines (travaux de Catherine BAUMONT, Céline BOITEUX-ORAIN et Julie Le Gallo). Ils ont été enrichis par la prise en compte de facteurs contemporains de recomposition des espaces urbains que sont d'une part les échanges d'information (travaux de Rachel GUILLAIN) et d'autre part les services supérieurs (thèse de Céline BOITEUX-ORAIN). Ils ont été développés dans le cadre de trois contrats de recherche : l'un avec le CNRS dans le cadre d'une APN Jeune Chercheur, l'autre avec le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) et le troisième avec la Région Bourgogne. Les trois ont été rendus au printemps 2003. L'objectif de cet ensemble de travaux est double.

Tout d'abord, ces recherches contribuent fortement aux réflexions et aux débats sur l'universalité du développement urbain multipolaire, par l'étude sur un nombre varié d'espaces urbains, de l'organisation spatiale des emplois, de l'appréciation des phénomènes de suburbanisation et de l'analyse du rôle des services supérieurs dans ces phénomènes. L'accent mis sur les services supérieurs est important compte tenu de leur implication dans les activités de conception, de décision et de contrôle, qui leur confèrent ainsi un rôle stratégique dans l'économie et un rôle structurant dans l'espace économique des villes. Les espaces urbains étudiés sont la région urbaine de Paris, saisie par la région Ile-de-France, deux villes canadiennes (Toronto et Montréal), la Communauté de l'Agglomération Dijonnaise (COMADI) et la ville de Varsovie. Ce choix est justifié par la variété des tailles urbaines de l'échantillon et la variété des situations géographiques et économiques. Les résultats majeurs sont les suivants :

1/ La tendance à la multipolarisation urbaine se confirme partout, quelles que soient la taille et la situation de la ville.

2/ Les mutations urbaines dans les villes européennes étudiées sont différentes de celles qui sont souvent observées en Amérique du Nord. Les agglomérations étudiées conservent un caractère plus nettement monocentrique. Le modèle nord-américain des *edges cities* ne s'applique pas vraiment.

3/ Concernant les logiques de localisation des activités économiques, les travaux réalisés montrent que les pôles urbains multiples sont nettement différenciés en termes d'activités économiques : le centre de la ville reste la localisation privilégiée des services de très haut niveau et des activités stratégiques de type décisionnel ou managérial. Leur déconcentration, lorsqu'elle se manifeste, est plutôt un desserrement dû à la saturation du centre, comme autour de Paris. Les pôles périphériques accueillent le plus souvent des activités spécifiques de type industriel ou en liaison avec les activités industrielles comme certains services aux producteurs. La tertiarisation des pôles périphériques reste encore fortement confinée aux activités tertiaires standard de services aux consommateurs.

4/ Au-delà de ces constantes, les évolutions urbaines restent spécifiques et dépendent de la taille de la ville, de son histoire et de l'impact des politiques urbaines. Le cas de Varsovie est significatif à cet égard. A partir de l'examen d'un grand nombre d'études réalisées sur les grandes aires urbaines françaises et plus particulièrement sur la région parisienne, Lyon, Bordeaux et Dijon, on peut également montrer que les villes françaises obéissent à un schéma à la fois multipolaire et monocentrique, parce que les pôles d'emploi sont différenciés et que les fonctions les plus stratégiques se trouvent en grande majorité dans le pôle le plus central. L'impact des biens et services culturels, étudié dans le cas de l'Île-de-France, renforce à cet égard le rôle dominant exercé par la ville centre.

L'autre objectif est de développer des outils rigoureux d'étude des phénomènes de polarisation. En fonction de l'espace étudié (taille, caractéristiques), des données spatiales disponibles (caractéristiques et forme du découpage spatial) et des données économiques utilisées, les membres de l'équipe appliquent les méthodologies empiriques appropriées tant pour l'identification des centralités, l'évaluation des phénomènes de suburbanisation ou l'analyse du rôle des pôles d'emplois sur l'organisation spatiale urbaine (à travers notamment l'estimation des gradients de densité résidentielle et des gradients de valeurs immobilières). Un ensemble de travaux, en particulier, a étendu, du champ régional au champ urbain, les apports des techniques de la statistique et de l'économétrie spatiale pour l'étude des inégalités spatiales. La méthode d'identification des centres de Giuliano et Small, largement utilisée dans la littérature, a notamment été enrichie par l'utilisation d'indicateurs locaux d'association spatiale (LISA) qui permettent d'apprécier la significativité statistique des polarités détectées (travaux réalisés sur l'Île-de-France, sur la COMADI et sur la région métropolitaine de Sao Paulo). Le travail réalisé sur l'Île-de-France par R. GUILLAIN, J. LE GALLO et C. BOITEUX-ORAIN a reçu le *Second prix "jeunes chercheurs" décerné par l'European Regional Science Association* (août 2004). L'estimation des gradients de densité résidentielles et de valeurs immobilières a été réalisée, sur la COMADI, avec les techniques de l'économétrie spatiale afin de contrôler l'interdépendance spatiale. Le rôle des centres secondaires sur l'organisation résidentielle "intra-muros" n'y apparaît pas significatif, rejoignant en cela différents travaux réalisés sur les villes américaines. Les effets de la politique des *"grands ensembles"* des années 60 et 70 sur la dévalorisation des propriétés immobilières des quartiers concernés et des quartiers limitrophes est aussi mis en évidence et interroge donc les politiques actuelles de renouvellement urbain dans les quartiers de la politique de la ville.

Axe 3. Les mutations spatiales dans les PECO : régions, villes et métropolisation

Ces recherches sont menées actuellement dans le cadre de deux contrats de recherche en cours : l'un dans le cadre d'un programme ACI et l'autre dans une partie d'un contrat de plan Etat-Région Bourgogne. Elles sont nées du croisement entre deux séries de constats et d'hypothèses de travail. C'est d'abord le constat que, depuis l'ouverture au marché, les disparités régionales polonaises se sont accentuées (thèse de L. BOURDEAU-LEPAGE). La recomposition régionale du pays est reliée à la capacité d'adaptation des régions et à l'état du marché du travail. Les régions abritant les grandes villes, notamment Varsovie, s'adaptent mieux que les autres. C'est ensuite l'hypothèse que les services supérieurs, par leurs fonctions de décision et de contrôle, plus généralement de *coordination* de l'économie, jouent un rôle clé non seulement dans la structure interne des villes, mais plus généralement dans l'adaptation des villes et de leurs régions à la nouvelle donne économique issue de la transition et de la mondialisation. Sur ces bases se développent deux séries de travaux liés, les uns sur les régions, les autres sur les capitales des PECO.

Les régions européennes ne se différencient pas seulement par leurs résultats en termes de PIB par tête. Dans les PECO, leurs structures de production diffèrent très sensiblement et les écarts entre ces structures, notamment en termes de services supérieurs, peuvent influencer leurs capacités d'intégration effective dans l'économie européenne. L'analyse de la structure d'emploi de 49 régions des PECO montre à la fois un rapprochement avec les structures de l'Europe occidentale et une grande différenciation, liée à un effet historique, un effet de localisation (distance à l'Europe occidentale) et un effet urbanisation.

Cet effet urbanisation incite à se pencher sur le rôle des grandes villes dans l'intégration économique. L'hypothèse est que la métropolisation, définie *comme l'acquisition par une ville de fonctions de coordination à une échelle internationale, voire globale*, signifie l'entrée dans le réseau des villes globales et constitue à la fois un facteur et un signe d'intégration. L'attention s'est d'abord portée sur Varsovie, montrant que la ville acquiert les principales caractéristiques d'une ville globale, notamment par la montée d'un centre des affaires et une ébauche de multipolarisation de l'emploi, mais reste en retard au niveau de son rayonnement. Dans un second temps, l'attention s'est étendue à cinq capitales des PECO : Bucarest, Budapest, Prague, Sofia et Varsovie, identifiant clairement deux groupes : Budapest, Prague et Varsovie clairement en voie de métropolisation, et Bucarest et Sofia, beaucoup plus défavorisées. La réalisation de ces travaux a nécessité la constitution d'une base de données détaillée sur les structures d'emplois des villes et régions des PECO et fait du LEG un des laboratoires en économie les plus avancés dans l'étude des mutations urbaines et régionales sur ces pays. Cette reconnaissance est attestée au niveau international par l'insertion des travaux de recherche dans le réseau *Global and World Cities Study Group and Network*.

Cette série d'études empiriques a par ailleurs suscité une réflexion théorique et historique sur les concepts de métropolisation et de ville globale, dans le double objectif de proposer une définition claire et opératoire de la ville globale (concentration de fonctions de coordination opérant à une échelle globale) et de montrer que les villes globales ont existé depuis des siècles sous des habillages changeants et avec des fonctions variables (travaux publiés dans les Recherches Economiques de Louvain).

Axe 4. Le Système Eau-Ville-Territoire : l'eau et le développement territorial

Cette recherche a été réalisée dans le cadre du programme transversal de l'INRA « Pour et Sur le Développement Régional » et de la Région Bourgogne. Elle associe l'INRA, le THEMA (Université de Bourgogne et Université de Franche-Comté) et une série d'acteurs régionaux. P.-M. COMBE et J. LHERT en sont les initiateurs.

Les travaux de recherche consistent à mettre en évidence et à analyser les interactions entre le domaine de l'eau et celui du développement territorial, et à définir des outils qui vont permettre d'effectuer, à terme, des prospectives intégrées « eau et développement ». Sa zone d'étude couvre à peu près le tiers de la Côte d'Or et correspond à la réunion de territoires « hydrauliques » et de territoires « économiques ». Elle répond à une demande institutionnelle face à la question de la durabilité des hydro-systèmes. Elle est pluridisciplinaire et multi-partenariale et a pour objectif de répondre à une demande sociale tout en se basant sur une analyse rigoureuse et modélisée.

Les recherches développées dans le cadre de ce contrat ont produit un ensemble de travaux originaux dans les domaines suivants : élaboration d'un système d'information géographique qui repose sur un modèle de prospective couplant un modèle input-output élargi au domaine de l'eau et un modèle d'écoulement des eaux ; étude des phénomènes de diffusion des pollutions dans les milieux aquatiques par une approche structurale ; l'évolution du système productif de l'agglomération dijonnaise et ses impacts à la fois sur le développement urbain et péri-urbain et sur les milieux aquatiques correspondants ; prospectives sur la demande en eau dans l'agglomération dijonnaise...

La poursuite de ce projet de prospectives intégrées « eau et développement des territoires » sera envisagée dans le cadre des activités du Pôle de Recherche en Environnement de l'Université de Bourgogne (dont le LEG est un des membres fondateurs) sur les mêmes bases que celles qui ont prévalu à l'origine : une approche multi disciplinaire et multi partenariale. Ceci est liée à la nature même des recherches qui y sont développées et est aussi la conséquence directe du départ à la retraite des deux responsables du projet : Pierre-Marie COMBE (juin 2004) et Janine LHERT (fin 2005). Les autres chercheurs du LEG, notamment ceux de l'équipe "Economie urbaine, régionale et des ressources naturelles" déjà impliqués à temps plein dans d'autres projets de recherche, pourront être associés de manière ponctuelle à ce nouveau projet.

Axe 5. Méthodes quantitatives et économie régionale

Les travaux effectués dans cet axe ont trait principalement aux mathématiques des méthodes biproportionnelles et à la modélisation input-output avancée (travaux de Louis de Mesnard). Les méthodes biproportionnelles constituent une catégorie particulière de méthodes d'ajustement matriciel très utilisées en comptabilité nationale (méthode RAS). Elles sont utiles pour l'estimation (non stochastique) ou l'ajustement des tableaux input-output nationaux mais aussi interrégionaux ou internationaux, très utilisés dans les études d'économie spatiale. Les travaux poursuivis dans cet axe de recherche s'inscrivent dans la veine des travaux de l'école française d'analyse structurale (C. Ponsard, R. Lantner, M. Balinski, G. Demange... et beaucoup de chercheurs de l'INSEE). Dans ce contexte, deux objectifs principaux ont été atteints :

1/ Montrer que la projection biproportionnelle a de meilleures propriétés asymptotiques que la minimisation d'une distance et constitue ainsi une meilleure méthode d'ajustement.

2/ Montrer que l'avantage des méthodes biproportionnelles d'analyse du changement structurel est qu'elles sont invariantes aux changements du prix des biens alors que les résultats des méthodes proportionnelles sont sensibles aux variations de prix.

Les modèles input-output, que ce soit celui de Leontief ou celui plus sophistiqué de Stone sont très utilisés en comptabilité nationale mais aussi en économie spatiale (modèles interrégionaux ou encore internationaux à taux de change fixe) et dans les travaux appliqués. L'objectif est de montrer que sous un modèle linéaire à priori simple peuvent se cacher de réelles difficultés théoriques, ce qui peut éclairer sur la validité des modèles plus sophistiqués. Deux points sont principalement analysés :

1/ *La Consistance du System of National Accounts*. Le modèle de Stone, qui est internationalement adopté comme base aux comptabilités nationales dans le System of National Accounts (mais sert aussi en analyse interrégionale), peut suivre deux hypothèses alternatives : celle de la technologie basée sur les industries (l'output total d'un bien est fourni par les industries en proportions fixes) et celle de la technologie basée sur les biens (l'output total de chaque industrie est composé de biens en proportions fixes). Ces deux hypothèses doivent normalement satisfaire quatre axiomes : équilibre matériel, équilibre financier, invariance en prix, invariance d'échelle. La technologie basée sur les biens les satisfait, celle basée sur les industries viole les trois derniers, raison évidente, selon ten Raa, pour la rejeter. Il a été démontré par L. de Mesnard que l'hypothèse de technologie basée sur les biens est inconsistante, ne fonctionne que s'il y a autant de biens que de produits, conduit à des termes négatifs dénués de sens économique et surtout ne peut être interprétée en termes de circuit économique. Parmi les projets figure la recherche d'un modèle alternatif qui respecte les quatre axiomes de ten Raa et ne soit pas affecté par les défauts cités ci-dessus. L'idée de R. Miller d'utiliser les pseudo-inverses pour reconstruire le modèle en éliminant ses défauts sera explorée.

2/ *Modèles à demande dominante versus modèles à offre dominante : une approche théorique*. Deux grands modèles concurrents existent en analyse input-output, le modèle de Leontief (piloté par la demande) et le modèle de Ghosh (piloté par l'offre). On s'attache à montrer que seul le modèle piloté par la demande peut fournir des quantités quand on le résout dans le primal et des prix quand on le résout dans le dual, alors que le modèle d'offre ne fournit que des valeurs (prix par quantités) ou oblige à recourir à un concept de prix étrange, les prix d'inputs, pour lesquels aucune interprétation économique valide n'est possible.

b) Valorisation de la recherche et insertion dans les réseaux

L'activité de recherche recensée sur la période 2002-2005 du présent rapport a donné lieu à un fort développement des collaborations internationales dans les domaines de l'économétrie spatiale, de l'analyse des mutations régionales et urbaines dans les PECO, et de la modélisation spatiale.

• *En économétrie spatiale*, les collaborations internationales les plus marquantes se sont développées avec les laboratoires suivants.

- Le Department of Land Economy de l'Université de Cambridge (GB) : le professeur Bernard Fingleton a été membre des jurys de thèse de Julie LE GALLO (mai 2002) et d'HDR de Cem ERTUR (mai 2002) et il a effectué un séjour d'un mois au LEG en tant que professeur invité en mars 2003. C. BAUMONT, C. ERTUR et J. Le GALLO ont publié trois articles dans l'ouvrage édité par B. Fingleton.

- Le Department of Economics de l'Université de Toledo (USA) : le professeur James LeSage a effectué plusieurs séjours au LEG en 2002 et en 2003, C. BAUMONT et C. ERTUR ont effectué un séjour d'une semaine à Toledo en novembre 2002 au cours duquel ils ont présenté deux séminaires. Un séjour plus conséquent de C. ERTUR à Toledo du 6 juillet au 16 août 2003 a débouché sur 3 recherches en économétrie spatiale bayésienne, recherches actuellement soumises pour publications dans différentes revues internationales.
- Le Regional Economics Applications Laboratory (REAL) de l'Université d'Illinois à Urbana-Champaign (USA) : les travaux de C. BAUMONT, C. ERTUR et J. LE GALLO ont fait l'objet de 3 séminaires au REAL et J. Le GALLO a effectué un séjour post-doctoral d'une année (sept 2002 à août 2003) au REAL, sous la direction du Professeur Luc Anselin. Celui-ci a également fait partie du jury d'HDR de C. ERTUR.
 - *Les recherches portant sur l'analyse des mutations régionales et urbaines dans les PECO* constituent un terrain très important des relations internationales nouvellement développées au LEG sur la période récente. Ces collaborations internationales, à l'initiative de L. BOURDEAU-LEPAGE, concernent différents laboratoires de recherche dans 3 pays.
- En Hongrie, J.-M. HURIOT et L. BOURDEAU-LEPAGE travaillent en collaboration avec le Centre de Recherches Régionales (dirigé par Krisztina Keresztely) de l'Académie des Sciences Hongroise à Budapest sur le programme de recherche « Services supérieurs et dynamiques d'intégration des PECO, vers une nouvelle spatialité européenne » qu'ils ont obtenu en 2003 dans le cadre de l'ACI « Espaces et Territoires » du Ministère de la Recherche.
- En Roumanie, J.-M. HURIOT et L. BOURDEAU-LEPAGE entretiennent des collaborations scientifiques régulières, qu'ils ont concrétisées sous la forme de conventions de coopération scientifique entre l'Université de Bourgogne et les institutions roumaines concernées, avec l'Institut de Prévision Economique de Bucarest (dirigé par Mioara Iordan) de l'Académie Roumaine et l'Académie des Sciences Economiques de Bucarest.
- En Pologne, les collaborations internationales se sont concrétisées par plusieurs séjours de L. BOURDEAU-LEPAGE à l'Académie des Sciences, au SGH (HEC) et à l'Université de Varsovie (présentation de séminaires et collecte de données urbaines) et par la signature en 2004 d'une convention de coopération scientifique avec l'Académie Economique de Poznan qui a permis de redynamiser les collaborations scientifiques entre les enseignants-chercheurs de l'UFR de Dijon et ceux de Poznan. Dans ce cadre, un séminaire portant sur « Elargissement et mutations urbaines dans les PECO » a été organisé à Dijon en février 2004 avec la participation 6 enseignants-chercheurs polonais.
 - *Les collaborations internationales développées récemment dans le domaine de la modélisation spatiale* concernent plus particulièrement les travaux de K. BEHRENS. La reconnaissance internationale des recherches qu'il a réalisées dans sa thèse est attestée par plusieurs publications dans des revues d'excellence (*Journal of Urban Economics, Regional Science and Urban Economics*) et s'est en particulier concrétisée par un séjour d'un mois au Japon, séjour au cours duquel il a travaillé notamment avec M. Fujita, et depuis juin 2004 par un séjour post-doctoral long au CORE (Center for Operation Research and Econometrics) de l'Université Catholique de Louvain (Belgique) où différents travaux sont développés avec Jacques Thisse.

Les collaborations en France

Les membres du groupe entretiennent des collaborations fréquentes avec le LET (Laboratoire d'Economie des Transports) à Lyon et L'IERSO (composante de l'IFREDE et du GRES) à Bordeaux à travers l'organisation d'ateliers et de séminaires réguliers sur le thème des mutations spatiales dans les espaces urbains.

C. BAUMONT et C. ERTUR, C. Thomas-Agnan et Yves Aragon du GREMAQ à Toulouse sont à l'origine de la Constitution du réseau "Spatial Econometrics Workshop". Ce réseau, ouvert à toutes les universités développant des recherches dans le champ de la statistique et de l'économétrie spatiale, réunit, une fois par an, en France une trentaine de chercheurs. Le premier Spatial Econometrics Workshop a été organisé en 2002 par le GREMAQ (Université de Toulouse I) et le LSP (Université de Toulouse III). Le 2ème a été organisé par le LEG (Université de Bourgogne) à Dijon en mai 2003, le 3ème par le BETA (Université de Strasbourg I) en juin 2004 et le 4ème (Toulouse I). La 5^{ème} édition s'est déroulée en juin 2006 à l'Université de Grenoble. Le réseau français est consolidé par la mise en place de workshops "européens" qui se sont tenus à Kiel en avril 2005 et à Rome en

juin 2006 et par la constitution de l'Association d'Econométrie Spatiale (statuts élaborés à Rome en juin 2006).

Une collaboration effective avec le GREMAQ s'est développée dans le domaine de l'économétrie spatiale par l'accueil régulier à Dijon en 2003 et 2004 d'une doctorante du GREMAQ pour travailler sur une analyse économétrique des données immobilières (C. BAUMONT a été rapporteur de la thèse soutenue en février 2005)

7.4. L'EQUIPE D'ECONOMIE DE LA SANTE

L'équipe d'économie de la santé du LEG est coordonnée par Sophie BEJEAN. Elle est composée sur la période en moyenne de 6 enseignants-chercheurs et encadre près de dix thèses. Au cours de la période quadriennale qui s'achève, le groupe a su valoriser par une reconnaissance internationale les travaux qui ont fait leur renommée nationale dans la communauté scientifique et professionnelle. Les membres du groupe sont les auteurs de 22 publications dans des revues à comité de lecture, de 4 ouvrages et de 14 contributions dans des ouvrages collectifs. Les publications sont réalisées dans les revues spécialisées du domaine (*International Journal of Technology Assessment in Health Care* ***, *Pharmacoeconomics* ***, *European Journal of Health Economics* **, *Safety Science*, *Journal d'économie médicale* **, *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique* **) mais également en économie sociale (*Revue Française des Affaires Sociales*, *Revue Internationale d'Economie Sociale*, *Economies et Sociétés*) et en économie du développement (*Revue Tiers Monde*, *Monde en Développement*) et en Economie Publique (*Politiques et Management Publiques*). Le ratio de publication (pour un effectif moyen de 6) est de 3,67 pour les revues à comité de lecture. Le ratio (non pondéré selon les types de publication) passe à 6,67 si on ajoute les ouvrages et contributions dans les ouvrages. L'activité scientifique moyenne de l'équipe a par conséquent très largement satisfait, au cours du contrat qui s'achève, les critères d'identification des chercheurs et enseignants-chercheurs publiant définis par la MSTP-DS7 et ceux d'un membre actif définis par le CNRS (section 37) (note du 12 juin 2006).

a) Les axes de recherche

L'analyse des apports des différentes théories de la décision et des organisations (hypothèses de rationalité, théorie de l'agence, théorie de la bureaucratie, conception de la coordination...) a constitué et constitue encore aujourd'hui une thématique majeure du groupe de recherche. Elle a donné lieu notamment à un ouvrage (en 1994) et plusieurs articles (publiés dans *Politique et Management Public*, *Revue d'Economie Politique*, *Revue d'Economie Industrielle*, *Economie et Société*) qui sont fréquemment cités dans les travaux d'économie de la santé.

L'étude des théories de la justice sociale et l'analyse de l'équité dans les systèmes de santé est un autre axe fondateur pour ce groupe qui a également produit des travaux de référence pour les économistes de la santé. Là aussi, un ouvrage (1997) et plusieurs articles (notamment dans *Economie et Prévision* en 1997) sont fréquemment cités.

Ces deux axes structurants se sont enrichis depuis 1998 d'une thématique nouvelle avec l'évaluation économique des actions et des organisations de santé. Cette thématique a permis récemment d'améliorer l'audience internationale des travaux du groupe, notamment à travers la participation récente à plusieurs colloques internationaux et la publication d'un article dans *European Journal of Health Economics*.

Axe 1. Processus de décision, comportement des acteurs et des organisations du système de santé

Cet axe fondateur allie la réflexion sur les fondements théoriques (hypothèses de rationalité et de coordination entre les acteurs), l'étude empirique de ces comportements et des relations entre les organisations, et l'évaluation des politiques de régulation. La réflexion sur les fondements théoriques mobilisés a suscité des travaux à visée purement théorique, notamment sur les hypothèses de rationalité (rationalité substantielle vs rationalité procédurale, apports des travaux de H. Simon analysés notamment dans une publication de 2002, Sophie BÉJEAN, Christine PEYRON), sur l'analyse des motivations des acteurs (incitations, valeurs et normes) ou sur la notion de

confiance, abordée à la fois du point de vue de l'économie et de la sociologie avec les travaux de Géraldine BLOY, sociologue de la santé.

Initialement fondée sur la théorie de l'agence et l'économie des conventions, l'analyse de la coordination entre les acteurs et les organisations du système de santé a progressivement intégré d'autres approches théoriques notamment pour aborder la question des relations interentreprises (théorie néo-institutionnelle, travaux de Richardson) ou celle de l'analyse de l'innovation (théorie évolutionniste).

L'apport de ces fondements théoriques pour l'analyse des systèmes de santé est approfondi à travers différentes recherches.

- L'analyse théorique et empirique de l'activité des médecins libéraux, initiée dans le cadre d'un contrat de recherche financé par le CNRS, l'Inserm et la MiRe-Drees du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (contrat 1999-2002) conduit à étudier tant les déterminants des comportements individuels que l'hétérogénéité de ces comportements. Pour mener cette étude, une base de données importante et originale a été constituée et analysée par des méthodes économétriques et des méthodes de typologie. Le rapport final de cette recherche a été rendu en juin 2002 et est actuellement en cours de valorisation. Les résultats de cette recherche ont été présentés dans le cadre de communications dans différents colloques internationaux (Colloque franco-britannique CES-HESG, ISPOR, iHEA) et séminaires (IRDES, DREES au Ministère de la Santé), et auprès des partenaires institutionnels (URCAM de Bourgogne et d'Aquitaine). Une publication internationale est en révision pour l'*European Journal of Health Economics* (Sophie BEJEAN et Christine PEYRON).
- L'analyse de l'impact des incitations financières sur le comportement des acteurs est appréhendée à travers plusieurs thèmes : l'impact des modes de financement de l'assurance Accidents du Travail/Maladies Professionnelles (AT/MP) en termes d'incitations (ou de désincitations) à la prévention des accidents du travail (cette recherche a été publiée dans la revue internationale *Safety Science*) ; l'évaluation de la mise en place de schémas incitatifs expérimentaux en médecine ambulatoire (recherche présentée au colloque international de l'ALASS en 2004) (Sophie BEJEAN).
- La compréhension du comportement des professionnels de santé exige de tenir compte non seulement de leurs motivations matérielles et financières, mais aussi de l'impact des normes et conventions sur leurs décisions individuelles. La conception de la notion et du rôle de l'éthique professionnelle est approfondie dans les travaux de Maryse GADREAU. L'analyse des motivations des acteurs est également abordée dans les travaux menés par Géraldine BLOY sur les jeunes médecins libéraux. Cette recherche mobilise les techniques des entretiens qualitatifs pour explorer les problématiques d'identification professionnelle et de transmission des savoirs et des compétences lors de l'entrée dans la vie professionnelle des jeunes médecins généralistes. Cette recherche vient compléter et enrichir l'analyse statistique du comportement des médecins libéraux menée dans cette équipe.

L'analyse du secteur de l'industrie pharmaceutique constituait l'un des projets du groupe pour la période 2002-2006. Les premières avancées de cette recherche ont permis de construire une problématique riche tant du point de vue théorique qu'empirique (Hélène SULTAN-TAIEB). D'un point de vue théorique, il s'agit d'intégrer sur un même niveau d'analyse deux aspects habituellement séparés : l'innovation et les relations interentreprises. Les travaux engagés depuis deux ans permettent de dégager les apports respectifs de différentes approches théoriques (économie industrielle, théorie évolutionniste, théorie néo-institutionnelle) et de montrer leur complémentarité. D'un point de vue empirique, il s'agit d'analyser les changements de paradigme technologique avec l'arrivée des biotechnologies, qui modifient la nature des relations entre les entreprises, notamment entre les grands laboratoires et les start-up. Cette problématique intègre l'analyse du rôle de la réglementation et des conditions de mise sur le marché des médicaments. Ce nouvel axe de recherche s'est d'ores et déjà concrétisé par plusieurs communications, des articles actuellement en cours de révision (notamment dans la *Revue d'Economie Industrielle*) et une thèse soutenue en novembre 2004 (Céline MARTIN-SOULAS). Une collaboration avec les juristes du CREDIMI est engagée sur cet axe de recherche, elle s'est d'ores et déjà concrétisée par la participation de l'équipe à un colloque organisé par le CREDIMI sur « le marché et l'accès aux médicaments » qui se traduit en 2006 par la publication d'un ouvrage collectif (Hélène SULTAN-TAIEB).

Axe 2. Justice sociale et évaluation des systèmes de santé

Le deuxième axe de recherche ancre l'évaluation de l'équité et de la régulation dans les systèmes de santé sur une réflexion théorique à propos du concept de justice sociale, de la place des institutions et des valeurs morales. Les travaux fondateurs du groupe, sur la conception de la justice sociale, ont conduit à distinguer trois pôles théoriques (libéral, égalitariste, rawlsien) pour évaluer l'équité dans les systèmes de santé européens (la thèse de Catherine DOS SANTOS, soutenue en décembre 2005, approfondit le cas du Portugal). Ces travaux se sont enrichis depuis 1997 de plusieurs questions de recherche théoriques :

- l'étude du lien entre hypothèse de rationalité individuelle et conception de la justice sociale montre que la prise en compte de motivations altruistes et de valeurs morales ne relève pas de la même logique selon l'hypothèse de rationalité posée (de la rationalité optimisatrice à la rationalité délibérative) (Claude SCHNEIDER-BUNNER) ;
- cette première question débouche au niveau global sur l'analyse du rôle des acteurs collectifs et des institutions dans l'émergence et le renforcement des valeurs morales et normes de comportement ; cette analyse qui mobilise les travaux des institutionnalistes américains fonde l'étude des politiques de santé dans les pays en développement (Stéphane TIZIO) ;
- l'analyse du débat entre justice globale et justice locale permet de progresser sur la conception de la justice sociale. L'apport des travaux de A. Sen à cet égard a été approfondi (chapitre d'ouvrage collectif en 2002, Claude SCHNEIDER-BUNNER) ; cette analyse permet en outre de donner des fondements conceptuels à l'évaluation des situations réelles et des politiques locales.

Ces questions de recherche constituent les bases théoriques de l'évaluation des systèmes de santé qui est approfondie dans plusieurs études menées ces trois dernières années.

- D'un côté, l'évaluation des politiques de santé dans les pays en voie de développement s'appuie sur une analyse du rôle des acteurs collectifs, notamment des organisations internationales et non gouvernementales. Les travaux menés depuis 1999 dans ce groupe et développés récemment dans le cadre d'une thèse permettent de montrer que les politiques menées par ces acteurs structurent les systèmes de santé des pays en développement autour d'un modèle intermédiaire entre système national de santé et marché. Les politiques de « participation communautaire » relèvent ainsi d'une politique de contractualisation avec les acteurs qui vise à défendre tant des objectifs d'équité que d'efficacité dans la production et l'organisation de l'accès aux soins. L'impact de ces politiques sur les conditions d'un développement durable pour ces pays est étudié également et a donné lieu à plusieurs publications (Stéphane TIZIO, thèse de Khaled BACHOUR).

- D'un autre côté, l'évaluation des politiques de solidarité et d'accès aux soins à l'aulne des concepts de justice locale trouve avec l'analyse des missions de l'hôpital public un exemple riche d'enseignement. Une recherche menée en collaboration avec des chercheurs du Creuset (Université de Saint-Etienne) a permis d'étudier la dialectique entre rationalisation de l'institution et renouvellement des pratiques d'assistance et de secours aux plus démunis à partir d'études monographiques. Cette recherche a donné lieu à plusieurs publications, notamment dans la revue canadienne *Economie et Solidarité* (Daniel GOUJON).

- Enfin, le groupe de recherche en économie de la santé a conduit une recherche dans le cadre du programme national de recherche « Economie sociale et solidaire en région » coordonné par la DIES-MiRe (Ministère du travail et des affaires sociales). Cette étude visait à déterminer dans quelle mesure les principes de justice affichés se déclinent dans le fonctionnement concret et dans les résultats obtenus par les organisations d'économie sociale et solidaire. Cette étude, dont le rapport a été rendu en mai 2004, s'est fondée sur l'évaluation de onze expériences régionales et a débouché sur une grille d'analyse des rationalités et des logiques à l'œuvre dans ces organisations (Claude SCHNEIDER, Stéphane TIZIO, Daniel GOUJON).

Axe 3. Evaluation des actions et des organisations du système de santé

Le troisième axe de recherche prend une importance croissante dans les activités du groupe, tant par le renouveau des questions théoriques et méthodologiques abordées, que par l'importance opérationnelle des études d'évaluation menées et par la valorisation de leurs résultats.

- *Le lien entre santé et conditions de travail* constitue un premier thème d'application dans cet axe de recherche. Il se situe à la frontière de plusieurs champs de notre discipline (économie de la santé, économie du travail et économie des ressources humaines) et ouvre la possibilité de

collaborations scientifiques en France et surtout au niveau international. Initiée depuis 2001, l'analyse des conséquences économiques du stress au travail a connu un développement important ces trois dernières années. L'évaluation des coûts du stress professionnel suscite des questionnements conceptuels et méthodologiques : il s'agit en effet de s'interroger sur la définition du concept de stress professionnel, sur la nature des coûts à prendre en compte (coûts médicaux, pertes de production, valeur de la vie humaine) et sur les méthodes pertinentes à mobiliser (théorie du bien-être, théorie du capital humain). Ces réflexions d'ordre théorique ont fondé un travail empirique de collecte et de traitement de données, de modélisation et d'évaluation du coût économique et social des pathologies imputables au stress professionnel en France (Hélène SULTAN-TAIEB, Sophie BEJEAN).

Aujourd'hui, l'équipe de recherche en économie de la santé du LEG est la seule équipe française à travailler sur l'évaluation des coûts du stress professionnel et les résultats qu'elle publie en 2004 dans European Journal of Health Economics et ceux présentés dans plusieurs colloques internationaux (ISPOR 2004 à Washington, ECHE à la London School of Economics, 2004, ALASS à Lugano en 2003, iHEA en 2005) sont les premiers disponibles.

- La *recomposition du système de santé* suscitée par différentes réformes depuis 1996 a motivé des partenariats entre établissements hospitaliers publics et privés, un décloisonnement des secteurs de la médecine de ville et de l'hôpital, du médical et du social. Ces changements se cristallisent notamment avec le développement de réseaux de soins. Aujourd'hui, l'impact de ces changements est méconnu et difficilement appréciable par les méthodes d'évaluation de type coût-avantage. Cette équipe a été une des premières en France à contribuer à l'analyse de ces changements, à la fois par des contributions théoriques sur le concept de réseau (première publication sur ce point dans la *Revue d'Economie Industrielle* en 1997 de Maryse GADREAU et Sophie BEJEAN), par une réflexion sur les méthodologies d'évaluation des réseaux et par des études empiriques. Ces travaux ont été valorisés dans différentes publications (*Politique et Management Public, Revue Française des Affaires Sociales, Journal d'Economie Médicale*). Cinq thèses en cours ou soutenues au cours des deux dernières années se placent dans cet axe avec des apports complémentaires : réflexion sur les méthodologies et les fondements théoriques de l'évaluation des réseaux de soins, analyse ciblée sur le secteur hospitalier, étude du rôle de l'assurance maladie dans le financement des réseaux de soins, application à des pathologies particulières (cancerologie, suicide, périnatalité). Cet axe a suscité en outre des collaborations à la fois avec les institutions du secteur sanitaire (URCAM Bourgogne, ARH Bourgogne et Rhône-Alpes) et des chercheurs en épidémiologie et santé publique (notamment avec l'équipe de Catherine Quantin, professeur de santé publique, responsable du Laboratoire de Biostatistique et d'Information Médicale au CHRU de Dijon).

b) Valorisation de la recherche et insertion dans les réseaux de recherche

Les chercheurs du groupe, et tout particulièrement Sophie BEJEAN et Maryse GADREAU, ont été fréquemment sollicités pour organiser des sessions de colloque, des séminaires et présenter leurs analyses au sein de la communauté scientifique en France et à l'étranger (dans le cadre des séminaires de Laboratoire et de différentes manifestations scientifiques : Journées des Economistes de la Santé, colloques et séminaires du Collège des Economistes de la Santé, de l'AES, colloque de l'International Health Economic Association, European Conference on Health Economics...).

Les enseignants-chercheurs sont également souvent invités pour faire des conférences devant un public professionnel (ENSP, Union des Médecins Libéraux, association des directeurs d'URCAM...) et pour apporter leur expertise auprès d'organismes de recherche et d'instances de régulation nationales et régionales (IRDES (ex-CREDES), ANAES, AFSSAPS, URCAM, ARH...).

Ils ont aussi mené des programmes de recherche et animé des réseaux dans le cadre de contrats avec le CNRS, le Ministère de la Santé, l'ANRS, l'Inserm... (cf. § 6.3.) et ont initié ou participé de manière active à différents réseaux de recherche en économie de la santé.

Sophie BEJEAN est, depuis 2006, coordonnatrice du comité de pilotage des Journées des Economistes Français de la Santé.

Au niveau national, un réseau de relations effectives a été tissé :

- Avec le FORUM (direction : Olivier Favereau, Université de Paris X-Nanterre). La collaboration initiée par des participations croisées à des séminaires et des jurys de thèse, s'est formalisée à partir de 1999 avec l'organisation conjointe d'une série de séminaires soutenue par le CNRS (programme "Santé et Société", axe "Devenir des systèmes de santé") qui a débouché sur la

publication d'un ouvrage collectif dirigé par Sophie BEJEAN et Christine PEYRON en 2002. Plus récemment, Maryse GADREAU a participé à l'organisation de deux manifestations scientifiques en collaboration avec le FORUM (colloque Conventions et Institutions en décembre 2003, journée « Politique de santé et éthique » en juin 2004) et vient de prendre la direction d'un nouveau programme de recherche en collaboration avec le FORUM (cf. partie projet).

- Avec le CREGAS (unité mixte de recherche Inserm-CNRS, direction : Gérard de Pouvourville). Les travaux présentés par Yves-Antoine FLORI dans le cadre de son HDR (2001), par Christine VAN KEMMELBEKE dans sa thèse (2003) se sont développés dans le cadre de cette collaboration. Un partenariat plus formel est à l'étude pour organiser conjointement avec le CREGAS et le LEGOS (direction : Marie-Eve Joël, université de Paris 9-Dauphine) des séminaires de formation doctorale en économie de la santé.

- Avec des équipes de recherche de l'INSERM. Un Réseau Régional de Recherche en Santé Publique, soutenu par l'INSERM, a été constitué en Bourgogne sur le thème de l'analyse du rôle du médecin généraliste dans l'organisation des soins. Ce Réseau coordonné par Sophie Béjean a permis de renforcer les relations entre cette équipe et les équipes INSERM de l'Université de Bourgogne (Centre d'Epidémiologie de Population, INSERM 1796, direction : Jean Faivre, et unité EMI 0106, direction : Claire Bonithon-Kopp) et d'initier de nouvelles collaborations de recherche dans l'axe évaluation des actions et des organisations de santé. Il implique par ailleurs les institutions régionales concernées par la régulation du système de santé (DRASS, URCAM...).

- L'équipe participe actuellement à la constitution d'un Groupement Interdisciplinaire Scientifique (GIS) sur la thématique « santé et travail » avec la participation notamment de Philippe Askenazy (PSE, ENS) et Michel Gollac (CEE).

Sur le plan international, s'il n'existe pas de relation institutionnalisée, les développements récents d'un programme de recherche sur l'évaluation du coût social du stress professionnel a conduit notre équipe à initier des collaborations avec des chercheurs suisses (G. Domenighetti, Institut d'Economie et de Management de la Santé (IEMS), Université de Lausanne, D. Ramaciotti, ERGORama, Genève) et québécois (J.P. Brun, Chair in Occupational Health and Safety Management, Université de Laval).

Les enseignants du groupe sont membres des principales associations scientifiques généralistes ou spécialisées dans le domaine de la santé et de la protection sociale : AFSE, Collège des Economistes de la Santé, Association d'Economie Sociale au niveau national, International Health Economics Association (iHEA), Association Latine d'Analyse des Systèmes de Santé (ALASS), International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research (ISPOR) au niveau international. Ils participent régulièrement aux manifestations scientifiques de ces associations organisées en France et, désormais de façon plus fréquente, aux colloques internationaux. L'équipe participe en outre à la constitution d'un réseau international sur l'évaluation des actions de prévention des risques professionnels avec notamment la participation de l'université d'Amsterdam au Pays-Bas et l'université de Sheerbrooke de Montréal.

8 - CONCLUSION

La lecture des bilans thématiques nous permet de dégager les principaux atouts de l'UMR. Ceux-ci reposent au sein de chaque thématique sur des orientations de recherche innovantes qui ont permis de renouveler les axes originaux des recherches et qui ont produit, de manière remarquable en 2004 un nombre élevé de publications internationales.

Nous pouvons ainsi souligner pour l'équipe FARGO une tendance à la diversification des thèmes de recherche centrés sur l'architecture des organisations et sur la gouvernance des institutions. Dans ce dernier cas, l'analyse de la gouvernance des institutions autres que privées constitue un moyen d'intégration dans le groupe, des enseignants-chercheurs économistes qui avaient auparavant montré leurs compétences⁸ dans les domaines de l'analyse post keynésienne, de l'histoire des faits et des théories économiques monétaires et en économie publique et institutionnelle.


Pour le groupe CERMAB, la très forte activité d'encadrement doctoral est un moyen, dans ce groupe, de développer de nouvelles orientations de recherche et de développer de manière croissante les réseaux de recherche universitaires et les partenariats avec le monde professionnel.

Les atouts des équipes "Economie de la santé" et "Economie urbaine, régionale et des ressources naturelles" reposent sur une intégration réussie des analyses empiriques, théoriques et méthodologiques dans différentes opérations de recherche. Les compétences des économistes du laboratoire, dans la conception, la gestion et le traitement de bases de données lourdes leur permettent notamment de développer des recherches innovantes en France et à l'étranger dans le domaine de l'évaluation économique : évaluation du coût du stress d'origine professionnelle en France, comportement et coordination en médecine ambulatoire pour l'équipe Economie de la Santé, évaluation des mutations urbaines contemporaines, évaluation des effets de débordement géographique, analyse des mutations spatiales dans les PECO pour l'équipe Espace... Des contrats de recherche sont obtenus régulièrement avec le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (contrat CNRS-INSERM-MIRE), le Ministère du travail et des affaires sociales, l'Institut National de Recherche sur la Sécurité et la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles, le CNRS (APN Jeune-Chercheur), le Ministère de l'Équipement (PUCA), le Ministère de la Recherche (ACI "Espaces et Territoires ») et la région Bourgogne et avec l'ANR.

Pour maintenir les aspects positifs de l'Unité et développer son activité scientifique, il convient cependant de garder à l'esprit un certain nombre d'éléments, qui n'apparaissent pas aujourd'hui comme des faiblesses du fait des résultats encourageants enregistrés par l'unité, mais qui peuvent contraindre à terme ses objectifs de progrès. Ces éléments sont les suivants :

- la faiblesse de l'encadrement administratif de l'Unité,
- un poste d'IE informaticien en suspens,
- des situations contrastées en termes d'activités scientifiques selon les équipes : activités d'encadrement, publications, visibilité internationale, contrats de recherche...

⁸ Pour la période 2002-2004 et les quatre enseignants-chercheurs concernés, on recense ainsi 10 articles dans des revues à comité de lecture, 3 ouvrages collectifs et 20 contributions ou chapitres d'ouvrages collectifs.

A vertical decorative bar on the left side of the page. It consists of a long, thin grey rectangle extending from the top to the bottom. A smaller, solid blue rectangle is positioned on the right side of the grey bar, roughly in the upper third of the page.

DEUXIEME PARTIE PUBLICATIONS

PUBLICATIONS 2002 - 2005

Articles dans des revues à comité de lecture		
Internationales (a)		48 (8)*
Nationales (b)		95 (17)
Articles dans des revues sans comité de lecture		26
Conférences invitées		35
Communications avec actes, sans actes, internationales et nationales (c)		306
Ouvrages scientifiques		4 (2)
Ouvrages de vulgarisation		
Direction d'ouvrages ou de n° spéciaux de revues		10 (2)
Contributions, chapitres d'ouvrage collectifs		71 (22)
Autres publications		
Thèses		42
Rapports		12
Documents de travail LEG		83
Autres documents de travail		20
Autres activités internationales		
Information et culture scientifique et technique		

* les chiffres entre parenthèses indiquent les publications de 2006

- (a) Sont retenues ici les revues non françaises.
- (b) Sont retenues ici les revues francophones (notons que la plupart d'entre elles ont un comité de lecture international).
- (c) les conférences ont été globalisées, la notion d'actes ou d'échelle de représentation n'ayant plus beaucoup de signification actuellement.

Contenu

- 1/ Articles dans des revues internationales à comité de lecture
- 2/ Articles dans des revues nationales à comité de lecture
- 3/ Ouvrages scientifiques
- 4/ Directions d'ouvrages ou numéros spéciaux de revues
- 5/ Contributions, chapitres d'ouvrages collectifs
- 6/ Rapports de recherche

1. Articles dans des revues internationales à comité de lecture⁹ (RCLI)

1. Ambroise L., FERRANDI J.M., D. Merunka, P. Valette-Florence et V. de Barnier, 2004, « How well does Brand Personality Predict Human Choice ? A Measurement Scale and Analysis Using Binary Regression Models », *Advances in Consumer Research (edition Asia Pacific)*, 6. 30-38 [n.c. S37 CNRS]
2. ALEXANDRE H. et CHARREAUX G., 2004, « Efficiency of French privatizations : a dynamic vision », *Journal of Corporate Finance*, vol.10, n° 3, juin, 467-494. [***].
3. Backmann J.F., Dubois M. et ERTUR C., 2002, « Valuation Effects of Listing on a Forward Stock Market : Evidence from France », *European Financial Management*, vol. 8, n°4, p.479-494. [**]
4. BAUMONT C. ERTUR C. et J. LE GALLO 2004, "Spatial Analysis of Employment and Population Densities: The Case of the Agglomeration of Dijon, 1999", *Geographical Analysis*, 36, 2, 146-176. [n.c. S37 CNRS]
5. BEHRENS K., 2004, "Agglomeration without trade : how non-traded goods shape the space-economy", *Journal of Urban Economics*, 55, 68-92. [****]
6. BEHRENS K., 2005, "How endogenous asymmetries in interregional market access trigger regional divergence", *Regional Science and Urban Economics*, vol.35, n°5, 471-492. [****]
7. BEJEAN S., SULTAN-TAIEB H., 2004, "Modelling the Economic Burden of Diseases Imputable to Stress at Work". *European Journal of Health Economics*, vol.6, n°1, March 2005, 16-23 [**]
8. BEJEAN S., Trontin C., 2004, « Prevention of occupational injuries : moral hazard and complex agency relationships », *Safety Science*, n°42/2, mars-avril. [n.c. S37 CNRS]
9. BOITEUX-ORAIN C., GUILLAIN R., 2004, « Changes in the intra-metropolitan location of producer services in Ile-de-France (1978-1997): Do information technologies promote a more dispersed spatial pattern? », *Urban Geography*, 25, 550-578. [n.c. S37 CNRS]
10. BOURDEAU-LEPAGE L. et HURIOT J-M., 2002, « Metropolization in Warsaw, Economic Change and Urban Growth », *Canadian Journal of Regional Science*, XXV, 3, 423-445. [**]
11. BOURDEAU-LEPAGE L. et HURIOT J-M., 2005, « On Poles and Centers: Cities in the French style », *Urban Public Economic Review*, 3, 13-36. [n.c. S37 CNRS]
12. BOURDEAU-LEPAGE L. et HURIOT J-M, 2005, « The metropolis in retrospect. From the Trading Metropolis to the Global Metropolis » *Recherches Economiques de Louvain*, 3, 257-284. [***]
13. Carminatti-Marchand G. et PAQUEROT M., 2003, « The Elites and their Board of Directors », *Corporate Ownership & Control*, vol.1, n°1, 112-118. [n.c. S37 CNRS].
14. Carminatti-Marchand G. et PAQUEROT M., 2004, « The Composition of French Boards of Directors : Changes since 1995 », *Corporate Ownership & Control*, vol.1 ; n°3 ; Spring, 116-126. [n.c. S37 CNRS].
15. DESBRIERES Ph. et SCHATT A, 2002, « The Impacts of LBOs on the Performance of Acquired Firms : The French Case », *Journal of Business, Finance and Accounting*, vol.29, n° 5, juin-juillet, 695-729. [***].
16. DESBRIERES Ph. et SCHATT A, 2004, « The impacts of LBOs on Investment Policies and Operations of Acquired French Firms », *Corporate Ownership & Control*, vol.1, n°2, hiver, 53-64. [n.c. S37 CNRS].

⁹ Les articles relevant de revues à comité de lecture mais non classées par la section 37 du CNRS sont identifiées [n.c. S37 CNRS].

Les revues à comité de lecture classées par la Section 37 du CNRS sont identifiées en fonction de la catégorie [****],[***], [**] ou [*] du classement (juillet 2004)

17. DESDOIGTS A. 2004, "Neoclassical Convergence Versus Technological Catch-up : A Contribution for Reaching a Consensus", *Problems and Perspectives in Management*, 3, 15-42. [n.c. S37 CNRS]
18. DESDOIGTS A., Moizeau F., 2005, "Community Membership Aspirations: The Link Between Inequality and Redistribution Revisited", *International Economic Review*, 46(3): 973-1007. [****]
19. DESMEDT L., 2005, « Money in the 'Body Politick' : The Analysis of Trade and Circulation in the Writings of Seventeenth-Century Political Arithmeticians », *History of Political Economy*. vol.37, n°1, spring, 79-102. [****].
20. ERTUR C. et KOCH, W., 2006, "Regional Disparities in the European Union and the Enlargement Process: An Exploratory Spatial Data Analysis, 1995-2000", *Annals of Regional Science*. à paraître [***]
21. ERTUR C. BAUMONT C. et J. Le Gallo, 2006, "The European Regional Convergence Process: Do Spatial Regimes and Spatial Dependence Matter?", *International Regional Science Review*, 29, 3-34. [***]
22. FERRANDI J.-M., Merunka D., Valette-Florence P. et De Barnier V., 2003, "Brand Personality : How Well Does a Human Personality Scale Apply to Brands ?", *Asia Pacific Advances in Consumer Research*, 5, 53-60. [n.c. S37 CNRS].
23. FLORI Y.A., Le Vaillant M., 2004, « Use and cost of Antiretrovirals in France 1995-2000: an analysis based on the medical dossier on human immunodeficiency (release 2) database ». *Pharmacoeconomics*, vol.22, n°16, p.1061-1070. [***]
24. GADREAU M., Péliissier F., 2002, "Restructuring the French health care system through regional networks. The case of FAQSV (Fund for the improvement of ambulatory care)", *European Journal of Health Economics*, vol 3, supplement, 6-8. [**]
25. GNOS C., 2002, « Un tema metodologico : la irrelevancia del analisis ex ante y ex post para la teoria del empleo de Keynes », *Cuestiones Economicas*, Banco Central del Ecuador, vol.18, n°1, 91-105. [n.c. S37 CNRS].
26. GNOS C., 2004, « Is Ex ante - Ex post Analysis Irrelevant to Keynes's Theory of Employment ? », *Review of Political Economy*, vol.16, n°3, 335-345. [**].
27. GNOS C. et Rochon L.-P., 2003, « Joan Robinson and Keynes : finance, relative prices and the monetary circuit », *Review of Political Economy*, vol.15, n°4, October, 483-491. [**].
28. GNOS C. et Rochon L.-P., 2004, « Money Creation and the State : A Critical Assessment of Chartalism », *International Journal of Political Economy*, vol.32, n°3, 41-57. [n.c. S37 CNRS].
29. GNOS C. et Rochon L.-P., 2004, « Reforming the International Financial and Monetary System, from Keynes to Davidson and Stiglitz », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.26, n°4, 613-629. [**].
30. GNOS C. et Rochon L.P., 2005, "The Washington consensus and multinational banking in Latin America", *Journal of Post Keynesian Economics*, Vol. 27, n°2, 315-331. [**].
31. GUILLAIN R, BOITEUX-ORAIN C. et Le Gallo J., 2006, "The evolution of the spatial and the sectoral patterns of employment in Ile-de-France over 1978-1997", *Urban Studies*, à paraître. [***]
32. Lahr M.L. et de MESNARD L., 2004, "Biproportional techniques in input-output analysis: table updating and structural analysis", *Economic Systems Research*, 16, 2: 115-34. [n.c. S37 CNRS]
33. Lecocq S., Magnac T., PICHERY M.C., Visseur M., 2005, "The impact of information on wine auction prices : result of an experiment", *Annales d'Economie et Statistique*, n° 77, 37-57. [***]
34. LE GALLO J., 2004, "Space-time analysis of GDP disparities among European regions : a Markov chains approach", *International Regional Science Review*, 2004, vol. 27, n° 2, 138-163. [***]

35. LE GALLO J., et C. ERTUR, 2003, "Exploratory Spatial Data Analysis of the Distribution of Regional per capita GDP in Europe, 1980-1995", *Papers in Regional Science*, vol. 82, n°2, 175-201. [***]
36. Le Gallo J., C. BAUMONT, S. Dall'erba, C. ERTUR, 2005, "On the Property of Diffusion in the Spatial Error Model", *Applied Economics Letters*, 12, 9, 533-536. [n.c. S37 CNRS]
37. Lejeune C., Arveux P., Dancourt V., BEJEAN S., Bonithon-Kopp C., Faivre J., 2004, "Cost-effectiveness analysis of faecal occult blood screening for colorectal cancer". *International Journal of Technology Assessment in Health Care*, Vol 20, n°4, 434-439, 2004. [***]
38. LICHTLE M-C, P. Cottet et V. Plichon (2006), "The Importance of Value in Services : a Study in a Retail Environment", *Journal of Consumer Marketing*, à paraître. [n.c. S37 CNRS]
39. Locket A., Wright M., Pruthi S., Manigart S., Sapienza H., DESBRIERES Ph et U. Hommel, 2004, "Venture capital investors, capital markets, valuation and information: US, Europe and Asia", *Journal of International Entrepreneurship*, vol.2, n°4 p. 305-326. [n.c. S37 CNRS]
40. Locket A, Manigart S., Meuleman M., Wright M., Landström H., Bruining H., DESBRIERES Ph et Hommel U., 2006, « Venture Capitalists' decision to syndicate », *Entrepreneurship : Theory and Practice*, vol.30, n°2, march, p.131-154.
41. Manigart S., de Waele K., Wright M., Robbie K., DESBRIERES Ph., Sapienza H. et Beekman A., 2002, « Determinants of required return in venture capital investments : A five country study », *Journal of Business Venturing*, vol.17, n°4, july, 291-312. [n.c. S37 CNRS].
42. Manigart S., Lockett A., Meuleman M., Landström H. et DESBRIERES Ph., 2002, « The Syndication of Venture Capital Investments in Europe : Evidence from Belgium, France, Sweden and the UK », in : *Frontiers of Entrepreneurship Research*, 457-469.
43. MENCARELLI R. et PULH M. (2006), "Positioning the cultural supply of live performance. A study of innovative managerial practices relating to the interaction of audience, performance and venue", *International Journal of Arts management*, 8, 3, 19-29. [n.c. S37 CNRS].
44. de MESNARD L., 2002, "Forecast Output Coincidence and Biproportion: Two Criteria to Determine the Orientation of an Economy. Comparison for France (1980-1997)", *Applied Economics*, 34, 16: 2085-91. [**]
45. de MESNARD L., 2002, "Normalizing biproportional methods", *The Annals of Regional Science*, 36, 1: 139-144. [***]
46. de MESNARD L., 2002, "Note about the concept of 'Net Multipliers'", *Journal of Regional Science*, 42, 3: 545-548. [***]
47. de MESNARD L., 2004, "Biproportional methods of structural change analysis: A typological survey", *Economic Systems Research*, 16, 2: 205-35.
48. de MESNARD L., 2004, "On the idea of ex ante and ex post normalization of biproportional methods", *The Annals of Regional Science*, 38, 4, 741-9. [***]
49. de MESNARD L., 2004, "Understanding the shortcomings of commodity-based technology in input-output models: an economic-circuit approach", *Journal of Regional Science*, 44, 1: 125-41. [***]
50. de MESNARD L., 2006, "Measuring structural change in the I-O production function by biproportional methods: a theorem of price invariance", *Papers in Regional Science*, à paraître. [***]
51. de MESNARD L. ad R. Miller, 2006, "A Note on Added Information in the RAS Procedure: Reexamination of Some Evidence", *Journal of Regional Science*, à paraître. [***]
52. MICHELOT C. et Plastria F., 2002, "An extended multifacility minimax location problem revisited", *Annals of Operations Research*, 111, 167-179. [****]
53. Paris C., J. Benichou, C. Raffaelli, A. Genevois, L. Fournier, N. BROESSEL, J. Ameille, P. Brochard, JC. Gillon, M. Letourneux, 2004, "Factors associated with early-stage pulmonary fibrosis as determined by high resolution computed tomography among persons occupationally exposed to asbestos", *Scandinavian journal of work environment and health* 30, n°3, 206-214.

[n.c.S37 CNRS]

54. Roehrich G., Valette-Florence P. et FERRANDI J.-M., 2003, "An Exploration of the Relationships Between Innate Innovativeness and Domain Specific Innovativeness", *Asia Pacific Advances in Consumer Research*, 5, 379-386. [n.c. S37 CNRS].
55. SALMON P., 2002, « Democratic devices and desires : a review article », *Homo Oeconomicus*, vol.19, n°2, 269-272. [n.c. S37 CNRS].
56. SALMON P., 2004, "Intergovernmental competition in the European Union", *Wirtschaftspolitische Blätter*, 4/2004, 437-45. [n.c. S37 CNRS]

2 Articles dans des revues nationales à comités de lecture¹⁰ (RCLN)

1. Albouy M. et SCHATT A et, 2004, « Les prises de contrôle par les actionnaires contestataires : le cas André », *Finance Contrôle Stratégie*, vol.7, n° 2, 33-65. [**].
2. ALEXANDRE H., 2006, "Le point sur... les privatisations", *Banque et marchés 2006*, n° 80, janvier-février, p 40-46.
3. ALEXANDRE H. et CHARREAUX G., 2004, « L'efficacité des privatisations françaises. Une vision dynamique à travers la théorie de la gouvernance », *Revue économique*, vol. 55, n° 4, juillet, 791-821. [**].
4. ALEXANDRE H. et Merli M., 2003, « Notation et écarts de rentabilité : le marché français avant l'euro », *Finance Contrôle Stratégie*, vol.6, n° 3, septembre, 5-22. [**].
5. ALEXANDRE H. et SCHATT A., 2005, « Quelle est l'incidence de l'exportation sur la performance ? Le cas des entreprises du secteur vinicole français », *Bulletin de l'O.I.V.*, 895-896, p. 625-638. [n.c. S37 CNRS]
6. ALLEMAND I., 2006, "Le rôle du marché des dirigeants dans le système de gouvernance des entreprises: une revue de la littérature", *Gestion 2000*, n°3, p. 21-58. [*]
7. Amodéo M., Quantin C., Métral P., BEJEAN S, Binquet C, Andreu C., Gouyon B., Gouyon J.B., 2004, « Analyse coût-efficacité du transfert ante natal pour les nouveau-nés de très faible poids de naissance : conséquences d'une organisation en réseau périnatal ». *Journal d'Economie Médicale*, vol 22, n°5, 227-241. [**]
8. BAUMONT C. BOURDON F. et R. GUILLAIN, 2004, "Mutations urbaines et logiques de localisation des emplois : le cas de la Communauté de l'Agglomération Dijonnaise (1990 ; 1999)", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°4, 579-608. [*]
9. BAUMONT C. ERTUR C. et J. LE GALLO, 2002, "Estimation des effets de proximité dans le processus de convergence régionale : une approche par l'économétrie spatiale sur 92 régions européennes, 1980-1995", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°2, 203-216. [*]
10. BAUMONT C., ERTUR C., Le Gallo J., 2006, "Clubs de convergence et effets de débordements géographiques : une analyse spatiale sur données régionales européennes", *Economie et Prévision*, à paraître. [**]
11. BEHRENS K., 2005, "Choix de localisation et structure du commerce intra-branche", *Revue Economique*, vol.56, n°4, juillet, 965-982. [**]
12. BEJEAN S., Durand P. et Van Kemmelbeke C., 2002, « L'assurance maladie, acheteur avisé : une réforme profonde des relations conventionnelles avec les médecins libéraux », *Journal d'Economie Médicale*, T 20, n°2, 75-91. [**]
13. Berthelier P. DESDOIGTS A. et J. Ould Aoudia, 2004, « Profils institutionnels : une base de données sur les caractéristiques institutionnelles de pays en développement, en transition et développés », *Revue Française d'Economie*, n°1/XIX : 121-196. [**]

¹⁰ Les articles relevant de revues à comité de lecture mais non classées par la section 37 du CNRS sont identifiées [n.c. S37 CNRS].

Les revues à comité de lecture classées par la Section 37 du CNRS sont identifiées en fonction de la catégorie [***],[**], [*] ou [*] du classement (juillet 2004)

14. Binquet C., Wallon M., GADREAU M., Quantin C., 2002, « Evaluation de stratégies de prévention de la toxoplasmose congénitale : revue critique des études médico-économiques », *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, vol 50, 457-487. [**]
15. BLOY G., 2005, « La transmission des savoirs professionnels en médecine générale : le cas du stage chez le praticien », *Revue Française des Affaires Sociales*, n° 1 janvier-mars, 103-126. [n.c. S37 CNRS]
16. BODET G. et Meurgey B. (2005), Comprendre la satisfaction dans le contexte des services sportifs associatifs (SSA) : une analyse à partir du modèle tétraclasse, *Revue Européenne de Management du Sport*, 14, pp.19-34. [n.c. S37 CNRS].
17. BOITEUX-ORAIN C. et HURIOT J-M., 2002, « Modéliser la suburbanisation. Succès et limites de la microéconomie urbaine », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°1, 73-104. [*]
18. Bouchet P. et LEBRUN A.M., 2003, « Pour un « ré-enchantement expérientiel » de l'offre de tourisme sportif », *Gestion 2000*, 2003/2, mars-avril, 1-20. [*]
19. Bouchet P. et LEBRUN A.M., 2004, « Les expériences recherchées : une nouvelle forme de segmentation. Le cas du tourisme sportif d'action », *Décision marketing*, 35, juillet-septembre, 39-48. [**]
20. BOURDEAU-LEPAGE L., 2002, « Marchés du travail et disparités régionales en Pologne », *Région et Développement*, 15, 74-104. [*].
21. BOURDEAU-LEPAGE L., 2002, « Varsovie entre polarisation et dispersion », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°5, 805-827. [*]
22. BOURGEON D., Bouchet P. et PULH M., 2003, "L'expérience de consommation de spectacles vivants : de nouvelles perspectives de recherche", *Revue Consommations et Sociétés*, 127-139. [n.c. S37 CNRS].
23. BOURGEON D. (2005), "Du marketing expérientiel appliqué aux musées", *Revue Espaces*, Novembre, 87, 24-30. [n.c. S37 CNRS].
24. BROESSEL N., Pitard A., Bailly Conte F., Bussière C., Larchevesque JY, Monfrin F., Teissèdre P., Petel P., Paris C., 2003, "Mise en place d'un observatoire régional des pathologies en relation avec le travail", *Arch. Mal. Prof.*, 64, 6, 399. [n.c. S37 CNRS]
25. BROYE G. et SCHATT, 2003, "Pourquoi certains actionnaires cèdent-ils plus d'actions que d'autres lors de l'introduction en bourse ?", *Banques & Marchés*, n°63, juillet-août, 29-36. [**]
26. BROYE G. et SCHATT, 2003, "Sous évaluation à l'introduction et cessions d'actions par les actionnaires d'origine : le cas français", *Finance Contrôle Stratégie*, vol. 5, n°2, 67-89. [**].
27. Broye G. et SCHATT A., 2006, « La valorisation du capital humain dans le secteur des technologies de l'information : une étude exploratoire », *Gestion 2000*, 3, mai-juin, p. 193-211. [*]
28. CATELIN-LUANGSAY C., 2003, « Architecture organisationnelle et politique d'investissement : une illustration à travers une double méthodologie empirique », *Comptabilité Contrôle Audit*, mai, tome 8, vol.2, 28-50. [**].
29. Chadeaux M. et DESBRIERES Ph., 2004, « Problématiques fiscales et financières des fusions dans le cadre des LBO », *Revue du Financier*, n°147, 55-62. [n.c. S37 CNRS].
30. CHARREAUX G., 2002, « L'actionnaire comme apporteur de ressources cognitives », *Revue Française de Gestion*, Dossier spécial : L'actionnaire, novembre-décembre, 77-107. [*].
31. CHARREAUX G., 2002, « Variation sur le thème : 'A la recherche de nouvelles fondations pour la finance et la gouvernance d'entreprise' », *Finance Contrôle Stratégie*, vol. 5, n°3, septembre, 5-68. [**].
32. CHARREAUX G., 2003, « Le point sur... Les réseaux d'administrateurs et de dirigeants », *Banque & Marchés*, septembre-octobre, n°66, 59-63. [**].
33. CHARREAUX G., 2005, « Pour une gouvernance d'entreprise 'comportementale' : une réflexion exploratoire... », *Revue Française de Gestion*, vol. 31, n° 157, juillet-août, 215-238. [*]

34. CHARREAUX G. et Albouy M. 2005, « La finance comportementale ou l'émergence d'un nouveau paradigme dominant ? », introduction au Dossier « Finance comportementale », *Revue Française de Gestion* : vol. 31, n°157, juillet-août, p. 139-143. [*]
35. CHARREAUX G. et DESBRIERES Ph., 2002, « L'actionnaire », *Revue Française de Gestion*, 28, 141, novembre-décembre, 7-13. [*].
36. CHARREAUX G. et DESBRIERES Ph., 2004, « Décisions d'investissement et création de valeur », *Banque & Marchés*, n°70, juillet-août, 37-44. [**].
37. CHARREAUX G. et SCHATT A., 2005, « Les publications françaises en comptabilité et contrôle de gestion sur la période 1994-2003 : un état des lieux », *Comptabilité Contrôle Audit*, 11, 2, 5-38. [**]
38. CHARREAUX G. et SCHATT A., 2006, « La recherche française en finance : une perspective vue à travers les travaux des enseignants-chercheurs en gestion sur la période 1994-2003 », *Finance Contrôle Stratégie*, 9, 1, p. 239-271. [**]
39. CHARREAUX G. et SCHATT A., 2006, « La recherche française en gouvernance d'entreprise : un panorama », *Banque & Marchés*, 82, mai-juin, p. 7-23. [**]
40. CHATELIN C., 2004, « Gouvernance partenariale et performance organisationnelle : les enseignements des privatisations passées », *Revue Gouvernance*, vol.1, n°1. [n.c. S37 CNRS].
41. CHATELIN C., 2004, « Privatisation et gouvernance partenariale : enjeux théoriques et méthodologiques », *Revue des Sciences de Gestion - Direction et Gestion*, n°204, 89-108. [n.c. S37 CNRS].
42. CHATELIN C. et Trebucq, 2005, "Emergence des normes de gouvernance : une analyse sociologique du cas français », *Revue Sciences de Gestion (Economies et Sociétés)*, n°45, à paraître. [*]
43. Choppin-Ansidei J. et R. GUILLAIN, 2002, "Réorganisation spatiale de l'activité financière et émergence d'un nouveau centre : le cas de l'IFSC de Dublin", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°2, 217-238. [*]
44. COULON R., 2006, "Responsabilité sociale de l'entreprise et pratique de gestion des ressources humaines", *Revue de l'Organisation Responsable*, n°1, 48-64 [n.c. S37 CNRS].
45. COULON, R., 2006, « La gestion de la flexibilité du travail : pratiques et marges de manœuvre des RRH », *Gestion 2000*, n° 4, juillet août, à paraître. [*]
46. COULON R. et MERCIER S., 2002, « L'impact des TIC sur le travail et la gestion des compétences : le point de vue des RRH », *Gestion 2000*, n°6, novembre, 69-89. [*].
47. Djelassi S. et JM FERRANDI (2006), "L'influence de la perception du temps sur le comportement d'achat par catalogue", *Revue Française de Gestion*, 32, 162, 161-175. [*]
48. DESBRIERES Ph., 2002, « Les actionnaires salariés », *Revue Française de Gestion*, 28, 141, novembre-décembre, 255-281. [*].
49. DESBRIERES Ph. et SCHATT A, 2002, « L'incidence des LBO sur la politique d'investissement et la gestion opérationnelle des firmes acquises : le cas français », *Finance Contrôle Stratégie*, vol.5, n°4, décembre, 79-106. [**].
50. Duboz M.L., Edjo M., PICHERY M.C, 2003, "PECO et UE : peut-on parler de convergence ?", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.34, n°3, 157-174. [*]
51. DUPRAT J., 2002, « Les plans de stock-options : participation des responsables de divisions et de filiales », *La Revue des Sciences de Gestion, Direction et Gestion*, n°195, mai-juin, 91-100. [n.c. S37 CNRS].
52. Duyck J.-Y. et FILSER M., 2003, "Cinq ans de Colloque Etienne Thil : un indicateur de l'évolution des recherches françaises en distribution", *Revue des Sciences de Gestion*, 201-202, 115-125. [*]
53. EL AOUNI H. et Bouchet P., 2003, "Réflexion théorique sur la pertinence du modèle multi-attributs dans la communication : le cas du marché du tourisme sportif", *Revue Européenne de Management du sport*, 9, 179-212. [n.c. S37 CNRS].

54. ERTUR C. et KOCH W., 2005, "Analyse exploratoire des disparités régionales dans l'Europe élargie", *Région et Développement*, 21, 65-92. [*]
55. FERRANDI J.-M. et Valette-Florence P., 2002, "Premiers test et validation de la transposition d'une échelle de personnalité humaine aux marques", *Recherche et Applications en Marketing*, 17, 3, 21-40. (sélectionné dans l'International Abstracts of Research in Marketing de l'International Journal of Research in Marketing). [***]
56. FERRANDI J.-M., Merunka D. et Valette-Florence P., 2003, "La personnalité de la marque : bilan et perspectives", *Revue Française de Gestion*, 29, 145, juillet - août, 145-162. [*]
57. FILSER M., 2002, "Le marketing de la production d'expérience. Statut théorique et implications managériales", *Décisions Marketing*, 28, octobre, 13-22. [**]
58. FILSER M., 2003, "Le marketing sensoriel: la quête de l'intégration théorique et managériale", *Revue Française du Marketing*, 194, 4/5, septembre, 5-11. [*]
59. FILSER M., 2004, "La stratégie de la distribution : des interrogations managériales aux contributions académiques", *Revue Française du Marketing*, 198, juillet, 7-18. [*]
60. FILSER M., 2005, "Le management des activités culturelles et de loisirs: questions stratégiques et état des recherches académiques", *Management et avenir*, 5, Juin, 2005, 179-189. [n.c. S37 CNRS]
61. FILSER M., 2006, "Note de lecture. L'Opéra de Paris. Gouverner une grande institution culturelle", *Revue Française de Gestion*, 32, 162, 181-183 [*]
62. FILSER M. et Plichon V., 2004, "La valeur du comportement de magasinage. Statut théorique et apports au positionnement de l'enseigne", *Revue Française de Gestion*, 30, 148, janvier, 29-44. [*]
63. FILSER M., PULH M. et BOURGEON-RENAULT D., 2003, "Le marketing du spectacle vivant. Du comportement du public aux options stratégiques", *Revue Française de Gestion*, 29, 142, janvier, 113-127. [*]
64. GADREAU M., Jaffre D., 2004, « L'arbitrage efficacité-équité et la nouvelle politique hospitalière en France », *Politiques et Management Public*, juin, vol 22, n°4, 95-113. [n.c. S37 CNRS]
65. GADREAU M., Pélissier F., 2003, « Le Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville, un instrument adapté pour la recomposition en réseaux du système de santé français ? Une approche économique », *Revue Française des Affaires Sociales*, mars, n°1, 325-344. [n.c. S37 CNRS]
66. GODARD L., 2002, "La taille du conseil d'administration : déterminants et impact sur la performance", *Revue Sciences de Gestion*, n°33, 125-148. [*]
67. GODARD L., 2005 « Stratégie de diversification et structure de propriété des entreprises françaises », *Banque & Marchés*, n° 79, novembre-décembre, 44-55. [**]
68. GODARD L., 2006, : « Les spécificités des comités stratégiques et de leurs membres : le cas de la France », *Gestion 2000*, vol.23, n°3, p.165-188. [*]
69. GODARD L. et Poincelot D., 2006, « Performances boursières et conflits d'intérêts, suite à l'introduction en bourse : le cas français », *Revue Sciences de Gestion*, n°47, pp.55-79. [n.c. S37 CNRS].
70. GODARD L. et SCHATT A., 2005, « Faut-il limiter le cumul des fonctions dans les conseils d'administration ? Le cas français », *La Revue des Sciences de Gestion, Direction & Gestion*, n°213, 61-72. [n.c. S37 CNRS].
71. GODARD L. et SCHATT A., 2005, « Les déterminants de la "qualité" des conseils d'administration français », *Gestion 2000*, vol.22, n°4, 81-100. [*]
72. GODARD L. et SCHATT A., 2005, « Caractéristiques et fonctionnement des conseils d'administration français : un état des lieux », *Revue Française de Gestion*, 31, 158, sept-oct., 69-87. [*]

73. GOUJON D. et Dacheux E., 2002, « De nouveaux outils pour comprendre l'économie solidaire », *RECMA Revue internationale d'économie sociale*, mai, n°284, 60-75. [n.c. S37 CNRS]
74. GOUJON D. et Poisat J., 2003, « L'hôpital, un espace public aux vertus solidaires ? », *Hermès*, septembre, n°36, 201-218. [n.c. S37 CNRS]
75. GOUJON D. et Poisat J., 2005, « L'hôpital public et économie solidaire : réflexion autour d'un exemple français », *Economie et solidarités*, printemps, vol 36, n°1, à paraître [n.c. S37 CNRS]
76. GRAILLOT L., 2004, "Une approche du phénomène d'hyperréalité à partir d'études des parcs Disney", *Décisions Marketing*, 34, 41-52. [**]
77. GRAILLOT L., 2005, "Réalités (ou apparences?) de l'hyperréalité : une application au cas du tourisme de loisirs", *Recherches et Applications en Marketing*, 20, 1, 1-21. [***]
78. Guery-Stévenot A., GUERY L. (2006), « L'influence des Capital Investisseurs sur la gestion des ressources humaines des entreprises financées : dimensions, enjeux et limites », *Gestion 2000*, n°3, p.119-163. [*]
79. HERVE F., 2003, « L'impact de l'activisme des fonds de pension américains : l'exemple du Conseil des Investisseurs Institutionnels », *Banque & Marchés*, janvier-février, n°62, 28-38. [**].
80. HERVE F., 2003, « La persistance de la performance des fonds de pension individuels britanniques : une étude empirique sur des fonds investis en actions et des fonds obligataires », *Finance Contrôle Stratégie*, septembre, vol.6, n°3, 41-77. [**].
81. HERVE F., 2006, "Les performances des fonds de pension britanniques investis en actions dépendent-elles des phases de marché ?" *Banque & Marchés*, à paraître. [**]
82. HUBRECHT A., Dietsch M. et GUERRA F., 2005, « Mesure de la performance des agences bancaires par une approche DEA », *Finance Contrôle Stratégie*, vol. 8, n° 2, juin, 133-174. [**]
83. Labelle R. et SCHATT A., 2005, « Structure de propriété et communication financière des entreprises françaises », *Finance Contrôle Stratégie*, vol. 8, n° 3, septembre, 77-104. [**]
84. LEBRUN A.M., 2002, "Le rôle de la familiarité du contexte d'achat sur la tendance au comportement exploratoire et à la recherche de variété. Le cas du tourisme urbain", *Revue Française du Marketing*, n°186, 2002/1, 53-72. [*]
85. LE GALLO J., 2002, "Econométrie spatiale : l'autocorrélation spatiale dans les modèles de régression linéaire", *Economie et Prévision*, vol. 155, n° 4, 139-158. [**].
86. LE GALLO J., 2004, "Hétérogénéité spatiale, principes et méthodes", *Economie et Prévision*, vol. 162, 151-172 [**]
87. LICHTLE M.-C, 2002, "Couleur d'une annonce publicitaire, goût des individus vis-à-vis de la couleur et perception des marques", *Décisions Marketing*, 26, 2, 29-35. [**]
88. LICHTLE M.-C, 2002, "Etude expérimentale de l'impact de la couleur d'une annonce publicitaire sur l'attitude envers l'annonce", *Recherche et Applications en Marketing*, 17, 2, 23-39. [***]
89. LICHTLE M.-C. et Plichon V., 2005, "La diversité des états affectifs ressentis dans un point de vente", *Décisions Marketing*, 39, 33-42. [**]
90. LICHTLE M.-C., Llosa S. et Plichon V., 2002, "La contribution des différents éléments d'une grande surface alimentaire à la satisfaction du client", *Recherche et Applications en Marketing*, 17, 4, 23-34. [***]
91. MARTEAUX S. et M. FILSER (2006), "Comment renouveler la stratégie marketing ? Quand le cinéma peut inspirer les stratèges", *Décisions Marketing*, à paraître. [**]
92. MARTEAUX S. et MENCARELLI R. (2005), "Proposition d'enrichissement autour du concept de valeur", *Management et Avenir*, 5, 161 - 178. [n.c. S37 CNRS].

93. MERCIER S., 2002, « Une typologie de la formalisation de l'éthique en entreprise : l'analyse de contenu de 50 documents », *Revue de Gestion des Ressources Humaines*, n°43, janvier-février-mars, 34-49. [*].
94. NOTEBAERT J-F (2005), L'interface homme-machine en commerce électronique : vers une création de lien social comme outil de positionnement stratégique, *Revue Française du Marketing*, 205, 5, 71-89. [*]
95. ONNÉE S., 2002, « Impact financier et organisationnel des retraits volontaires de la cote : le cas français », *Revue Sciences de Gestion (Iseor)*, n°32, printemps, 77-105. [*].
96. PIÉGAY P. et Rochon L.-P., 2004, « Théories monétaires post-keynésiennes », *Économie Appliquée*, tome LVII, n°4, 163-186. [*]
97. POINCELOT E., 2003, « L'incidence de la fiscalité sur l'évolution des structures d'endettement des entreprises françaises », *Revue Sciences de Gestion (ISEOR)*, n°38, 51-73. [*]
98. POINCELOT E. et WEGMANN G., 2005, « Utilisation des indicateurs non financiers pour évaluer ou piloter la performance : une analyse théorique », *Revue Comptabilité-Contrôle-Audit*, 11, 2, 109-125. [**]
99. PULH M., BOURGEON D. et Bouchet P., 2005, "Spectacles vivants, logiques de consommation et construction d'expériences : le paradoxe d'une offre à la fois unique et plurielle", *Décisions Marketing*, 37, 57-66. [**]
100. ROY T., 2006, "Amortissement du goodwill: une divergence France/IFRS qui subsiste ", *Revue Française de Comptabilité*, 386, Mars, p.34-36. [*]
101. ROTH F., 2002, « La gouvernance des entreprises d'assurance : les atouts des formes mutuelles », *Revue d'économie financière*, n°3, 67, 181-192. [*].
102. SCHATT A., 2005, « Les erreurs de prévision de bénéfices : le cas des introductions en bourse en France », *Sciences de Gestion*, 47, p. 81-102. [*]
103. SCHATT A. et Mpasinas T., 2005, « Peut-on expliquer l'amplitude des primes d'acquisition ? Le cas des entreprises de haute-technologie cotées au NASDAQ », *Banque & Marchés*, n° 76, mai-juin, 52-60. [**]
104. SCHATT A. et Roy T., 2005, « Etude des déterminants de la prime d'acquisition d'un bloc de contrôle : le cas de la France », *La Revue du Financier*, 149-150, 17-30. [n.c. S37 CNRS].
105. Tabutiaux A., GADREAU M., Huichard S., 2003, « Les réseaux de soins expérimentaux : une opportunité pour favoriser le bon usage du médicament », *Journal d'Economie Médicale*, vol 21, n°3, 123-136. [**]
106. TIZIO S., 2003, « Les deux modèles polaires de politique sanitaire dans les pays en développement », *Économies et Sociétés*, série F, n° 41, septembre, 1261-1278. [n.c. S37 CNRS]
107. TIZIO S., 2004, « Entre Etat et marché : une nouvelle régulation sanitaire pour les pays en développement », *Revue Tiers Monde*, T XLV, n°178, juillet-sept 2004, 643-663. [*]
108. TIZIO S., 2004, « Etats de santé et systèmes de soins dans les pays en développement. La contribution des politiques de santé au développement durable », *Mondes en Développement*, vol. 32, n°127, p 99-115. [n.c. S37 CNRS]
109. TIZIO S., 2004, « Quelle légitimité pour les politiques de santé face aux objectifs de développement durable ? », *Développement Durable et Territoires*, dossier n°3, février. www.revue-ddt.org/. [n.c. S37 CNRS]
110. TIZIO S., 2006, "Trajectoires socio-économiques de la régulation des politiques de santé dans les pays en développement : une problématique institutionnelle », *Mondes en développement*, à paraître. [n.c. S37 CNRS]
111. Valette-Florence P., FERRANDI J.-M. et Roehrich G., 2003, "Apport des chaînages cognitifs à la segmentation des marchés", *Décisions Marketing*, 32, 31-43. [**]
112. Wolff N., Biquet C., Wallon M., GADREAU M., Quantin C., Lejeune C., 2004, « Toxoplasmose congénitale en France : estimation de la rentabilité des stratégies de prévention à partir des

études médico-économiques existantes », *Journal d'Economie Médicale*, vol 22, n°4, 189-206. [**]

3. OUVRAGES SCIENTIFIQUES (OUV)

1. Carminatti-Marchand G. et PAQUEROT M., 2003, *Faut-il confier les entreprises aux X et aux Enarques ?*, Collection Expertise et recherche, E-theque.
2. Duchamp D., GUERY L. (2006), *La gestion des ressources humaines*, Nathan, collection Repères Pratiques, à paraître.
3. Dufrenot G. et SULTAN-TAIEB H., 2002, *Stratégies économiques des entreprises*, Economica, Paris, 200 pages.
4. MERCIER S., 2003, *A Etica nas empresas*, Porto (Portugal), Edições Afrontamento, 94 pages.
5. MERCIER S., 2004, *L'éthique dans les entreprises*, Paris, Editions La Découverte, Repères n° 263, 2e édition, 121 pages.
6. WEGMANN G. (2006), *Pilotage des coûts et des performances - Une lecture critique des innovations en contrôle de gestion*, Editions EMS, Management et Société, à paraître.

4. DIRECTION D'OUVRAGES ET DE N° SPECIAUX DE REVUES (DIR)

1. Batifoulier P., GADREAU M. (dir.), 2005, *Ethique médicale et politique de santé*, Economica, 223 p.
2. BEJEAN S. et PEYRON C. (eds), 2002, *Santé, règles et rationalité*. Economica.
3. Breton A., Galeotti G, SALMON, P et Wintrobe, R. (eds), 2003, *Rational Foundations of Democratic Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
4. Breton A., Galeotti G, SALMON, P et Wintrobe, R. (eds), 2002, *Political Extremism and Rationality* ; Cambridge, Cambridge University Press.
5. Filser M., 2005, "Management des activités culturelles et de loisirs", *Management et Avenir*, 5, juin.
6. Moatti J.P., B. Coriat, Y. Souteyrand, T. Barnett, J. Dumoulin et Y.A FLORI (eds), 2003, «*Expanding HIV/AIDS care in developing Countries : Economic issues and challenges*», Paris, ANRS.
7. PIÉGAY P. et Rochon L.-P. (dir), 2003, *Théories Monétaires Post Keynésiennes*, Paris, Economica, 261 pages.
8. GNOS C. et Rochon L.-P. (dir.), 2004, « Symposium on Reforming the International Monetary and Financial Architecture », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.26, n°4. [**]
9. GNOS C. et Rochon L.-P. (dir.), 2005, « What is next for the Washington consensus? The Fifteenth Anniversary, 1989-2004 », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.27, n°2. [**]
10. GNOS C. et Rochon L.-P. (dir.), 2006, *Post Keynesian Principles of Economic Policy*. Cheltenham: Elgar, à paraître
11. GNOS C. et Rochon L.-P. (dir.), 2006, *The Keynesian Multiplier*. Co-direction avec Louis-Philippe Rochon, London and New-York: Routledge, à paraître.
12. de MESNARD L. (coord.), 2004, "Biporportional Techniques in Input-Output Analysis", *Economic Systems Research*, 16, 2. [n.c. S37 CNRS]

5. CHAPITRES D'OUVRAGES (CHAP)

1. Albouy M. et SCHATT A., 2005, « Activisme des actionnaires minoritaires, *proxy-fights* et gouvernement des entreprises », in H. de La Bruslerie (coord.) *Le Gouvernement d'entreprise*, à paraître.
2. Bailly, J.-L. et GNOS, C., 2003, « Définition et intégration de la monnaie : l'apport de la thèse de l'endogénéité », in Piegay et Rochon L.-P. (eds), *Théories monétaires post Keynésiennes*, Paris, Economica, 243-258.
3. Batifoulier P., GADREAU M., 2005, « Dénaturaliser l'éthique médicale », in : *Ethique médicale et politique de santé*, Economica, 1-33.
4. Batifoulier P., GADREAU M., 2006, Régulation et coordination du système de santé. Des institutions invisibles à la politique économique, in : Eymard-Duvernay F. (ed), *L'économie des conventions, méthodes et résultats. Tome 2 développements*, La Découverte.
5. BAUMONT C. et F. BOURDON, 2006, "Les nouvelles formes urbaines : entre multipolarisation et suburbanisation des emplois. Le cas de la Communauté de l'Agglomération Dijonnaise (1990 ;1999)", in Rallet A. et A. Torre, (eds), *Les nouvelles proximités urbaines*, L'Harmattan, Collection Géographie en Liberté, à paraître.
6. BAUMONT C. et C. BOITEUX-ORAIN, 2006, « La culture en Île-de-France : toujours une histoire de centralité urbaine », in Larceneux A. (ed), *Organisation territoriale et dynamique de l'emploi des franges franciliennes*, 2006, Presses Universitaires de Dijon, à paraître.
7. BAUMONT C. ERTUR C. et J. Le Gallo, 2003, "Spatial Convergence Clubs and the European Regional Growth Process, 1980-1995", in B. Fingleton (ed), *European Regional Growth*, Advances in Spatial Science series, Springer Verlag, 131-158.
8. BÉJEAN S., 2002, "Simon : From substantial to procedural rationality". In Greffe X., Lallement J. et De Vroey M. (eds) : *Dictionnaire des Grandes Œuvres Économiques*, Dalloz, 515-523.
9. BEJEAN S. et PEYRON C., 2002, « Introduction » in Béjean S. et Peyron C. (eds) : *Santé, règles et rationalité*. Economica, 1-9.
10. BEJEAN S. et PEYRON C., 2002, « Conventions et décisions d'activité du médecin » in Béjean S. et Peyron C. (eds) : *Santé, règles et rationalité*. Economica, 203-228.
11. BEJEAN S. et PEYRON C., 2002, « Politiques de santé et économie des conventions. L'économie des conventions permet-elle de comprendre et de juger les politiques publiques ? » in Béjean S. et Peyron C. (eds.) : *Santé, règles et rationalité*. Economica, 319-346.
12. BODET G. et Meurgey B. (2005), « La représentation sociale des clubs de forme : un outil de communication ? » in Bouchet P. et Sobry C. (éds), *Management et marketing du sport : du local au global*, Presses Universitaires du Septentrion, pp. 125-141.
13. BOURDEAU-LEPAGE L. 2002, "Convergence-divergence régionale dans une économie en transition : le cas de la Pologne", in : W. Andreff, *Analyses économiques de la transition*, La Découverte, Collection Recherche, Paris, 61-100.
14. BOURDEAU-LEPAGE L., 2005, "Advanced Services and City Globalization on the Eastern Fringe of Europe", in: Vandermotten, C. and Borsdorf A. (Ed.), *Advanced Services, Metropolitan Dynamics and Urban Policy-making in Europe*, à paraître.
15. BOURDEAU-LEPAGE L. 2006, "Varsovie, une nouvelle métropole", *GaWC Research Bulletin 142(A)*, Loughborough University : Global and World Cities Study Group and Network. En ligne : <http://www.lboro.ac.uk/gawc/rb/rb142.html>, in Rallet A. et Torre A. (eds) *Les nouvelles proximités urbaines*, L'Harmattan, Collection Géographie en Liberté, à paraître.
16. BOURDEAU-LEPAGE L. et HURIOT J.-M., 2002, "Local Interactions and the Global City. Metropolization in Warsaw", in : *Wspolczesne formy osadnictwa miejskiego i ich przemiany*, Lodz, 289-302.

17. BOURDEAU-LEPAGE L., HURIOT J.-M., 2005, « La métropolisation: thème et variations », in Buisson M.-A. et Mignot D. (Ed.) : *Concentration économique et ségrégation spatiale*, Bruxelles, De Boeck, 39-64.
18. BOURGEON D. (2006) "Les effets de la gratuité sur les comportements de visite" , in Petr C., A. Gombault, D. Bourgeon, M. Le Gall-Ely et C. Urbain (eds), *La gratuité dans les Musées et les Monuments Nationaux : Représentations et Pratiques*, Paris, La Documentation Française, Collection « Questions de Culture »..
19. Bradley X., PIÉGAY P. et Rossi S., 2003, « Taux d'intérêt et "propriétés fondamentales" de la monnaie », in PIÉGAY P. et Rochon L.-P.(dir), *Théories Monétaires Post Keynésiennes*. Paris, Economica, 226-242.
20. Breton A. et SALMON P., 2003, « Constitutional rules and competitive politics : their effects on secessionism », in A. Breton, G. Galeotti, P. SALMON et R. Wintrobe (dir), *Rational Foundations of Democratic Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 222-246.
21. Cartelier J., DESMEDT L., Gillard L., Le Maux L., Scialom L., 2004, « La transition vers les systèmes de crédit : fortunes et infortunes diverses », in B. Théret (dir), *La monnaie dévoilée par ses crises*. Paris, Odile Jacob, à paraître.
22. CARTIER J.B., 2002, « Filiales à 100% et Architecture Organisationnelle : le développement sous forme de SAS (Société par Actions Simplifiée) », in T. Froehlicher et B. Walliser (coord.), *Métamorphoses des Organisations*, 3ème colloque du GREFIGE, Vittel, 23-25 octobre, CD-Rom, (Actes sous format papier : l'Harmattan, 2003, 201-223).
23. CHARREAUX G., 2002, « Positive Agency Theory : Place and Contributions », in E. Brousseau et M. Glachant, *The Economics of Contract in Prospect and Retrospect*, Cambridge University Press, October, 251-270.
24. CHARREAUX G., 2003, « Le gouvernement d'entreprise », in J. Allouche (coord.), *Encyclopédie des ressources humaines*, Vuibert, septembre, 628-640.
25. CHARREAUX G., 2003, « Michael Jensen : le pionnier de la finance organisationnelle », in M. Albouy (coord.), *Les grands auteurs en finance*, Éditions Management & Sociétés, mai, 121-145.
26. CHARREAUX G., 2005, « La création de valeur par l'université: une perspective partenariale », in F. Le Roy et M. Marchesnay (coord.), *La responsabilité sociale de l'entreprise, Mélanges en l'honneur du professeur Roland Pérez*, Editions EMS, juin, p. 95-106.
27. CHARREAUX G., 2005, « Michael Jensen - la théorie positive de l'agence et ses applications à l'architecture et à la gouvernance des organisations », in J.M. Glachant et al. (coord.), *Les grands auteurs en économie des organisations*, Editions EMS, à paraître.
28. CHARREAUX G. (2006), « Les théories de la gouvernance : de la gouvernance des entreprises à la gouvernance des systèmes nationaux », in A. Naciri (Dir.), *Traité de gouvernance corporative - Théories et pratiques à travers le monde*, Les Presses de l'Université de Laval, p. 57-113.
29. CHATELIN C. 2002, « La privatisation d'Air France : un test de la théorie de la gouvernance partenariale », *Sciences de Gestion et Pratiques Managériales*, Réseau des IAE, Paris, Economica, Collection Gestion, 225-238.
30. COULON R. et MERCIER S., 2002, « Le développement des technologies de l'information : Comment préserver la vie privée des salariés ? », in Kalika M. (coord.) : *e-GRH : révolution ou évolution ?*, Paris, Editions Liaisons, 171-194.
31. DESMEDT L., 2004, « La Banque d'Angleterre, la crise et la réforme monétaire : 1694-1699 », in B. Théret (dir) : *La monnaie dévoilée par ses crises*. Paris, Odile Jacob, à paraître.
32. Dumoulin J., Y.A. FLORI, Ph. Vinard, Th. Borel, 2003, "World Market Strategies for Drugs to fight AIDS" in J. Moatti, B. Coriat, Y. Souteyrand, T. Barnett, J. Dumoulin, Y.A FLORI (eds) : *Economics of AIDS and Access to HIV/AIDS care in developing Countries : Issues and Challenges*, ANRS, 213-246.

33. EL AOUNI H., Bouchet P., 2004. « Développement des communications et stratégies de communication des prestataires de tourisme sportif ». in P. Bouchet & M. Kaach (eds) *Afrique francophone et développement du sport : du mythe à la réalité*. Paris, L'Harmattan.
34. ERTUR C., KOCH W., 2006, "Disparités régionales et interactions spatiales dans l'Europe élargie", *Convergence et dynamique d'innovation au sein de l'Espace Européen*, Capron H. (Ed.), Editions De Boeck, à paraître.
35. ERTUR C. et Le Gallo J., 2003, "An Exploratory Spatial Data Analysis of European Regional Disparities, 1980-1995", in B. Fingleton (ed), *European Regional Growth*, Advances in Spatial Science series, Springer Verlag, Chap. 2, 55-98.
36. ERTUR C., Le Gallo J. et LeSage J., 2005, "Local versus global convergence in Europe: A bayesian spatial econometric approach", in: Trivez F.J., Mur J., Angulo A., Kaabia M.B. and Catalan B. (Eds.), *Contributions in Spatial Econometrics*, Copy Center Digital, Zaragoza, pp. 195-226.
37. FILSER M., 2002, "Faut-il des théories pour gérer la distribution?", in : Vincent Giard et Hervé Penan, (eds), *Sciences de gestion et pratiques managériales*, Economica, Paris, 123-131.
38. FILSER M., 2003, "Vingt ans de recherches en comportement du consommateur", in : Rémy, I. Garabuau-Moussaoui, D. Desjeux et M. Filser, (eds), *Sociétés, Consommation et Consommateurs*, L'Harmattan, 15-20.
39. FILSER M., 2005, "Commercialisation", in: *MBA*, Editions d'Organisation, Paris, 2005, pp.277-307.
40. FILSER M., 2005, "Les distributeurs extérieurs", in : Manuel de Gestion, Armand Dayan (éd.), 2^{ème} éd., Ellipses AUF, Paris, pp.453-470.
41. FILSER M., 2005, Préface, in Badot Olivier et Marc Benoun (eds), *Commerce et distribution : prospective et stratégies*, Economica, Paris.
42. FLORI Y.A., 2002, "Funding the health care system and health insurance : institutional issues", in S. Hammer, J.P. Moatti, I.N. Doyle (eds) : *Improving access to care in developing countries : lessons for practices, research and partnership*, WHO, UNAIDS, Genève, traduction française en 2003.
43. FLORI Y.A., 2005, « La contractualisation avec les bailleurs de fonds : vers une perte d'influence de spécificité des ONG ? », in S. Chiffolleau (dir) *Politiques de santé sous influence internationale, Afrique, Moyen-Orient*. Paris, Editions Maisonneuve et Larose - Servedit/ Maison de l'Orient et de la Méditerranée, (collection Orient-Méditerranée).
44. Gavand A. et MERCIER S., 2005, « Les attentes des salariés en matière d'éthique organisationnelle » in J.M. Peretti (dir.) *Tous Reconnus*, Editions d'Organisation, 249-255.
45. GNOS C., 2006, "The Multiplier, the Finance Motive and the Principle of Effective Demand : a Coherent Framework", in C. Gnos and L.-P. Rochon (eds), *The Keynesian Multiplier*, London and New-York : Routledge (à paraître).
46. GNOS C. 2006, "Accounting identities: more than just bookkeeping conventions", in M. Setterfield (ed.), *Complexity, Endogenous Money and Macroeconomic Theory*, Cheltenham: Elgar., pp. 21-35.
47. GNOS C., 2006, "The French circuit theory", in A. Arestis and M. Sawyer, *Handbook of Alternative Monetary Economics*, Cheltenham: Elgar (à paraître).
48. GNOS C., 2006, "The impact of multinational banking on domestic banking" (avec LP Rochon), in P. Arestis, J. Ferreira and F. Serrano (eds), *Financial Developments in National and International Markets*, Basingstoke and New York: Palgrave Macmillan, pp. 176-89.
49. GNOS C., 2006, "Reforming the international monetary system; an assessment", in LP Rochon and S. Rossi, *Monetary and Financial Systems: A Global View of Financial Crises*, Cheltenham: Elgar.

50. GNOS C., 2005 "L'économie d'échange, une fable? La contribution de James Steuart à la théorie de l'économie monétaire de production », in : G. Bensimon et JP Potier, *Histoire des représentations du marché*, Paris : Michel Houdiard, 214-230.
51. GNOS C., 2005, "Circuit Theory and the Employment Issue", in G. Fontana and R. Realforzo, *Monetary Theory of Production, Tradition and Perspectives*, Basingstoke and New York: Palgrave Macmillan, pp. 173-183.
52. GNOS C. , 2004, " Keynes's Theory of Employment Standing in Sharp Contrast to the New Keynesian Interpretation of It", in M. Forstater and L.R. Wray (eds), *Contemporary Post Keynesian Analysis*, Cheltenham: Elgar, pp. 301-309.
53. GNOS C., 2003, « Circuit Theory as an Explanation of the Complex Real World », in L.-P. Rochon et S. Rossi (eds), *Modern Theories of Money*, Cheltenham : E. Elgar, 322-338.
54. GNOS C., 2003, « The Employment Issue : Post Keynesian Economics Challenging New Keynesian Economics », in E. Hein, A. Heise, and A. Truger (eds), *Neue Keynesianismus, der neue wirtschaftspolitische Mainstream?*, Marburg : Metropolis, 117-133.
55. GNOS C, 2002, « Les Etats-Nations européens à l'épreuve de la monnaie unique », in F. Hervouët (ed.), *Démarche communautaire et construction européenne*, Paris : La Documentation Française.
56. GNOS C., A. Parguez et M. Seccareccia, 2003, « The Theory and Practice of European Monetary Integration : Lessons for North America », in L.-Rochon and M. Seccareccia (eds), *Dollarization, Lessons from Europe and the Americas*, London, Routledge, 48-69.
57. GNOS C. and LP Rochon, 2006, "The impact of multinational banking on domestic banking", in P. Arestis, J. Ferreiro and F. Serrano (eds), *Financial Developments in National and International Markets*, Basingstoke and New York: Palgrave Macmillan, pp. 176-89.
58. GOUJON D., Dacheux E. et Ternaux P., 2003, « Mondialisation et mutations du travail : une solution alternative, l'économie solidaire ? », in C. Euzeby (dir) : *Mondialisation et régulation*, Paris, L'harmattan, 607-621.
59. GOUJON D. et Dacheux E., 2002, «L'économie solidaire : une alternative au libéralisme ? » in M. Tremblay, P.A. Tremblay et S. Tremblay, *Développement local, économie sociale et démocratie locale*, Montréal, Presses Universitaires du Québec, 181-192.
60. GRAILLOT L. et Badot O. (2006), "Marketing mediterraneo" o "Marketing iperreale": un tentativo di chiarificazione a partire dal caso dei negozi "L'Occitane", *Marketing Mediterraneo - Tra metafora e territorio*, eds A. Carù et B. Cova, Milan, Egea, 27-83.
61. GUERY L., Mercier E., Mottay D., Schmidt G., 2004, « Flexibilités et performances dans les centres d'appels : le cas de France Télécom », in Beaujolin-Bellet R. (dir.), *Flexibilités et performances ; Stratégies d'entreprises, régulations, transformations du travail*, Chap. 5, Paris, La Découverte, Collection Recherches.
62. GUILLAIN R. et Le Gallo J., 2006, "La localisation des activités économiques dans la région Ile-de-France : identification des " clusters " à l'aide de l'analyse exploratoire des données spatiales", in: Larceneux A. (Ed.), *Organisation territoriale et dynamique de l'emploi des franges franciliennes*, Presses Universitaires de Dijon, à paraître.
63. HURIOT J.-M., 2004, "Concentration and dispersal of employment in French Cities", in : Richardson H. W. and Bae C.H.C., *Urban Sprawl in Western Europe and United States*, Aldershot, Burlington, Ashgate.
64. Labelle R., SCHATT A. et Sinclair-Desgagné B., 2006, « Corporate sustainability reporting », in J. Allouche (coord.), *Corporate Social Responsibility*, volume 1 : Concepts, Accountability and Reporting, Palgrave MacMillan, février 2006, 240-253.
65. Le GALLO J., ERTUR C. et C. BAUMONT, 2003, "A Spatial Econometric Analysis of Convergence across European Regions, 1980-1995", in B. Fingleton (ed), *European Regional Growth*, Advances in Spatial Science series, Springer Verlag, Chap. 3, 99-130.
66. MARSAL Ch., 2005, "Les systèmes d'information de pilotage :les tableaux de bord", en collaboration avec D. Travaillé, in *Encyclopédie de l'informatique*, Vuibert, à paraître novembre.

67. Manigart S., Locket A., Wright M, Sarika Pruthi, Harry Sapienza, Ulrich Hommel DESBRIÈRES Ph., 2006, "Venture capital investors, capital markets, valuation and information: US, Europe and Asia", *International Entrepreneurship*, B. M. Oviatt et P. P. McDougall (eds), Edward Elgar Publishing, 2007, à paraître.
68. MERCIER S., 2003, « La formalisation de l'éthique en entreprise : un état des lieux » in Lauriol J. et Mesure H. (coord.), *L'éthique d'entreprise à la croisée des chemins*, Paris, L'Harmattan, 67-91.
69. MERCIER S. (2006), « La théorie des parties prenantes : une synthèse de la littérature », in *Décider avec les parties prenantes*, M. Bonnafous-Boucher (coord.), Editions La Découverte, à paraître.
70. MERCIER S. et Muller R., 2002, « Les systèmes de recours internes : outils de justice procédurale ou maîtrise de la communication sur le conflit interpersonnel ? », in Réseau des IAE (collectif) : *Sciences de gestion et pratiques managériales*, Paris, Economica, 275-286.
71. PERREUR J., 2002, "La localisation des entreprises : les approches des économistes", in Cliquet G., Josselin J.M.(eds), *Localisation des entreprises commerciales, industrielles et des services publics dans l'espace européen : théories et pratiques*, Bruxelles, De Boeck, 19-37.
72. PIÉGAY P., 2003, « Post Keynesian Controversies on Endogenous Money : An Alternative Interpretation », in Rochon L.-P. et Rossi S. (eds), *Modern Theories of Money*. Cheltenham, Edward Elgar, 246-262.
73. PIÉGAY P. et Rochon L.-P., 2003, « Monnaie endogène et économies monétaires de production : l'apport des théories monétaires post keynésiennes », in P. PIÉGAY et Rochon L.-P. (dir), *Théories Monétaires Post Keynésiennes*. Paris, Economica, 1-14.
74. SALMON P., 2002, « Decentralization and supranationality : the case of the European Union », in E. Ahmad et V. Tanzi (dir) : *Managing Fiscal Decentralization*. Londres, Routledge, 99-121.
75. SALMON P., 2002, « La Logique de l'action collective de Mancur Olson », in X. Greffe, J. Lallement et M. de Vroey (dir) : *Dictionnaire des grandes oeuvres économiques*. Paris, Dalloz, 414-21.
76. SALMON P., 2002, « Extremism and monomania », in A. Breton, G. Galeotti, P. SALMON et R. Wintrobe (dir) : *Political Extremism and Rationality*. Cambridge, Cambridge University Press, 69-88.
77. SALMON P., 2003, « Assigning powers in the European Union in the light of yardstick competition among governments », in M.J. Holler, H. Kliemt, D. Schmidtchen et M.E. Streit (dir) : *Jahrbuch für Neue Politische Ökonomie*, volume 22, European Governance. Tübingen : Mohr Siebeck, 197-216.
78. SALMON P., 2003, « Accounting for centralization in the European Union : Niskanen, Monnet or Thatcher ? », in J.-M. Josselin et A. Marciano (dir) : *From Economic to Legal Competition : New Perspectives on Law and Institutions in Europe*. Cheltenham (UK), Edward Elgar, 165-91.
79. SALMON P., 2004, « The assignment of powers in an open-ended European Union », in C. B. Blankart et D. C. Mueller (dir) : *A Constitution for the European Union*. Cambridge (Mass.), The MIT Press, 37-60.
80. SALMON P., 2004, « Science économique et sens commun : trois thèses sur leurs relations réciproques », in P. Guenancia et J.-P. Sylvestre (dir) : *Le sens commun : théories et pratiques*. Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 185-198.
81. SALMON P., 2005, "Governing the economy of the European Union: what scope for new constitutional provisions?" in U. Morelli (dir): *A Constitution for the European Union: Sovereignty, Representation, Competences, Constituent Process*, Milan, Giuffrè Editore, p. 257-269.
82. SALMON P., 2005, "Horizontal competition among governments", in E. Ahmad et G. Brosio (dir): *Handbook of Fiscal Federalism*, Cheltenham, Edward Elgar, à paraître.

83. SALMON P., 2005, "Bijural services as factors of production" (col. Albert Breton), in A. Breton et M. J. Trebilcock (dir): *Bijuralism: An Economic Approach*, Aldershot, Ashgate (trad fr. Paris, Editions Elska), à paraître.
84. SALMON P., 2005, "L'apport informatif des rapports *Doing Business* est précieux mais attention aux effets pervers", in G. Canivet et M.-A. Frison-Roche (dir) : *Mesurer l'efficacité économique du droit*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (LGDJ).
85. SALMON P., 2006, "Acquiescence to opacity" (col. Alain Wolfelsperger), in Albert Breton, Gianluigi Galeotti, Pierre SALMON et Robert Wintrobe (dir), *The Economics of Transparency in Politics*, Aldershot, Ashgate, à paraître
86. SALMON P., 2006, "Political yardstick competition and corporate governance in the European Union", in Guido Ferrarini et Eddy Wymeersch (dir), *Investor Protection in Europe: Regulatory Competition and Harmonization*, Oxford, Oxford University Press, à paraître
87. SALMON P., 2006, "Qu'est-ce qui représente quoi? Réflexions sur la nature et le rôle des modèles en économie", in Alain Leroux et Pierre Livet (dir), *Leçons de philosophie économique, tome3: Science économique et philosophie des sciences*, Paris, Economica, à paraître
88. SALMON P., 2006, "France: forces shaping centralization and decentralization in environmental policymaking" (col. Albert Breton), in Albert Breton, Giorgio Brosio, Silvana Dalmazzone et Giovanna Garrone (dir), *Environmental Governance and Decentralization: Country Studies*, Cheltenham, Edward Elgar, à paraître.
89. SCHNEIDER-BUNNER C., 2002, «Sen A. K. On Economic Inequality», in X. Greffe, J. Lallement et M. De Vroey (eds), *Dictionnaire des grandes œuvres économiques*, Paris, Dalloz, 508-515.
90. Sirieix L. et M. FILSER, 2003, "La valorisation de l'expérience de restauration hors-domicile", in : E. Rémy, I. Garabuau-Moussaoui, D. Desjeux et M. Filser, (eds), *Sociétés, Consommation et Consommateurs*, L'Harmattan, 113-126.
91. SULTAN-TAIEB H., 2002, "Le bouleversement du compromis social dans l'industrie post-soviétique : la spécificité de Moscou parmi les villes russes", in : Haeringer P., *La refondation mégapolitaine, Tome 1 : L'Eurasie post-communiste*, Centre de prospective et de veille scientifique (Ministère de l'Équipement) et Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Paris, 57-63.
92. TIZIO S., 2003, « Politique de santé et développement durable : quelle alternative pour les pays en développement ? », in Euzéby C. et al. (dir) : *Mondialisation et régulations sociales*, Paris, l'Harmattan, 341 - 354.
93. TIZIO S., 2005, « Participation communautaire et rôle de l'État dans les politiques de santé. Quand un dogme chasse l'autre », in S. Chiffolleau, (dir) : *Politiques de santé sous influence internationale, Afrique, Moyen-Orient*. Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 31-46

6. RAPPORTS DE RECHERCHE (RAP)

1. BAUMONT C., 2003, *Analyse économique des nouvelles formes de suburbanisation dans les grandes villes françaises*, Bilan APN Jeunes Chercheurs, CNRS.
2. BAUMONT C et J.-M. HURIOT, 2003, *La recomposition urbaine dans la société de services et d'informations*, rapport à la Région Bourgogne, CPER.
3. BEJEAN S. et PEYRON C., 2002, *Comportements et coordination en médecine ambulatoire : analyse théorique et empirique*" rapport de recherche CNRS-INSERM-MIRE (Ministère de l'Emploi et de la Solidarité), programme "Processus de décision et changements des systèmes de santé", 212 pages.
4. BEJEAN S., SULTAN-TAIEB H., Wolff N., 2002, *"Evaluation du coût du stress d'origine professionnelle en France. Apports et limites du modèle de P. Levi et Lunde-Jensen"*. Rapport

de recherche pour l'INRS (Institut National de Recherche sur la Sécurité et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles), 28 pages.

5. BOURGEON D., Gombault A. et alii, 2004, La gratuité des musées et des monuments : représentations, projets d'usage et comportements des publics en France, rapport d'études pour le Département des Etudes et de la Prospective, DAG, Ministère de la Culture et de la Communication.
6. COULON R., 2002, « Les conditions sociales de l'innovation : l'étude de l'articulation entre l'innovation, la compétence majeure de l'organisation et la gestion des compétences », rapport de recherche au CNRS, 55 p.
7. Dumoulin J., FLORI Y.A., Vinard Ph., 2003, « *Analyse des stratégies des acteurs sur le marché mondial des médicaments contre le SIDA* », ANRS, mars.
8. ERTUR C. et HURIOT J-M, 2006, « *Les mutations régionales et urbaines dans les pays d'Europe Centrale et Orientale. Approche comparative : Axe 1 : l'analyse spatiale des disparités économiques régionales en Europe face à l'intégration des Pays d'Europe Centrale et Orientale ; Axe 2 : Les mutations économiques des villes dans les Peco : suburbanisation et métropolisation* », Rapport à la Région Bourgogne, CPER, 250 p. + 100 p.
9. FLORI Y.A., O. Scemama, 2002, « *Glossaire des termes de l'assurance maladie* », Comité pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie, COTSAM, juillet.
10. FLORI YA, M. Le Vaillant, 2002, « *L'impact de la diffusion des antirétroviraux sur les variations des pratiques hospitalières* », ANRS, octobre.
11. HURIOT, J.-M., 2003, *Services aux entreprises et nouvelles centralités urbaines*, rapport au Ministère de l'Équipement des Transports et du Logement (PUCA).
12. SCHNEIDER-BUNNER C., TIZIO S., GOUJON D., Mazué O., Mullard P. et Dacheux E., 2004, *Economie sociale et solidaire en région Bourgogne*, Etude pour la DIES-Mire Ministère du travail et des affaires sociales, Programme « L'économie sociale et solidaire en région », 109 pages.